

**Parti Communiste des  
Ouvriers de France**

**POUR UNE RUPTURE  
RÉVOLUTIONNAIRE  
AVEC LE SYSTÈME**

© Société En Avant, 2020  
15 Cité Popincourt 75011  
Paris [www.pcof.net](http://www.pcof.net)  
ISBN : 978-29-11736-29-2

Réimprimé pour Editions Etoile Rouge  
[www.RedStarPublishers.org](http://www.RedStarPublishers.org)



## TABLE DES MATIERES

<i>Présentation</i> .....	5
<b>INTRODUCTION</b> .....	7
<b>LA SITUATION INTERNATIONALE</b> .....	14
<b>1. La signification de l'élection de Trump</b> .....	16
1.1 L'héritage des années Obama .....	16
1.2 Les premières mesures de la nouvelle administration, les contestations sociales.....	19
<b>2. Les grandes tendances de la politique internationale de l'impérialisme US</b> .....	21
2.1 Les points forts de l'impérialisme US.....	21
2.2 Ses points faibles et ses difficultés .....	23
<b>3. La montée en puissance de la Chine ; ses points forts et ses faiblesses</b> .....	25
3.1 L'offensive en direction des pays d'Amérique latine et des Caraïbes .....	29
3.2 Les relations avec les pays d'Afrique .....	30
3.3 Les « nouvelles routes de la soie » vers l'Europe .....	32
<b>4. La crise au sein de l'UE et de la construction européenne</b>	33
4.1 Le Brexit .....	36
<b>5. Ne pas s'appuyer sur un impérialisme pour en combattre un autre</b> .....	37
<b>6. Les luttes des peuples</b> .....	39
6.1 En Europe .....	39
6.2 En Afrique .....	41
6.3 Au Proche et au Moyen-Orient .....	44
6.4 L'Amérique latine .....	48
6.5 Quelques traits saillants des luttes des peuples .....	50
<b>En conclusion</b> .....	51
<b>Annexe – A propos du terme mondialisation</b> .....	52
<b>LA SITUATION NATIONALE</b> .....	54
<b>1. La fin du quinquennat Hollande</b> .....	57
1.1 Les caractéristiques du mouvement contre la loi El Khomri.....	60

1.2 Le fossé est total entre Hollande et son gouvernement, d'une part, et le mouvement ouvrier et populaire, de l'autre .....	66
<b>2. La mise en orbite de Macron .....</b>	<b>72</b>
2.1 Les ordonnances .....	78
2.2 La mobilisation contre les ordonnances .....	79
2.3 Une contestation sociale qui s'étend.....	81
2.4 La lutte des cheminots .....	87
2.5 Manifestation « pot au feu » et Marée populaire .....	91
2.6 L'affaire Benalla.....	92
2.7 Climat de guerre et militarisation.....	95
2.8 Les violences sexistes et sexuelles envers les femmes ..	98
2.9 Un nouveau gouvernement Philippe pour maintenir le cap néolibéral .....	99
<b>3. Le mouvement des gilets jaunes .....</b>	<b>101</b>
3.1 Le début fulgurant d'un mouvement inédit.....	101
3.2 Travailler pour que la classe ouvrière organisée prenne en mains les exigences justes portées par ce mouvement.....	102
3.3 La question coloniale ressurgit dans le contexte de la contestation sociale dans la métropole.....	104
3.4. Les quartiers populaires de plus en plus à l'abandon..	105
3.5 Les grands patrons inquiets de la contagion.....	106
3.6. La répression s'intensifie et « se banalise » .....	106
3.7 Le mouvement syndical réoccupe les rues, sans se fermer aux gilets jaunes .....	107
3.8 Le 52e congrès de la CGT.....	110
3.9 « On ne lâche rien » ! .....	111
<b>4. De mai 2019 à novembre 2019, de nouveaux terrains de lutte.....</b>	<b>111</b>
4.1 La question du climat.....	114
4.2 La bataille contre la réforme du système de retraite....	116
<b><i>LES AXES POLITIQUES DE RUPTURE.....</i></b>	<b>118</b>

## *Présentation*

Ce livre est le rapport politique adopté par le neuvième congrès de notre parti.

Il couvre la période de décembre 2015 à décembre 2019. Il ne prend donc pas en compte les développements des mobilisations contre la réforme de la retraite à points, qui ouvrent une nouvelle étape dans le combat social des quatre années qui viennent de s'écouler.

Ce congrès « ordinaire » (c'est-à-dire tenu dans les délais statutaires) s'est donc déroulé dans un contexte qui était loin de l'être ; un contexte qui a porté les délégués et traversé le congrès lui-même.

Ces années marquent incontestablement une accélération et un approfondissement de la lutte de classe, dans notre pays comme au niveau international.

Avec les grandes mobilisations contre la loi El Khomri, celles contre les ordonnances Macron, pour la défense du service public du transport ferroviaire, de la santé, de l'éducation... et le puissant mouvement des gilets jaunes, c'est une succession de mouvements de grève, de manifestations, d'occupations des places et des rues d'une ampleur inédite. Elles ont apporté à chaque fois de nouvelles expériences, dans les formes de lutte, de plus en plus radicales ; dans l'expression de la colère et des exigences sociales, environnementales et dans le rejet du néolibéralisme.

Sur le plan international, la « mondialisation néolibérale » est entrée en crise profonde. C'est un néolibéralisme du « tous contre tous » qui se développe, sous les coups de boutoir d'une administration étasunienne partie en guerre économique, commerciale, politique et militaire contre tous ses rivaux mais aussi ses « alliés » impérialistes.

Pour s'y opposer, il n'est évidemment pas question de s'appuyer sur d'autres impérialismes, notamment l'impérialisme français, mais de soutenir les luttes des travailleurs, des peuples, de la jeunesse... qui dénoncent et combattent, partout, les politiques néolibérales, quel que soit le gouvernement en place, les ingérences étrangères et la domination impérialiste.

Le fil rouge qui nous a guidés dans notre analyse et dans le choix des questions, des événements, des développements, c'est de pointer les aspects nouveaux, saillants, du processus de pourrissement du système capitaliste impérialiste et les « tabous qui tombent

», dans le camp ouvrier et populaire, comme celui de braver des interdits et de désobéir, de refuser de condamner « toutes les formes de violence » et de comprendre la légitimité de la résistance à la violence des forces de répression de l'Etat, au service du Capital. C'est la distance de plus en plus grande avec l'électoratisme et le refus de se laisser enfermer dans les cadres des institutions de la démocratie bourgeoise parlementaire, soumises au diktat des monopoles. C'est le questionnement de plus en plus systématique du système économique, politique, institutionnel qui permet au capitalisme de se maintenir, sur le dos des travailleurs et des peuples.

C'est la raison pour laquelle nous parlons de la nécessité de **rompre** avec le système capitaliste impérialiste. Il faut réunir un certain nombre de conditions pour qu'une telle rupture ait lieu et soit l'œuvre des masses. Mais nous pensons qu'il est important d'y travailler dès maintenant ; l'analyse du degré d'aiguïssement de la lutte de classe, aussi bien au plan national qu'international, développée dans ces pages, montre sa nécessité. Les axes de lutte sociaux et politiques tracés à la fin de cette analyse doivent permettre de travailler concrètement à cette rupture.

Il y a une course de vitesse entre l'oligarchie, ses forces politiques, ses instruments de domination, toujours plus répressifs, plus agressifs et les travailleurs et les peuples qui résistent et qui se battent pour refuser de payer la crise d'un système qui ne profite qu'à une petite minorité.

Nous mettons ce document à la discussion de toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans le combat pour l'émancipation des travailleurs et des peuples.

Le 15 mars 2020

Le Comité Central du Parti Communistes des Ouvriers de  
France

## ***Introduction***

Le rapport politique du 9<sup>e</sup> congrès du PCOF couvre la période fin 2015 à fin 2019.

Concernant la situation internationale, le rapport politique du 8<sup>e</sup> congrès, « 2011-2015 : notre combat pour une rupture révolutionnaire » disait : « *Le néolibéralisme n'a pas "résolu" la crise, mais l'a aggravée. (...) La politique de l'oligarchie financière pour garantir le profit maximum, est dénoncée et combattue partout. (...) Nous sommes dans une phase d'aiguïsement des contradictions inter-impérialistes, de lutte pour le contrôle des richesses... Le pétrole du Moyen-Orient reste un des enjeux entre les grandes puissances impérialistes (...), l'Afrique étant un autre enjeu. L'UE, dominée économiquement par l'impérialisme allemand, est un acteur de cette confrontation entre puissances et blocs impérialistes. L'impérialisme français en difficulté face à ses alliés et rivaux, s'accroche à ses points forts, notamment sa puissance militaire, le poids de certains monopoles, pour défendre ses intérêts notamment en Afrique* » (1).

Qu'en est-il, cinq années plus tard ?

**La politique néolibérale reste la matrice de l'écrasante majorité des gouvernements dans le monde et elle est de plus en plus contestée par les travailleurs et les peuples**, avec bien évidemment des niveaux de mobilisation différents d'un pays à l'autre. Mais il n'est pas exagéré de dire que la « mondialisation néolibérale » (2) est perçue et de plus en plus dénoncée comme contraire aux intérêts de la grande majorité des populations et qu'elle n'a servi qu'à renforcer la domination des monopoles et à enrichir l'oligarchie dans des proportions jamais vues.

Dans un nombre croissant de pays, c'est l'Etat et son appareil de répression qui est de plus en plus en première ligne pour l'imposer. Néolibéralisme rime avec Etat policier, avec tensions et déstabilisation internationales et guerres.

Un des acteurs majeurs de cette politique de déstabilisation est l'impérialisme étasunien avec Trump et son administration. C'est pourquoi la politique de l'impérialisme US tient une place impor-

---

<sup>1</sup> Conclusion de l'analyse de la situation internationale, *Rapport politique 8 congrès*, décembre 2015, p. 25.

<sup>2</sup> Voir la définition en annexe, p. 50.

tante dans la partie sur l'analyse de la situation internationale.

Non seulement la crise du système mondial de l'impérialisme n'est pas résolue, mais elle est plus profonde encore.

Les taux de croissance du PIB, thermomètre fétiche des analystes économiques bourgeois, sont à la baisse ou connaissent un important ralentissement, y compris dans les Etats « moteurs », comme la Chine. Il est de plus en plus question d'une prochaine nouvelle crise financière, qui serait plus dévastatrice que celle de 2007-2008.

Le creusement des inégalités et la concentration des richesses dans les mains d'une minorité se sont accentués. « *En 2019, les milliardaires du monde entier, c'est-à-dire seulement 2 153 personnes, se partageaient plus de richesse que 4,6 milliards de personnes* » (1). Les riches devenant toujours plus riches. A titre d'exemple la valeur boursière, évaluée à la Bourse de New-York, des très grandes entreprises de « l'économie numérique », dont le siège est aux USA mais qui ont le monde entier comme marché, s'élève à 1 000 milliards de \$.

Les catégories qu'on désigne par les « couches moyennes » (2), censées être elles aussi les bénéficiaires de la « mondialisation », en Amérique latine, au Moyen-Orient, en Europe, en Asie et en Afrique, se sont appauvries et, dans de nombreux pays, elles manifestent, dans certains cas, aux côtés des masses populaires.

Les instances internationales (Programme des Nations Unies pour le Développement, Banque Mondiale...) s'accordent sur le constat suivant : La très grande pauvreté (moins de 1 \$US par jour) a reculé dans le monde, mais touche encore 740 millions de personnes, notamment en Afrique sub-saharienne où elle augmente. Mais, globalement, la pauvreté augmente : 50 % de la population mondiale vit avec moins de 5,5 \$US par jour, et 876 millions d'adultes sont analphabètes, dont 2/3 de femmes.

La grande pauvreté concerne notamment les millions de déplacés, en grande partie des familles paysannes qui fuient les guerres et les conflits, la misère et la faim. Elles s'entassent dans des villes qui

---

<sup>1</sup> Chiffres d'Oxfam, Rapport sur l'état de la pauvreté dans le monde, 2019.

<sup>2</sup> Le concept de « couches moyennes » est flou : il ne définit pas une position de classe mais un revenu et un niveau de vie « moyen », entre les plus pauvres et les plus riches.



grandissent à une vitesse folle, dépourvues des infrastructures minima, sauf pour la poignée de privilégiés. Ceux-ci siphonnent les caisses de l'Etat et vendent les richesses de « leur » pays, qu'elles soient minérales, agricoles, qu'il s'agisse de l'eau ou des terres aux puissances impérialistes (USA, Chine, Russie, France, Allemagne, Royaume-Uni, Japon, Italie...), aux puissances capitalistes dites émergentes qui aspirent à devenir de grandes puissances régionales (Turquie, Inde, Arabie saoudite, Iran, Afrique du Sud, Brésil...). Si elles diffèrent du point de vue de leur développement économique, militaire et de leur poids politique, elles font toutes partie du système capitaliste impérialiste mondial. Les deuxièmes dépendent des premières, notamment pour ce qui est des investissements et des relations économiques privilégiées qu'elles ont avec les unes et les autres des grandes puissances impérialistes, sans parler des liens militaires.

**La « montée en puissance de la Chine »** est une autre question que nous allons aborder, en lien avec la question de la confrontation USA- Chine, pour essayer de mieux apprécier les conséquences mondiales de cette confrontation sur tous les plans.

Nous pouvons avancer dès à présent qu'il y a une identité de vues au sein du camp occidental sur l'importance d'empêcher à tout prix le rapprochement entre la Russie et la Chine. Mais il y a des différences dans les moyens d'y parvenir.

**Peu après 2015, l'UE entrait dans une phase de difficultés** liées à différents facteurs internes et externes. Les dirigeants de la troïka (UE, FMI, BCE) ont brisé le peuple grec, puni pour avoir osé leur tenir tête <sup>(1)</sup>. Cette « victoire » de l'oligarchie, notamment de l'oligarchie allemande, a posé, entre autres, la question de l'Euro et de la possibilité d'en sortir.

Au Royaume-Uni, qui n'était pas membre de l'eurozone, c'est la question même de l'appartenance à l'UE qui a peu à peu focalisé les débats politiques. La victoire du « oui » au référendum sur le Brexit a ouvert une longue période d'incertitude, qui n'est toujours pas close, aussi bien sur les conséquences pour le Royaume-Uni que pour l'UE elle-même. D'autant que les contradictions n'ont cessé de se multiplier.

La puissance économiquement dominante, à savoir l'impéria-

---

<sup>1</sup> Voir *Les leçons à tirer du combat du peuple grec*, texte adopté au 8<sup>e</sup> congrès. Publié en avril 2016.

lisme allemand, est elle-même entrée dans une période de confrontations de grande ampleur avec l'impérialisme US, ce qui a des conséquences sur ses capacités à imposer ses intérêts à l'ensemble des Etats de l'UE. Celle-ci est de moins en moins « unie » et les tensions internes, entre les Etats, ne cessent de s'aiguïser, attisées et instrumentalisées par les autres puissances impérialistes.

**Les politiques néolibérales qui se mènent aujourd'hui partout dans le monde, quelle que soit la forme de gouvernement, s'accompagnent de tensions croissantes entre les différents Etats impérialistes et capitalistes** comme le montrent l'augmentation des budgets de guerre et les ventes d'armes : 1 780 milliards de dollars ont été consacrés à la militarisation en 2018 <sup>(1)</sup>. Quant aux conflits et aux guerres, ils ont augmenté en nombre et en intensité, qui se « mesurent » en nombre de tués, mais aussi de blessés, de mutilés, en destruction de villes entières. Les images d'amas de ruines se banalisent, mais ces destructions signifient des reculs considérables dans les conditions de vie des populations. Une autre forme de guerre, plus sournoise, s'est également étendue : celle des blocus qui s'éternisent et qui affament des populations entières dans le but de déstabiliser les pays, fomenter des troubles pour renverser les régimes qui ne conviennent pas à l'impérialisme US. Le Venezuela, l'Iran, la Corée du Nord, la Syrie, en sont les victimes actuellement, sans oublier Cuba, et cela depuis 1962.

Cette arme économique et politique, véritable crime de guerre, frappe les peuples d'une punition collective et s'accompagne de sanctions à l'égard de tous les pays, entreprises, individus, accusés de « contourner le blocus », au nom de l'extraterritorialité de la justice étasunienne <sup>(2)</sup>.

**Les politiques néolibérales provoquent des résistances et des mobilisations souvent massives, qui « explosent » quand « trop, c'est trop ».** L'étincelle peut être une nouvelle hausse de l'essence ou du prix ticket de transport (comme au Chili), qui rend la vie im-

---

<sup>1</sup> Chiffres du SIPRI, qui souligne l'augmentation des dépenses de 33,7 % entre 2008 et 2017.

<sup>2</sup> L'extraterritorialité de la justice US consiste à soumettre toute entreprise, personne, institution... aux lois US, dès lors qu'elles ont des « liens » avec les USA, comme le fait d'utiliser des dollars pour les transactions, de recourir à des services informatiques basés aux USA. Les embargos qui frappent des pays sont inscrits dans la loi étasunienne.

possible car elle s'ajoute au délabrement des services publics, quand ils existent, ou au racket organisé par les entreprises privées. C'est l'augmentation des prix des produits de première nécessité, la hausse de taxes ou d'impôts de trop (comme en France, avec le mouvement des gilets jaunes), alors que les riches et les grandes entreprises non seulement en paient toujours moins et captent une part toujours plus grande de la richesse, sous forme d'aides et de subventions. Ils sont les seuls vrais « assistés » du système capitaliste impérialiste.

Ce « trop », c'est aussi la corruption qui a gangréné des gouvernements de droite comme ceux qui se disent de gauche, mais qui mènent des politiques néolibérales (comme dans plusieurs pays d'Amérique latine), ou ceux qui se définissent d'abord par une religion ou un nationalisme exacerbé et qui veulent ainsi perpétrer les divisions au sein des populations pour se maintenir au pouvoir (comme en Irak, au Liban...). C'est sous l'angle de la montée des luttes populaires que nous allons passer en revue un certain nombre de pays qui ont été le théâtre d'importants mouvements ces dernières années, en Amérique latine, en Afrique, au Moyen-Orient.

### **Le changement climatique, ses conséquences**

Cette question est devenue un problème mondial, avec une nette accélération de phénomènes climatiques dévastateurs ayant de très grandes conséquences humaines, économiques, sources de grands conflits, aussi bien à l'intérieur des pays qu'au niveau mondial. Si des débats continuent à se mener sur la part de la responsabilité des activités humaines dans ce changement climatique que personne ne peut nier, il n'en demeure pas moins que ni le « marché libre et non faussé », ni une croyance quasi métaphysique dans la capacité des sciences à résoudre ces problèmes ne sont la solution. Si, pour nous, le responsable est bel et bien le système capitaliste impérialiste - position de fond que nous travaillons à faire partager le plus largement possible -, il est clair que ce même système développe des stratégies économiques pour essayer d'adapter l'appareil de production à ce contexte.

Il cherche notamment des réponses à la question de la raréfaction d'un certain nombre de ressources naturelles ; aux différentes formes de pollutions et de dégradation de l'environnement ; aux conséquences sur l'agriculture, l'urbanisme, les transports et les communications qui ont pris une ampleur et une importance consi-

dérables dans le système capitaliste impérialiste.

La question du « climat » est souvent portée par d'importants secteurs de la jeunesse, qui la lie à son propre futur. Ces mouvements massifs qui pointent la responsabilité du « système » sont l'objet de multiples manœuvres pour éviter que ce système ne soit clairement nommé : le système capitaliste impérialiste. C'est un des enjeux pour les forces progressistes, révolutionnaires, que de faire grandir la conscience de la nécessité d'intégrer ce combat dans celui, général, pour la rupture avec le système capitaliste impérialiste.

### **L'impérialisme français agit dans ce contexte général**

L'impérialisme français, de plus en plus embourbé dans la guerre au Sahel, est confronté à l'influence grandissante de la Chine en Afrique, sans oublier la concurrence de ses « alliés » - USA, Allemagne - et d'autres (Russie, Turquie, Arabie saoudite et monarchies du Golfe, Brésil...). Il ne peut « gagner » cette guerre placée sous le signe de la « lutte contre le terrorisme », pas plus que d'autres, comme l'impérialisme étasunien bien plus puissant militairement, n'ont gagné aucune des « guerres contre le terrorisme ». Mais il est avant tout contesté par les peuples de cette vaste région et le slogan « armée française dehors » retentit de plus en plus fort.

Ses « points forts » : la filière nucléaire, civile et militaire ; la production de pratiquement toutes les familles et types d'armement dont il est toujours encore un des quatre ou cinq vendeurs mondiaux ; une production agricole diversifiée, qui fournit la matière première à une industrie agro-alimentaire puissante et exportatrice ; une industrie chimique qui est le premier secteur en termes de valeur... ; un système bancaire qui a des ramifications dans plusieurs pays, notamment en Afrique.

Mais tous ces domaines sont en crise.

Et surtout, la contestation sociale a pris ces dernières années des formes aiguës ; le mouvement de grèves et de manifestations de 2016 contre la loi El Khomri, la mobilisation des cheminots contre la réforme ferroviaire (2018), le mouvement des « gilets jaunes » (2018-2019) se sont développés dans un climat général de mobilisations dans le public comme dans le privé, qui continue. Ce n'est pas une simple succession de mobilisations, où l'une « chasserait l'autre », mais d'une tendance de fond, un « état » de mobilisation qui touche de nombreux secteurs de la classe ouvrière et des masses travailleuses et qui influence et stimule les masses populaires dans

une contestation qui s'élargit et déborde des cadres institutionnels de la démocratie bourgeoise parlementaire et qui pointe de plus en plus le « système ».

Ce sont ces questions qui sont abordées dans la partie consacrée à la situation nationale.

## *La situation internationale*

Dans cette partie, nous allons aborder les aspects nouveaux et saillants de la situation internationale, telle qu'elle s'est développée dans la période fin 2015-fin 2019.

Depuis près de vingt ans, la « guerre contre le terrorisme » est présentée comme la tâche principale de tous les États. Elle sert de justification à toutes les guerres au Moyen-Orient, au Proche-Orient et en Afrique, et aux coalitions impérialistes qui les mènent. Elle s'est accompagnée du développement d'États policiers, qui servent de plus en plus à réprimer les mouvements sociaux. L'impérialisme US a joué un rôle majeur dans ces guerres qui le désignent comme la puissance impérialiste la plus dangereuse pour les peuples du monde entier.

Ce contexte est toujours là, mais il s'y est ajouté la montée des tensions entre les puissances impérialistes, sur fond d'une politique de déstabilisation menée par les dirigeants étasuniens, dans le but de maintenir l'hégémonie des USA.

**Un des faits majeurs dans la situation internationale de ces quatre dernières années, c'est l'élection de Trump à la présidence de la plus grande puissance impérialiste mondiale. Quels sont les changements, les objectifs de la politique qu'il mène, et quelles en sont les conséquences ?**

Trump est devenu, en janvier 2017, président de la plus grande puissance impérialiste mondiale pour, comme il n'a cessé de l'annoncer durant sa campagne électorale, mener une politique agressive donnant la priorité dans tous les domaines aux seuls intérêts des monopoles US - synthétisée dans le slogan « America first ». Cette politique, qui peut être qualifiée de **nationalisme de grande puissance**, est revenue sur de nombreux traités et accords internationaux (sur le climat, sur le nucléaire iranien, sur la prolifération des armes nucléaires...) qui, selon lui, sont autant d'entraves mis au développement de l'économie US et à son hégémonie. En Europe, c'est l'impérialisme allemand qui est particulièrement visé, accusé d'avoir « profité » sans vergogne de la protection militaire des USA, sans en payer le coût. C'est aussi le sens de son attaque contre l'Otan, qu'il a qualifiée de « totalement obsolète », mettant la pression constante sur ses membres pour qu'ils augmentent leur budget militaire et se fournissent auprès des monopoles d'armement US. Mais c'est

aussi une façon de dire qu'il n'y aura pas d'engagement militaire automatique des USA au cas où un des Etats membres serait victime d'une attaque extérieure, comme le prévoit la charte de l'Otan.

En Amérique latine, des « ennemis » sont nommément désignés : le gouvernement vénézuélien, et plus généralement les gouvernements dits « progressistes » du continent sud-américain, accusés surtout d'avoir ouvert leur économie aux investissements russes, chinois, voire européens. Si l'impérialisme US n'y intervient plus de la même façon, aussi directement et ouvertement que dans les années 60 et 70, il est derrière tous les coups d'Etat, toutes les manœuvres de déstabilisation qui ont fait chuter des régimes qui ne lui étaient pas soumis, remplacés par des régimes réactionnaires, fascistes. Cuba, où « l'initiative privée », autre nom pour le capitalisme, est promue, est à nouveau sous la pression économique et politique US, qui ne veut en aucun cas « normaliser » ses relations avec ce pays.

Bref, le phénomène engagé par Obama de « reconquête » des Amériques s'accélère avec Trump et le « retour » des Yankees signifie le retour aux méthodes et à la politique brutale de domination, d'exploitation et de pillage, assises sur des régimes à leur botte.

Au Proche-Orient, c'est le régime iranien qui est désigné comme l'ennemi principal, contre lequel c'est le rapport de force économique, - le blocus -, et militaire, - le renforcement de la présence militaire US dans la région -, qui priment.

Bien évidemment, la Russie reste, pour les USA, un adversaire politique et militaire très important. Si Obama était dans la logique d'une confrontation au plus près des frontières de la Russie, en mobilisant toutes les forces des alliés de l'Otan, Trump ne remet aucune de ces décisions en cause, ce qui se traduit d'ailleurs par le fait qu'aucun soldat, aucune arme n'ont été retirés de ce théâtre d'opération. Mais il évite d'entrer dans une confrontation permanente avec Poutine, lui laissant « régler » la guerre en Syrie, tout en veillant à garder le contrôle des puits de pétrole et en maintenant une importante présence militaire dans la région, pour contrer l'influence de l'Iran et rassurer les alliés saoudiens et israéliens.

**C'est la Chine qui est considérée, dès aujourd'hui, comme la principale menace économique, politique et militaire pour l'hégémonie étasunienne.** Elle a supplanté, dans l'esprit des dirigeants actuels de l'impérialisme US, la menace de la Russie. Ils s'efforcent d'ailleurs d'empêcher un rapprochement trop grand entre la Russie

et la Chine, aidés dans ce domaine par la plupart des dirigeants du camp occidental, effrayés par cette perspective.

## 1. La signification de l'élection de Trump

Il y a incontestablement une grande différence de « style », comparé à celui de son prédécesseur, Obama (<sup>1</sup>). Le style de Trump est particulièrement provocateur et grossier, son inculture est manifeste, son mépris pour les femmes et ses positions, ses décisions racistes, notamment vis-à-vis des immigrants des pays d'Amérique latine, d'Amérique centrale et des Caraïbes (<sup>2</sup>), ont provoqué, dès sa prise de fonction, des manifestations très importantes mobilisant notamment les femmes, une partie de la jeunesse, le mouvement démocratique en général. Cette contestation s'est étendue bien au-delà des frontières des USA et elle s'exprime à chaque fois qu'il se rend hors des frontières des USA.

Mais il serait faux de réduire Trump et sa politique à ces aspects. Cette politique répond aux intérêts de l'oligarchie étasunienne, dont Trump lui-même est membre (<sup>3</sup>) : elle prolonge dans beaucoup de domaines celle d'Obama, même si Trump s'acharne à vouloir gommer plusieurs décisions et réalisations de son prédécesseur.

### 1.1 L'héritage des années Obama

Au moment de la crise financière (2007-2008), Obama avait sauvé, à coup de centaines de millions de dollars, le système bancaire étasunien ainsi que de très grandes entreprises menacées de faillite, notamment les trois leaders de l'industrie automobile (GM, Ford et Chrysler) (<sup>4</sup>). Sans le « soutien » de la Chine, qui disposait

---

<sup>1</sup> Premier mandat de janvier 2009 à 2013 ; deuxième mandat de 2013 à janvier 2017.

<sup>2</sup> Il s'en est également pris par la suite aux peuples d'Afrique, les traitant avec un mépris teinté de racisme.

<sup>3</sup> Dans le classement de la revue *Forbes*, sur les 400 milliardaires les plus riches dans le monde, Trump apparaît à la 275<sup>e</sup> place, avec une fortune estimée à 3,1 milliards de \$. En dix ans, la fortune totale de ces « 400 » super riches, a été multipliée par 2,3, atteignant 3 000 milliards de \$.

<sup>4</sup> Le plan de sauvetage de l'industrie automobile, « le plus grand depuis la Deuxième Guerre mondiale » s'est élevé à 700 milliards de \$.



d'une masse considérable de dollars en bons du trésor US, en excédents commerciaux <sup>(1)</sup>. le système financier mondial, basé notamment sur la domination du dollar, la principale monnaie utilisée dans les transactions internationales, aurait pu s'effondrer, entraînant l'économie capitaliste dans un chaos aux conséquences imprévisibles, dont la Chine elle-même aurait grandement pâti.

Obama a mis en avant le « multilatéralisme » et le « pragmatisme » pour sortir l'impérialisme US de l'isolement politique que les années de guerre de Bush avaient provoqué. Au sein de l'Otan, c'est lui qui a promu l'idée du « partage du fardeau ». C'est Obama qui a lancé aux autres Etats membres l'objectif des 2 % du PIB à consacrer aux budgets de guerre. La préoccupation militaire principale est encore la Russie, suite notamment à l'annexion de la Crimée (2014). C'était une période de renforcement de la présence militaire US en Europe, avec le déploiement de missiles dans plusieurs pays de l'Est et le soutien au régime pro-Otan et pro-UE d'Ukraine, les garanties données aux régimes des pays de l'Est (Pologne, Etats baltes, Roumanie...). Sans oublier que c'est lui qui a augmenté le budget consacré à l'armement nucléaire et celui pour le développement d'armes nouvelles, comme les drones. En aucun cas, il ne peut passer pour un « pacifiste », en dépit du prix Nobel qui lui a été attribué en 2009. Deux décisions auront une importance particulière :

- le refus d'engager les USA dans une guerre pour renverser le régime de Bachar el-Assad (2013), au grand dam de Hollande qui en était un farouche partisan ;
- la conclusion d'un accord international <sup>(2)</sup> avec le régime

---

<sup>1</sup> Les réserves mondiales, qui sont dans les banques centrales, sont constituées, pour 64 % de leurs avoirs, par des bons du trésor US, alors que le PIB des USA ne représente que 20 % du PIB mondial. « *Les réserves ne sont pas composées de dollars ou d'euros, mais de dettes en dollars et de dettes en euros. La seule dette publique US pèse 15 000 milliards de \$. La banque centrale chinoise détient plus de 1 200 milliards de \$ de dettes, soit presque le tiers de ses réserves de change, qui sont, au total, de 3 800 milliards de \$.* » (P. Artus, dirigeant de Natexis). L'Euro n'est jamais parvenu à remplacer le dollar sur les marchés mondiaux.

<sup>2</sup> L'accord sur le nucléaire iranien a été signé par l'Iran, l'UE, l'Allemagne, la Chine, les USA, la France, le Royaume-Uni et la Russie, le 14 juillet 2015. Il prévoyait l'abandon par l'Iran du programme d'enri-

iranien (2015), concernant l'abandon par celui-ci de son programme nucléaire militaire.

Cela n'empêchera pas Obama de prendre la tête de la coalition internationale contre l'Etat Islamique, en 2014, qui interviendra aussi bien en Irak qu'en Syrie.

Mais ces décisions vont coller aux basques d'Obama, dans les sphères dirigeantes étasuniennes, comme des marques de faiblesse, dans un contexte où les tensions entre grandes puissances s'aiguisent, où les accords internationaux économiques, dans lesquels l'impérialisme US doit composer avec ses alliés qui sont en même temps des rivaux, présentent plus d'inconvénients que d'avantages pour les monopoles US. Dans un contexte où les foyers de tensions sont multiples, aussi bien au Moyen-Orient qu'en Asie, sans parler du continent européen où l'impérialisme US veut garder une « autonomie stratégique » dans la détermination de ses priorités et des choix qui en découlent. Qui dit choix, dit aussi trancher en faveur de certains intérêts contre d'autres. Pour incarner cette politique, il fallait un individu qui soit « sûr » du point de vue de la défense des intérêts des monopoles dominants - notamment ceux qui sont liés au pétrole, à l'agrobusiness, à la chimie, aux banques, assurances, organismes de crédit, aux monopoles de l'informatique, de l'automobile, de l'armement.

Trump s'est imposé au sein du parti républicain, divisé, comme l'était aussi le parti démocrate. Il a permis que l'aile la plus droitière, captée un temps par le Tea Party, revienne « au bercail » et a pu donner l'illusion d'un vent « nouveau », d'un président qui ne serait pas issu du « sérail » et qui ne lui devrait pas son élection. Face à un

---

chissement de l'uranium pouvant servir à la fabrication de bombes nucléaires. La contrepartie était la levée des énormes sanctions économiques qui avaient frappé le pays, assortie d'un renforcement des contrôles sur le programme nucléaire (l'Iran poursuivant son programme civil). Les négociations sur cette question s'étaient accélérées à partir de 2013. Dès que les premières sanctions ont été levées, la situation économique s'est rapidement améliorée et les investisseurs se sont bousculés, attirés par la taille du marché iranien (82 millions d'habitants), le potentiel de production et d'exportation de pétrole. Le premier partenaire commercial est l'Allemagne, suivie des Emirats arabes unis et la Chine. Les grandes entreprises US, comme Boeing, étaient également sur les rangs.

parti démocrate qui présentait une femme, Hillary Clinton, issue de la grande bourgeoisie, persuadée de gagner les élections, mais contestée au sein de son parti par une aile gauche incarnée par Bernie Sanders, Trump a usé de toute son expérience de showman de la « télé-réalité », ne reculant devant aucune outrance, aucune provocation. On sait que les élections présidentielles aux USA sont aux mains des monopoles, qui investissent des milliards. Ils avaient choisi Trump et c'est lui qui a « gagné » (1).

En réduisant à 21 % le taux d'imposition des sociétés (au lieu de 35 %), il les a, en quelque sorte, « remerciés », avec en plus une hausse de 90 milliards de dollars du budget de l'armement. En revenant sur les normes - limitées - que l'administration Obama avait imposées au secteur bancaire, Trump a donné satisfaction à ce secteur où la prochaine « bulle » dévastatrice risque d'être celle liée à l'endettement croissant des ménages, des étudiants... Dans un pays qui vieillit, où les inégalités n'ont cessé de se creuser, où le chômage réel frappe 8,1 % de la population active (2), le premier décret signé par Trump devait supprimer l'Obamacare (3), mais il a dû reculer.

## **1.2 Les premières mesures de la nouvelle administration, les contestations sociales**

Ce président, « mal élu », accusé d'avoir été « aidé » par les services de propagande de la Russie, va multiplier les initiatives déstabilisatrices de « l'ordre international », pour affirmer à chaque fois la primauté exclusive des intérêts de l'impérialisme US. Il sera souvent obligé de revenir sur ses déclarations intempestives, il sera quelquefois contredit publiquement par les plus hauts responsables militaires, il provoquera de multiples protestations « indignées » de

---

<sup>1</sup> Trump a recueilli moins de voix que H. Clinton, mais le système complexe de ces élections lui a donné la victoire.

<sup>2</sup> Chiffres du Bureau des statistiques du travail (2019).

<sup>3</sup> L'Obamacare est loi instituant notamment un système de couverture santé non obligatoire, qui oblige les assurances à proposer des contrats identiques, au même coût, dans tous les Etats de l'Union. Ce système a eu pour effet de diminuer le pourcentage de personnes sans aucune couverture santé. Trump a essayé de le supprimer entièrement, mais il n'a pas eu de majorité pour le voter. Il a fini par faire passer une loi, en octobre 2017, qui le « contourne ».

la part de ses « alliés », mais au final, il réussit généralement à les diviser, ce qui est son objectif premier.

Mais c'est aussi sous Trump que la contestation aux USA mêmes s'est développée, au sein de larges secteurs des masses ouvrières et populaires. Les promesses de création d'emplois dans l'industrie, notamment celle de l'extraction du charbon, l'industrie métallurgique, l'automobile... ne se concrétisent pas et c'est toujours l'emploi précaire qui se développe le plus. De grandes grèves ont été menées, notamment en 2018 chez les enseignants, soutenus par les élèves, contre « *le choix de réduire les impôts des riches au lieu d'investir dans l'éducation publique* ». Ces grèves ont touché plusieurs Etats et ont abouti à des avancées, notamment salariales, mais aussi au niveau des conditions de travail. Elles continuent en 2019 dans plusieurs Etats. Les grèves ont également touché des secteurs du privé, comme celle des personnels de ménage de la chaîne hôtelière Marriott qui ont également fait grève dans quatre Etats pour des augmentations de salaires, qu'ils ont obtenues. En 2018, 500 000 travailleurs ont participé à des mouvements de grève, ce qui est nouveau depuis la crise financière, où les entreprises avaient licencié et imposé des baisses de salaires, plus de flexibilité, des remises en cause d'avantages sociaux... Ce mouvement pour des augmentations de salaires s'est poursuivi en 2019, avec notamment une grève de 40 jours dans les 34 usines de GM. Outre des hausses de salaires, les ouvriers de GM ont remis en cause les discriminations salariales introduites dès 2007, qui touchaient notamment les jeunes. Ils ont également obtenu des hausses de salaires pour les intérimaires. La hausse des profits des entreprises alimente la colère et la mobilisation des travailleurs qui se disent : « *il n'y a rien à attendre du gouvernement, ni des patrons, alors il faut qu'on se prenne en main nous-mêmes* » <sup>(1)</sup>. Un état d'esprit qui tranche avec l'image des ouvriers qui seraient le principal soutien à Trump..., lui qui avait fait de la défense de l'emploi ouvrier dans l'automobile, un de ses slogans de campagne.

La rhétorique raciste contre les travailleurs immigrés, notamment ceux venant d'Amérique du Sud, qui s'est traduite par un mur

---

<sup>1</sup> Cité par le *New York Times* dans un article sur la montée de la mobilisation dans les entreprises, dans les hôpitaux, chez les enseignants, parmi les travailleurs au sol des compagnies aériennes, qui ont un droit de grève limité.

de séparation avec le Mexique, est largement dénoncée et combattue.

Le mouvement de défense des droits des femmes s'est renforcé, avec notamment le mouvement « Me Too » qui se prolonge sur les questions de discrimination dans le travail, le combat antiraciste... Ce n'est pas un hasard si la première militante à avoir dénoncé le harcèlement sexuel et lancé le #metoo en 2007 est une militante féministe noire, Tarana Burke. A cela, il faut ajouter la contestation qui monte contre la décision de Trump de sortir de l'accord international sur le climat, dont Obama était un fervent partisan. Il a commencé par nier ce phénomène, mais la succession de phénomènes climatiques dévastateurs, dans un pays aussi vaste que les USA, dont les infrastructures sont très délabrées <sup>(1)</sup>, alimente une contestation qui s'appuie aussi sur celle qui se développe au niveau international. Elle pointe du doigt la responsabilité particulière des USA et leur « mode de vie » dans l'émission de gaz à effet de serre <sup>(2)</sup>.

## **2. Les grandes tendances de la politique internationale de l'impérialisme US**

### **2.1 Les points forts de l'impérialisme US**

- Le dollar est la monnaie mondiale en matière de réserves de changes ; les échanges dans des domaines stratégiques, comme le pétrole, plusieurs matières premières, se font en dollars.
- La puissance économique, dans les domaines déjà cités, avec une avance technologique dans les secteurs en essor, qui concentrent actuellement des investissements considérables : l'informatique, l'électronique (Intel, Sysco et les Gafam <sup>(3)</sup>), la chimie appliquée à la santé (Pfizer), l'aéro-

---

<sup>1</sup> L'engagement de Trump à consacrer 1 000 milliards de \$ aux infrastructures ne s'est pas concrétisé. Les accidents ferroviaires se multiplient et le réseau routier continue à se dégrader.

<sup>2</sup> Les USA émettent 14 % du CO<sub>2</sub> mondial, derrière la Chine, premier Etat pollueur en volume, depuis 2005. Mais rapporté au nombre d'habitants, un Américain émet deux fois plus de CO<sub>2</sub> qu'un Chinois.

<sup>3</sup> Microsoft, Apple, Amazon, Facebook, Alphabet (Google). Le total de leur capitalisation boursière dépasse celle des entreprises pétrolières. Plusieurs d'entre elles sont cotées à plus de 1 000 milliards de \$.

nautique (Boeing) et le spatial (Nasa), la distribution (Walmart).

- Une puissance militaire mondiale inégalée avec une présence militaire sur tous les continents à travers des centaines de bases. Cette suprématie militaire se renforce encore : avec 649 milliards de dollars de dépenses d'armement, en 2018, les USA représentent un tiers des dépenses mondiales, qui sont elles-mêmes en hausse (1 780 milliards de dollars). Les Etats membres de l'Otan ont dépensé 963 milliards (USA compris), dont 64 pour la France, 50 pour le Royaume-Uni, 50 pour l'Allemagne <sup>(1)</sup>. Le budget militaire de la Turquie a augmenté de 24 %.
- La lutte pour la suprématie militaire US a été relancée à travers la création, en 2019, d'un « commandement de l'espace », chargé de développer sa « militarisation », de limiter voire d'empêcher l'accès de l'espace à d'autres puissances, de déployer des systèmes de surveillance de la planète, de communications, ainsi que des systèmes d'écoute et de brouillage. Le budget alloué est de 50 milliards de dollars ; la Chine y consacre 11 milliards, la Russie, 4 milliards, et la France, 2 milliards.
- Les secteurs de pointe - électronique, informatique - sont de plus en plus liés au secteur militaro-industriel, en tant que fournisseurs et prestataires.
- La captation des « cerveaux » pour la recherche, au niveau mondial, véritable pillage impérialiste, contribue à maintenir l'avancée technologique, à moindre coût <sup>(2)</sup>.
- La puissance de l'appareil de conditionnement idéologique : les grands médias, l'industrie cinématographique, l'expansion du réseau de communications, via Internet... qui diffusent les « valeurs » idéologiques étasuniennes, les « fausses informations » <sup>(3)</sup> et l'individualisme effréné. Les

---

<sup>1</sup> Chiffres de 2018 de l'Institut international de recherche pour la Paix (SIPRI) de Stockholm, [www.sipri.org](http://www.sipri.org).

<sup>2</sup> C'est dans ce domaine que des grands patrons de la Silicon Valley sont montés au créneau, au moment où l'administration Trump a voulu durcir considérablement les conditions d'entrée aux USA, notamment aux personnes venant du Moyen-Orient et aux « musulmans ».

<sup>3</sup> Le terme de « fake news » s'est imposé au niveau international. Il

USA génèrent un tiers des flux de données numériques mondiales.

- Une autonomie retrouvée - mais fragile - en matière de pétrole, à travers l'exploitation du gaz et du pétrole de schiste. Trump clairotte sans cesse que les USA sont devenus le plus grand producteur de pétrole au monde, devant l'Arabie saoudite, la Russie, etc. Mais l'exploitation du pétrole et du gaz de schiste pose plusieurs problèmes <sup>(1)</sup> et sa rentabilité dépend du prix du pétrole « classique ». Cela n'empêche pas Trump de proposer aux Etats d'Europe centrale de leur vendre ce pétrole, pour ne
- plus dépendre du pétrole russe. De plus, les monarchies pétrolières, notamment l'Arabie saoudite, sont inquiètes de cette « indépendance énergétique », ce qui crée des tensions récurrentes avec les USA, leur premier et principal allié.

## 2.2 Ses points faibles et ses difficultés

- Une crise économique et une désindustrialisation importantes : la sidérurgie est maintenue à flots à travers la taxation des importations, notamment chinoises. L'automobile n'a pas suffisamment anticipé le tournant de l'électrique ou de l'hybride. Il n'y a plus de construction navale US. La politique de taxation des importations provoque des mesures de rétorsion ; au total, plusieurs économistes estiment qu'elle sera rapidement préjudiciable à l'économie US et que les industries dépendant de ces importations seront pénalisées...

---

contribue à développer un relativisme généralisé et dangereux touchant tous les domaines, qui remet notamment en cause l'idée même qu'il existe des faits scientifiquement démontrables.

<sup>1</sup> Il faut des investissements énormes et les compagnies sont déjà endettées à hauteur de 20 milliards de \$. Elles ont profité de la politique de « l'argent pas cher » de la FED. Les rendements sont élevés au début, mais ils baissent rapidement, ce qui oblige à forer sans cesse de nouveaux puits. La technique est très polluante (elle consomme de grandes quantités d'eau qui ressort polluée) et le transport se fait par wagons-citernes, véritables « pipeline sur rails » qui ont connu de nombreux accidents, avec des explosions et des incendies.

- Cette politique agressive, de même que les retournements d'alliances qu'elle suscite, provoquent des tensions et un certain isolement de l'impérialisme US, qui sont mises à profit par ses concurrents. Cela se traduit par des points marqués par les autres puissances impérialistes sur certains marchés, comme ceux de l'Amérique du Sud, l'Afrique.
- La sous-estimation des conséquences des changements climatiques, dont les conséquences sur l'économie US sont très importantes.
- Le « retour » de l'impérialisme US en Amérique latine provoque un regain de la mobilisation des peuples qui renouent avec le combat contre les instruments de cette domination (FMI...), notamment la jeunesse qui n'a pas connu les grandes luttes anti-impérialistes des années 70.
- Malgré les moyens économiques, politiques, militaires... mis en œuvre pour faire tomber le régime iranien et celui du Venezuela, ces derniers sont toujours en place. Les gesticulations de Trump vis-à-vis du gouvernement de la Corée du Nord se sont heurtées à la fermeté et, en même temps, l'habileté de ses dirigeants. Les guerres menées par l'impérialisme US en Afghanistan, où les Talibans reviennent au premier plan et deviennent des interlocuteurs ; en Irak, où c'est l'Iran qui a étendu son influence ; en Syrie, où Bachar el-Assad regagne le contrôle du pays, grâce à la Russie, devenue le véritable maître du jeu, apparaissent comme autant d'échecs par rapport aux objectifs affichés. Sur ce plan, Trump ne fait pas mieux que ses prédécesseurs. La plupart de ces pays sont profondément détruits, souvent divisés, sans parler des immenses pertes humaines, matérielles, les dégâts psychologiques, les destructions et le pillage de patrimoines historiques qu'ils ont subis. Mais la plus grande puissance militaire a été tenue en échec et elle n'a pas réussi à détruire la résistance des peuples, ni leurs aspirations et exigences sociales et nationales. Il est trop tôt pour pouvoir dire que les puissants mouvements qui se sont développés à la fin de 2019, dans plusieurs de ces pays, et qui se heurtent à la répression des régimes en place, marquent le début d'une nouvelle vague de mouvements émancipateurs dans cette région stratégique pour les grandes puissances.



Et comme nous l'avons souligné plus haut, la lutte de classe a repris de la vigueur après les années Obama, qui avait mobilisé les leviers du parti démocrate pour canaliser et limiter les contestations syndicales, sociales, etc. Trump et sa politique ont stimulé l'opposition ouvrière et populaire aux USA mêmes et l'ont même élargi à d'autres couches de la société, choquées par sa politique grossière, ouvertement pro-riches, « sans principes ». Les communautés latinos vivant aux USA se sont également mobilisées contre les mesures racistes et contre la répression et le harcèlement policier dont elles sont victimes. Elles ont organisé, aux côtés des organisations démocratiques, la solidarité avec les milliers de réfugiés et refoulés à la frontière avec le Mexique. Les communautés de citoyens étasuniens vivant en dehors des frontières se sont également mobilisées sur les questions de la lutte contre les discriminations et les violences faites aux femmes, et sur la politique de provocation et de guerre de Trump. Le ballon « baby Trump » a flotté dans les rassemblements et manifestations de Londres et Paris, à plusieurs reprises, notamment après l'annonce du retrait de l'accord sur les missiles nucléaires de moyenne portée (<sup>1</sup>).

**La politique de Trump s'en prend aux travailleurs et aux peuples du monde entier et a pour objectif la défense des intérêts de l'impérialisme US, face à ses concurrents. Le concurrent le plus important, celui qui menace son hégémonie, c'est la Chine.**

La contradiction avec la Chine est une contradiction inter-impérialiste, qui a la particularité d'opposer la puissance impérialiste qui domine à une puissance impérialiste montante, qui n'a rien de socialiste, mais qui s'en réclame frauduleusement, dans un contexte de crise générale du système.

### **3. La montée en puissance de la Chine ; ses points forts et ses faiblesses**

Le développement du capitalisme en Chine s'est fait dans le

---

<sup>1</sup> Le traité d'interdiction des armes nucléaires de moyenne portée - INF - liait depuis 1987 les USA et l'URSS, puis la Russie. Trump en a annoncé le retrait en février 2019, suivi de celui de la Russie. La course aux armements nucléaires tactiques - les « mini nukés » - était officiellement relancée.

cadre d'un système politique qui usurpe le qualificatif de socialisme. Nous n'allons pas développer ici l'argumentation sur cette question, qui fait partie des fondamentaux du marxisme-léninisme, aussi bien sur la question de la définition du socialisme que de celle de l'impérialisme.

Personne ne peut mettre en doute la rapidité avec laquelle s'est fait ce développement, qui a provoqué de très importants bouleversements sociaux, expression d'une lutte de classe très intense et très violente, aussi bien dans les campagnes que dans les villes. Cette lutte de classe se manifeste à travers les mouvements de révolte des paysans chassés de leurs terres pour la construction d'équipements gigantesques destinés notamment à la production d'énergie. Ou par des explosions de colère d'une partie de la jeunesse, qui veut aller plus vite encore dans l'édification d'une société capitaliste moderne, avec les mirages de démocratie qu'elle véhicule <sup>(1)</sup>. Ou des soulèvements de certains peuples (Tibétains, Ouïgours,...) de cet immense Etat. Ils mettent en avant des revendications d'autonomie, voire d'indépendance, et dénoncent la répression de l'Etat central. Ces révoltes sont souvent relayées et encouragées au niveau international par les rivaux impérialistes et par des courants réactionnaires.

La classe ouvrière de Chine, la plus nombreuse au monde, les masses paysannes et les habitants de la campagne, les centaines de millions de travailleurs qui vivent dans des mégapoles... ont payé cher pour la construction de cette puissance impérialiste qui, en quelques dizaines d'années, rivalise avec les plus grandes. Cela s'est fait au prix d'un accroissement des inégalités, notamment entre les régions rurales et les régions côtières qui concentrent l'essentiel de l'activité économique. Elles se sont également creusées entre une minorité de riches, qui profitent de la « libéralisation » de l'économie, détiennent des actions des entreprises privées qui se sont multipliées sur les créneaux rentables, et la grande majorité de la population, dont le niveau de vie, notamment à la campagne, reste faible.

---

<sup>1</sup> C'est la situation actuelle à Hong-Kong, qui est une ville chinoise à statut spécial, une des premières places financières et commerciales mondiales, utilisée par la Chine pour ses affaires. Une grande partie de la population veut vivre comme « en Occident » et, fin 2019, une partie de la jeunesse affronte la police qui réplique avec violence. Voir l'article paru dans *La Forge* d'octobre 2019 « Les partisans du capitalisme néolibéral contre ceux qui l'ont promu ».

Une grande partie vit dans l'incertitude face à l'avenir, car les entreprises insuffisamment rentables sont fermées et, à la moindre difficulté, les travailleurs qui ont quitté leur région pour travailler dans les villes sont renvoyés.

La Chine est une grande puissance impérialiste. Elle en a tous les attributs : des monopoles géants, dans tous les domaines économiques <sup>(1)</sup>, qui peuvent rivaliser avec leurs concurrents et qui s'appuient sur un Etat qui les soutient ; une industrie lourde qui produit de l'acier en grande quantité (38 % de la production mondiale), du ciment (50 % de la production mondiale) ; une industrie automobile en développement rapide, avec d'importants investissements sur les segments comme les voitures électriques et hybrides ; une industrie de produits de grande consommation, qui inondent le marché mondial ; des masses de capitaux, tirés des excédents commerciaux, que la Chine investit dans de grands projets de développement des infrastructures, en Chine et au niveau international.

Les monopoles chinois se sont également implantés dans des pays, notamment en Afrique, qui présentent deux intérêts pour eux : les salaires peu élevés d'une main-d'œuvre suffisamment qualifiée et abondante et des marchés pour écouler leur production. C'est notamment le cas des 300 entreprises textiles chinoises qui ont délocalisé leur production en Ethiopie.

La Chine étend aussi son influence et son contrôle sur toute la région, notamment en mer de Chine, ce qui fait monter les tensions avec l'impérialisme japonais, allié à l'impérialisme US, et les autres Etats de cette zone devenue un enjeu et un point chaud des rivalités inter-impérialistes <sup>(2)</sup>.

---

<sup>1</sup> Il y a, par exemple, un équivalent chinois aux Gafam ; ce sont les BATX : Baïdu (équivalent de Google) qui a une clientèle potentielle de 650 millions d'internautes - il permet notamment le paiement en ligne, le stockage, de la musique et des films ; Alibaba (équivalent d'Amazon), qui a une capitalisation de 486 milliards de \$ ; Tecent (520 milliards de \$ de capitalisation), équivalent de Facebook, avec une multitude services en ligne ; Xiaomi, téléphones portables, téléviseurs, électroménager... s'est visiblement « inspiré » d'Apple (valorisation évaluée à 46 milliards de \$, mais pas encore coté en bourse. Chiffres de 2017.

<sup>2</sup> Les dix Etats membres de l'ASEAN - Association des Nations de l'Asie du Sud Est - ont des liens économiques très forts avec la Chine qui est le premier partenaire commercial de la zone. Ils sont également

La Chine est devenue la première puissance commerciale mondiale, devant les USA. Elle a également développé ses capacités militaires dans tous les domaines et a commencé à implanter une base militaire en dehors de ses frontières (1).

Ceci dit, la qualification d'« atelier du monde » traduit le fait qu'encore aujourd'hui, une partie des immenses quantités de marchandises exportées par la Chine sont montées à partir des pièces qui viennent de différents pays, notamment d'Asie du Sud-Est, selon une division internationale du travail très poussée, dans laquelle intervient le faible « coût de la main-d'œuvre ». Cette méthode de fabrication entraîne le transport des différentes marchandises sur des milliers de kilomètres, avant que le produit final soit prêt à la vente.

L'économie chinoise, qui continue à croître à des rythmes supérieurs à ceux des autres économies (2), est très dépendante de ses

---

liés aux USA avec lesquels ils organisent des manœuvres militaires. Il y a un important contentieux avec les Philippines, l'Indonésie, le Viêt-nam et Brunei autour des archipels de Paracelse et de Spartleys pour le contrôle des ressources halieutiques, des gisements de pétrole.

<sup>1</sup> La première base militaire chinoise a été installée en 2017 à Djibouti. Les responsables militaires ne cachent pas leur intention de s'appuyer sur plusieurs ports dans le monde, en lien avec les projets des nouvelles routes de la soie. L'objectif : être en capacité de protéger les bateaux de la flotte chinoise, mais aussi de déployer des forces militaires pour protéger les intérêts économiques - entreprises industrielles et agricoles - et les travailleurs chinois qui y sont employés.

<sup>2</sup> C'est en 1976 que la doctrine officielle est devenue « l'économie socialiste de marché », avec le début d'un secteur privé et une ouverture du marché intérieur. A partir des années 80, les exportations deviennent le moteur de la croissance. Les taux de croissance sont à deux chiffres. Les industries sont invitées à s'installer en Chine, essentiellement sur la côte, dans les « zones économiques spéciales » à la fiscalité avantageuse, pour produire en Chine, avec de la main-d'œuvre chinoise. Actuellement, 39 % des exportations sont assurées par des entreprises à capitaux 100 % étrangers, 41 % par de entreprises à capitaux 100 % chinois et 20 % par des sociétés « mixtes ». Les entreprises privées réalisent environ 50 % du PIB et trois quarts des exportations sont réalisées par les entreprises privées ou mixtes. Deux facteurs jouent un rôle essentiel pour ces entreprises étrangères : d'une part, l'attrait du marché chinois, qui a un potentiel de croissance encore très élevé.

exportations, notamment vers les USA. Ces derniers enregistrent un déficit commercial record, qui alimente le discours de Trump sur la concurrence faussée et justifie à ses yeux la taxation des importations chinoises.

Cette politique étasunienne a des effets sur l'économie chinoise, mais elle présente le risque d'une série de mesures de rétorsion qui, de proche en proche, affectent l'ensemble de l'économie mondiale.

Les dirigeants chinois ont à l'évidence bien étudié les expériences des pays capitalistes impérialistes occidentaux et en ont tiré des leçons pour le développement de leur économie.

Une des leçons, c'est l'importance de développer les infrastructures de leur pays en mobilisant une partie des capitaux tirés des exportations. Ces infrastructures, qui font partie des biens non « délocalisables » essentiels <sup>(1)</sup>, ont été développées principalement par les entreprises chinoises qui ont, par la suite, pu exporter leur savoir-faire, en proposant aussi bien de construire les infrastructures que de fournir les moyens de transport, y compris combinés (rail, routes, bateaux). C'est le cœur du projet des « nouvelles routes de la soie ».

### **3.1 L'offensive en direction des pays d'Amérique latine et des Caraïbes**

A partir des années 2000, les dirigeants chinois ont prospecté différents pays d'Amérique latine et d'Afrique, avec deux objectifs :

- Conclure des accords sur l'importation de matières premières - minéraux, produits agricoles et pétrole, indispensables à l'économie chinoise ;
- Proposer en retour, selon le principe d'une « coopération Sud- Sud, gagnant-gagnant », des prêts pour la construction

---

D'autre part, le coût de la main-d'œuvre, même si celui-ci commence à être concurrencé par des pays comme le Viêtnam, le Cambodge... Les taux de croissances de l'économie chinoise ont été à deux chiffres, jusqu'à la crise de 2008 ; il est encore de 7 % actuellement.

<sup>1</sup> Un des problèmes récurrents dans les pays dominés par les puissances impérialistes occidentales, ce sont les « goulots d'étranglement » dans les transports de marchandises. Bolloré l'a bien compris en Afrique, lui qui contrôle une grande partie de l'économie en contrôlant les voies de communication et surtout les ports par lesquels transitent importations et exportations.

d'infrastructures par des entreprises chinoises, l'achat de produits chinois à bas prix, correspondant au niveau de vie.

Ces accords étaient assortis de l'engagement des autorités chinoises de ne pas s'ingérer dans les « affaires intérieures » de ces Etats.

Rien que cette dernière clause avait de quoi séduire bon nombre de dirigeants, surtout les autocrates, mais aussi les gouvernements dits « progressistes » ou simplement nationalistes, qui voyaient dans cette proposition une « alternative » à la politique des grandes puissances impérialistes occidentales. Surtout si les diplomates chinois ont tenu un discours « anti-impérialiste » que certains avaient connus dans le passé, du temps où la Chine avait des positions révolutionnaires vis-à-vis de l'impérialisme.

En janvier 2015, les dirigeants chinois ont rencontré leurs homologues d'Amérique latine et des Caraïbes, dans le cadre du forum Chine-Celac à Pékin (<sup>1</sup>). Le dirigeant chinois, Xi Jinping, avait alors proposé d'investir 250 milliards de dollars et 500 à l'horizon 2025, pour l'extraction, « mais aussi pour des chemins de fer, des ports et des routes ». Les premiers Etats intéressés étaient le Venezuela, fournisseur de pétrole, l'Equateur, fournisseur de pétrole et de minerais (<sup>2</sup>), l'Argentine, le Brésil... La liste des accords conclus par la suite incluent la coopération militaire, ce qui n'a pas échappé à Washington.

### **3.2 Les relations avec les pays d'Afrique**

Pour ce qui est de l'Afrique, les relations entre la Chine et de nombreux pays d'Afrique sont anciennes. La référence qui continue

---

<sup>1</sup> Le CELAC (Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes) a été créé en 2011 à l'initiative d'H. Chavez et de Lula.

<sup>2</sup> Dans un article paru à l'époque sur le site Alterinfos, il est indiqué que 83 % des acquisitions chinoises en Amérique latine concernent les hydrocarbures et les ressources naturelles (oléagineux, soja...) alors que 92 % des importations venant de Chine concernent des produits manufacturés. Les banques chinoises s'implantent aussi, et des usines commencent à s'installer. Ce sont également des centaines de caméras installées par la société chinoise Ceiec, pour la « sécurité des citoyens ». En Argentine, ce sont des centrales nucléaires. S'ajoute au catalogue des accords économiques, un volet militaire, notamment avec le Venezuela (petits satellites).

à être mise en avant est celle de la Conférence de Bandung (1955), juste avant les indépendances africaines, à laquelle la Chine avait participé. Mais si cette conférence a été marquée par l'esprit d'indépendance et de lutte contre les puissances impérialistes, dont de nombreux dirigeants africains de l'époque étaient porteurs, tout cela n'est plus le cas aujourd'hui. Xi Jinping a annoncé lors du 7<sup>e</sup> Forum Chine-Afrique de septembre 2018, une aide de 63 milliards de dollars, « sans conditions ». Tous les Etats africains ont établi des relations diplomatiques exclusives avec la République Populaire de Chine, à l'exception du Swaziland qui continue de reconnaître Taïwan en tant que représentant de la Chine.

L'intérêt des dirigeants chinois pour l'Afrique tient notamment au fait que c'est le « continent d'avenir », celui dont la population va le plus croître, selon toutes les estimations démographiques. C'est aussi le continent qui possède les richesses minières les plus importantes, dont une partie n'est pas exploitée, avec des métaux rares, des terres rares, des réserves d'eau, et la plus grande superficie de terres arables au monde.

C'est aussi un continent dont le développement est entravé par les liens de domination et de pillage des puissances impérialistes, notamment les anciennes puissances coloniales d'Europe. Autrement dit, il y a d'immenses potentialités d'investissements pour la Chine. Les dirigeants chinois ont passé de nombreux accords bilatéraux avec des régimes africains et certains Etats sont particulièrement dépendants financièrement de la Chine, comme le Congo-Brazzaville, Djibouti, la Zambie. La tendance de nombreux gouvernements africains étant de diversifier les relations, les dirigeants chinois tiennent à se démarquer des comportements néocolonialistes de leurs concurrents.

La question du terrorisme inquiète les dirigeants chinois, notamment dans les pays où ils ont des intérêts économiques (le Soudan pour le pétrole, Djibouti, et plusieurs autres pays d'Afrique subsaharienne), d'autant qu'ils veulent développer les « nouvelles routes de la soie », qui concernent aussi l'Afrique. Les soldats chinois qui participent à des opérations militaires en Afrique le font dans le cadre des opérations de l'ONU (Minusma au Mali). La sécurité des intérêts économiques est confiée à des agences privées, du type Blackwater. Macron a demandé à plusieurs reprises que la Chine finance le G5 Sahel : elle s'y refuse pour le moment, car cela reviendrait à financer un dispositif militaire dirigé par l'impérialisme

français, qui défend d'abord et avant tout ses propres intérêts de puissance impérialiste dominante dans cette zone, avec l'aide US.

Des responsables militaires chinois ont engagé des discussions avec certains Etats africains et des Etats du Golfe, pour envisager des exercices militaires communs. Mais cela reste encore un projet.

Cela illustre aussi les difficultés auxquelles l'impérialisme chinois se heurte, dans sa politique de grande puissance impérialiste.

### **Un mot sur la question de l'achat de terres cultivables en Afrique**

La Chine, c'est près de 20 % de la population mondiale, avec une superficie de terres cultivables limitées (10 % des terres cultivables mondiales), menacées par l'urbanisme galopant, touchées par de grandes pollutions liées à l'utilisation d'engrais chimiques toxiques. Plusieurs scandales ont éclaté, portant sur des produits agro-alimentaires de grande consommation, contaminés ou contrefaits.

De plus, la production de viande (bovins, porcs, volailles), très concentrée, notamment dans les régions côtières, a connu de grandes épidémies, avec des cas de transmissions à l'homme.

Autrement dit, la question de la souveraineté alimentaire est posée.

La Chine a acheté des terres en Afrique, à Madagascar, en Asie du Sud- Est, en Amérique latine, en Australie, en Russie, aux USA (<sup>1</sup>), et même en France (dans le Berry).

Dans plusieurs pays d'Afrique, l'expropriation des petits paysans a provoqué des révoltes. Cette forme de pillage impérialiste est pratiquée à plus grande échelle par d'autres pays, que ce soient des Etats impérialistes ou des pays capitalistes, comme l'Arabie saoudite... La Chine fait de même. Mais si nous le dénonçons, ce n'est pas sur une base chauvine, voire même raciste, comme on le voit dans certaines prises de position, mais parce que cela fait partie de sa politique impérialiste.

### **3.3 Les « nouvelles routes de la soie » vers l'Europe**

Il s'agit d'un plan à plusieurs centaines de milliards de dollars, qui vise à créer des voies de communications sûres depuis la Chine

---

<sup>1</sup> En rachetant le géant US de la transformation de la viande de porc, Smithfield Foods, aux USA, la compagnie chinoise a pris le contrôle d'une partie de l'élevage.



jusqu'à l'Europe, de la Chine vers l'Afrique, de la Chine vers la Russie, la Turquie, l'Iran, l'Asie et le Moyen-Orient. Les plans succèdent aux plans, avec des maillages de voies de chemins de fer, des ports, des routes, des plateformes nodales qui permettent la continuité entre les différents types de transport. Les premiers trains en partance de la Chine ont mis, en moyenne, trois semaines pour rejoindre Rotterdam, Madrid, Hambourg ou Lyon. A cela s'ajoute la construction d'un pipeline de 3 000 km, reliant les gisements de gaz sibériens à la Chine (1).

L'objectif de ces « routes » est de garantir l'acheminement terrestre vers l'Europe, pour contourner un éventuel blocus par la marine US de la Chine. En même temps, la Chine développe une flotte maritime, civile mais aussi militaire, et achète plusieurs ports, dont celui du Pirée, en Grèce, porte d'entrée de l'UE (2). La Réunion et Mayotte, donc l'impérialisme français, se sont portées candidates pour devenir un des maillons de ces routes maritimes.

Depuis que les dirigeants chinois ont annoncé ce vaste plan, les réactions des autres puissances impérialistes vont de l'hostilité ouverte à un intérêt manifeste pour y participer.

Cette analyse de la situation internationale met l'accent sur des aspects - la politique de l'impérialisme US et celle de la Chine - qui, du point de vue des contradictions inter-impérialistes, ont pris une importance particulière ces cinq dernières années. Mais il faut également prendre en compte les politiques des autres puissances impérialistes et leur évolution, en lien avec les nouveaux rapports de force qui se dessinent. Il s'agit notamment de l'évolution de la construction européenne, qui est une tentative de la part des puissances impérialistes dominantes en Europe de constituer un « bloc », face aux USA, à la Russie et à la Chine.

#### **4. La crise au sein de l'UE et de la construction européenne**

En 2015 et 2016, l'UE et la zone euro ont été secouées par une crise qui a amené les dirigeants politiques et économiques à modi-

---

<sup>1</sup> Le projet Power of Siberia est piloté par Gazprom et Petrochina.

<sup>2</sup> Cet achat s'est réalisé en pleine crise de la dette grecque et l'étranglement de ce pays par la troïka. Voir *Les leçons à tirer du combat du peuple grec*, document du 8<sup>e</sup> congrès de notre parti, avril 2016.

fier certaines règles néolibérales présentées comme intangibles, notamment en matière d'achat par la Banque centrale européenne (BCE) des dettes des Etats.

Le peuple grec a été désigné comme le coupable de la « crise de l'euro » et a été sacrifié, à coups de memoranda concoctés par la Troïka (UE, BCE,

FMI) avec, au final, la capitulation du gouvernement Tsipras qui a accepté de mettre en œuvre le troisième mémorandum. Mais cette « victoire » contre tout un peuple, meurtri, humilié et saigné à blanc, a aussi ouvert un débat sur la contradiction entre l'appartenance à l'eurozone et à l'UE et la possibilité de mener une politique qui s'affranchit, même de façon limitée, des dogmes néolibéraux. C'est un débat avant tout politique <sup>(1)</sup> que les partis réformistes, sociaux-démocrates, ne voulaient pas engager et que les partis réactionnaires, nationalistes et xénophobes, ont largement investi pour en faire leur fonds de commerce idéologique, politique et électoral.

La « crise des migrants » n'a fait que creuser les divisions au sein de l'UE et le Brexit a ouvert une nouvelle phase, celle où un des Etats membres va la quitter.

La construction européenne se heurte à plusieurs difficultés qui l'affaiblissent et mettent en lumière l'incapacité à « parler d'une seule voix » et de « peser » au niveau international. Parmi les causes de cette situation, nous voulons souligner les suivantes :

- Sur le plan économique, il y a des projets structurants de fusion de monopoles dans des domaines stratégiques, pour constituer des « géants européens », comme celui de l'armement <sup>(2)</sup>, ou dans celui de la fabrication de batteries pour les véhicules faisant de plus en plus appel à l'électricité. Mais ces projets absorbent des investissements européens importants, au détriment d'autres secteurs (comme celui de la Politique Agricole Commune), ce qui accroît les inégali-

---

<sup>1</sup> « L'acharnement avec lequel l'oligarchie a combattu le mouvement en Grèce s'explique avant tout par l'enjeu politique dont il était porteur. Il fallait faire la démonstration qu'il n'était pas possible de tenir tête à l'oligarchie et à la politique d'austérité qu'elle impose à tous les peuples ». Page 4 du document *Les leçons à tirer du combat du peuple grec*.

<sup>2</sup> La création d'un pôle germano-français dans le domaine des chars et des blindés, ou dans le domaine des avions de combat « du futur ».

tés au sein même de l'UE entre les Etats impérialistes dominants et les autres. De plus, ces projets communs accélèrent les restructurations dans ces secteurs, se soldant par des suppressions d'emplois que les nouvelles technologies n'absorbent pas.

- Sur le plan politique, le rejet de l'UE, de ses politiques, de ses institutions... se propage dans tous les Etats membres, comme on peut notamment le mesurer à travers les élections au parlement européen, où l'abstention atteint généralement des niveaux record et où les partis « pro-UE » réalisent des scores peu élevés. Ce sont les institutions de la démocratie parlementaire et le système de représentation politique basé sur des partis et des majorités qui alternent au pouvoir pour mener des politiques similaires, qui sont en crise. La croyance dans la capacité des élections à changer les politiques en changeant les équipes, s'effrite. Les partis qui se sont coulés depuis des décennies dans ces institutions, en font les frais.

Si des formations populistes et réactionnaires profitent de cette situation pour intégrer ces institutions, une proportion importante de la population refuse de prendre part aux élections, non par « désintérêt pour la politique », mais parce qu'elle se détache de l'électoratisme.

- Les engagements de l'UE en matière de réduction d'émission de CO<sub>2</sub>, promue au rang de priorité par la nouvelle Commission européenne, sont contredits par la défense des intérêts des monopoles, principaux responsables des dégradations de l'environnement.
- La victoire du Brexit et sa confirmation, malgré les énormes pressions de tous ordres pour essayer de l'annuler, affaiblissent le poids politique de l'UE.

La dynamique de l'élargissement de l'UE est grippée. Plusieurs tendances la traversent :

- La mainmise toujours plus forte des monopoles et des Etats impérialistes dominants qui utilisent les mécanismes politiques, économiques et institutionnels de l'UE pour défendre leurs intérêts, à travers les programmes d'investissements, des « grands projets européens », notamment dans

les infrastructures (<sup>1</sup>), et la définition de normes qui les favorisent.

- Cela alimente la montée de revendications d'autonomie de la part de plus en plus d'Etats membres de l'UE qui contestent la domination des grandes puissances impérialistes au sein de l'UE et cherchent à la contrebalancer à travers des rapprochements dans certains domaines avec les autres grandes puissances, comme la Russie, les USA ou la Chine.

C'est donc davantage une UE néolibérale « à la carte », autour d'un « noyau » constitué par les grandes puissances, qu'une UE « unie » qui se dessine.

## 4.1 Le Brexit

La classe ouvrière et les masses populaires de Grande-Bretagne qui ont pris part au référendum ont majoritairement voté « oui » à la sortie de l'UE. Parmi les raisons, il y a la volonté d'infliger une défaite politique aux milieux politiques et économiques qui vantaient les bienfaits de l'UE tout en se refusant à toute concession « sociale ». Le Royaume-Uni a toujours bénéficié de dérogations aux règles européennes, notamment en matière sociale, comme les quelques « droits sociaux et économiques » de la Charte des droits fondamentaux de l'UE. Cette charte n'a jamais été endossée par les gouvernements britanniques.

Comme les travailleurs des pays membres, ceux du Royaume-Uni n'ont tiré aucun bénéfice de l'adhésion à l'UE, bien au contraire. L'oligarchie britannique a, par contre, tiré tous les avantages de la « libre concurrence », pierre angulaire de l'UE, en organisant un dumping social permanent entre les travailleurs.

Une fois le Brexit voté, les travailleurs sont restés essentiellement spectateurs des tractations de plus de trois ans entre les différents partis représentés au Parlement.

Le départ du Royaume-Uni aura, pour l'UE comme pour le Royaume-Uni, des conséquences économiques qu'il est encore difficile de mesurer.

---

<sup>1</sup> Le tunnel sous la Manche a été un de ces grands projets. Aujourd'hui, il y a la liaison ferroviaire Lyon-Turin (TAV), le percement du tunnel de 100 km à Londres, le parc éolien en mer du Nord, le projet de constitution d'un pôle européen de fabrication de batteries pour les véhicules, les projets dans l'industrie de l'armement.

## **Pour terminer sur l'UE**

Macron et Merkel veulent que les monopoles militaro-industriels allemands et français soient les maîtres d'œuvre de la militarisation de l'UE. Un début de mouvement se développe dans différents pays de l'UE autour de la dénonciation de l'Otan et des ambitions de l'Europe de la défense.

Quant à la politique « migratoire » commune, qui se traduit par le renforcement de l'Europe forteresse, elle est contestée dans plusieurs pays, avec un début de coordination dans certaines régions frontalières, comme la vallée de la Roya, entre l'Italie et la France.

## **5. Ne pas s'appuyer sur un impérialisme pour en combattre un autre**

Pour nous qui dénonçons le système impérialiste et travaillons à son renversement, cela ne revient pas à choisir entre le « pire et le moins pire ».

Bien sûr, nous évaluons les rapports de force, les forces et les faiblesses des uns et des autres ; c'est pourquoi, nous dénonçons l'impérialisme US en tant que puissance dominante qui veut préserver son rang en menant une politique de déstabilisation et de guerre, et qui est à la tête d'une alliance militaire, l'Otan, qui menace tous les peuples.

Mais nous n'appuyons pas ses rivaux et ses concurrents.

Cette question s'est posée à plusieurs reprises (et continuera à se poser), notamment dans la guerre en Syrie, dans laquelle l'impérialisme russe est engagé pour défendre avant tout ses intérêts et non pas ceux des peuples de Syrie et les autres peuples de la région. C'est pourquoi nous dénonçons la guerre de Syrie comme une guerre menée par les puissances impérialistes pour le repartage de cette région. Nous dénonçons l'impérialisme US qui a pris l'initiative de cette guerre, sous couvert de guerre contre l'EI, et nous dénonçons la coalition internationale qui s'est engagée à ses côtés et, bien sûr, l'impérialisme français qui participe à cette guerre. Mais nous ne soutenons pas la Russie qui s'est également engagée dans cette guerre pour défendre ses intérêts de grande puissance, dans une région où elle avait perdu de l'influence.

La question se pose aussi dans le cadre de la lutte contre l'Otan, dans laquelle la Russie est directement concernée, étant une des cibles principales de l'alliance militaire impérialiste dirigée par l'im-

périalisme US. C'est parce que l'Otan est une alliance impérialiste et réactionnaire qui menace tous les peuples que nous la dénonçons, que nous luttons, avec d'autres, pour sa dissolution et pour la sortie de la France de l'Otan. C'est pour la même raison que nous sommes opposés à toute « défense européenne », car celle-ci ne peut être qu'une alliance militaire impérialiste qui menace les peuples en Europe, mais aussi en Afrique et ailleurs, qui participe à la montée des tensions inter-impérialistes et à la militarisation.

Chaque situation concrète doit être analysée mais, pour cela, il est nécessaire d'avoir des critères clairs pour pouvoir définir une position dans l'intérêt des travailleurs et des peuples.

Le premier, c'est que dans les conflits et les guerres qui opposent des puissances impérialistes, nous ne pouvons pas nous ranger derrière l'une d'entre elles, contre l'autre ou les autres.

Cela n'est pas contradictoire avec le fait de dénoncer et de s'opposer à toute guerre impérialiste, quelle que soit la nature du régime qui dirige le pays agressé.

Dans tous les cas, nous ne devons jamais perdre de vue que c'est d'abord « notre » impérialisme que nous combattons.

Les cinq dernières années ont donc notamment été marquées par les évolutions de la politique de l'impérialisme US et la montée des tensions entre Washington et Pékin, en particulier sur le plan économique, sur fond de la crise générale qui secoue l'ensemble du système capitaliste impérialiste. Comme nous l'avions dit en 2015, les politiques néolibérales appliquées partout ont amplifiée la crise, en faisant retomber toutes les conséquences sur la classe ouvrière, les masses travailleuses et les peuples du monde entier. Les gouvernements qui les ont menées, qu'ils soient de droite ou sociaux-démocrates, les institutions qui les ont promues et mises en œuvre, comme l'UE, les « accords de libre-échange », qui voulaient ouvrir tous les pays et les marchés à la voracité des monopoles et des Etats impérialistes, ont été dénoncés, rejetés et combattus par les peuples.

C'est pourquoi, nous avons souligné le fait que la lutte de classe allait inéluctablement se développer, au niveau de chaque pays et au niveau global. Cette tendance de fond s'est vérifiée, en prenant évidemment des formes et une intensité variables d'un pays à l'autre. Mais elle s'est manifestée partout à travers des manifestations de plus en plus massives et violentes, y compris dans des pays ravagés par des années de guerre, comme on le voit en Irak, Syrie... où les questions sociales mettent les gens dans la rue, devant les chars.

Des mobilisations qui s'en prennent aux gouvernements en place, mais qui pointent plus généralement le « système », une notion certes vague, mais qui inclut aussi bien les questions politiques, économiques, sociales, avec une forte aspiration à l'unité du peuple, par-delà les divisions instrumentalisées, comme la religion ou l'origine.

Nous avons également pointé un certain nombre de situations d'aiguïsement de la lutte de classe, de ferments de lutte révolutionnaire, voire de « maillons faibles » de la chaîne impérialiste pouvant se rompre, à condition que les partis communistes y gagnent la direction politique <sup>(1)</sup>.

Nous avons également pointé la montée de la réaction et du danger de guerre.

Cela s'est également vérifié, à travers la radicalisation de la bourgeoisie qui fait de plus en plus appel aux organes de répression pour essayer d'étouffer les contestations populaires. Les images de hordes de policiers lourdement armés, tirant sur des manifestants, se retrouvent partout, que ce soit dans des pays « démocratiques » ou dans des pays tenus par des autocrates. Une bourgeoisie qui développe partout le nationalisme réactionnaire pour dresser les peuples les uns contre les autres.

Quant au danger de guerre, la poursuite de la militarisation, la course aux armements de plus en plus destructeurs - et chers - et les tensions qui opposent de plus en plus directement les Etats impérialistes en sont la traduction concrète.

## **6. Les luttes des peuples**

### **6.1 En Europe**

D'importants mouvements se sont développés, notamment en **France**, sur des questions sociales : mouvement contre les lois El

---

<sup>1</sup> La notion de maillon faible de la chaîne impérialiste fait référence à une situation où les conditions nécessaires pour une rupture révolutionnaire sont réunies. Parmi celles-ci, il y a les conditions objectives et les conditions subjectives, à savoir la nécessité de l'existence d'une direction révolutionnaire, du parti marxiste-léniniste, suffisamment implanté dans la classe ouvrière et les masses populaires et déterminé à mener le combat « jusqu'au bout » pour renverser l'ordre social existant.

Khomri, mouvement des cheminots contre la réforme ferroviaire inspirée par l'UE néolibérale et pour la défense de leur statut ; mouvement des gilets jaunes, qui a été salué dans plusieurs pays.

En **Allemagne**, le mouvement ouvrier et syndical est engagé dans plusieurs mobilisations, notamment sur la question des salaires et contre la précarisation de l'emploi. La jeunesse scolaire se mobilise fortement sur la question du climat, sous forme de « grèves ». La multiplication des agressions racistes et l'activisme des groupes ouvertement fascistes ont également suscité de très fortes mobilisations populaires dans plusieurs villes. L'Organisation pour la construction du parti du prolétariat d'Allemagne est partie prenante de ces combats.

En **Belgique**, la mobilisation contre une réforme du système de retraite qui a de nombreux points communs avec celles des autres Etats de l'UE, a obligé le gouvernement à reculer et à remiser son projet. La défense des services publics est au cœur de grandes mobilisations, notamment dans la santé. Bruxelles, qui « accueille » le siège de l'Otan, est régulièrement le lieu de manifestations contre cette organisation de guerre. Le mouvement anti-guerre mène une bataille de longue haleine contre l'achat des avions F-35 par le gouvernement et a réussi à briser le mur du silence autour de cette question.

En **Italie**, le mouvement ouvrier a combattu avec force et détermination les différentes réformes remettant en cause le système des retraites, les conventions collectives et le code du travail, menées par les différents gouvernements, qu'ils soient sociaux-libéraux, de droite, populistes ou fascistes. Ces combats se mènent dans un climat politique malsain, dominé par les surenchères entre la droite et l'extrême droite. Les forces communistes, marxistes-léninistes, travaillent dans le mouvement ouvrier à la construction du parti communiste indispensable pour que la classe ouvrière ait son autonomie politique, idéologique et organisationnelle <sup>(1)</sup>.

En **Espagne**, la crise politique autour de la question de l'indépendance de la Catalogne et de la répression que l'Etat espagnol y oppose, occupe une grande place dans le débat politique. Les illusions d'une « autre voie » incarnée par Podemos ont perdu de leur influence. Le combat pour une rupture avec la monarchie, liée à l'oligarchie et à l'impérialisme, pour une république populaire et

---

<sup>1</sup> C'est le combat que mène la Plate-forme Communiste d'Italie.



fédérative qui défende les intérêts de la classe ouvrière et des masses populaires, est plus que jamais d'actualité. C'est le combat que mène le Parti Communiste d'Espagne (marxiste-léniniste) avec d'autres forces.

En **Grèce**, la situation de la classe ouvrière et des masses populaires reste encore impactée par le recul politique et social infligé par l'UE et le gouvernement Tsipras, qui a cédé la place à un gouvernement de droite. La résistance et les mobilisations existent, mais les forces révolutionnaires, les marxistes-léninistes y sont encore faibles <sup>(1)</sup>.

Dans les **pays nordiques**, au Danemark, en Norvège, les partis et forces marxistes-léninistes <sup>(2)</sup> sont partie prenante des mobilisations contre les politiques néolibérales des gouvernements de droite. Ils poursuivent le combat contre l'UE, contre le renforcement de la présence militaire de l'Otan qui se traduit par une militarisation sans précédent depuis la fin de la « guerre froide » de toute cette vaste région.

## 6.2 En Afrique

Les richesses du continent sont convoitées par les monopoles et les puissances impérialistes, qui fomentent des guerres réactionnaires pour les accaparer.

La « guerre contre le terrorisme » dans le Sahel, menée par l'impérialisme français à la tête d'une coalition militaire en grande difficulté, continue à déstabiliser cette vaste région, chassant des milliers de paysans de leurs terres. La présence de troupes étrangères, notamment françaises, est de plus en plus contestée par les populations qui constatent que les actions des groupes djihadistes armés se multiplient et qu'elles en sont les principales victimes. Cette contestation s'est notamment renforcée au **Mali**.

Au **Burkina**, les organisations révolutionnaires des travailleurs, de la paysannerie, de la jeunesse, se renforcent dans les combats contre le gouvernement, tenu à bout de bras par l'impérialisme français, de plus en plus présent militairement. Le parti frère, le Parti Communiste Révolutionnaire Voltaïque (PCR.V), et ses organisa-

---

<sup>1</sup> Il s'agit notamment de l'Organisation pour la reconstruction du parti communiste de Grèce (1917-1953).

<sup>2</sup> Au Danemark, le Parti Communiste des ouvriers du Danemark, APK ; en Norvège, l'organisation marxiste-léniniste Révolution.

tions de masse, à la pointe du combat, travaillent d'arrache-pied à unir et organiser les travailleurs et toutes les couches du peuple pour construire les conditions d'un renversement révolutionnaire du régime néocolonial. Le mouvement révolutionnaire du peuple burkinabè a besoin de la solidarité des peuples de la région et de celle du prolétariat et du peuple de France, qui ont le même ennemi.

**Au Bénin**, le régime réactionnaire de Talon est de plus en plus contesté par les masses qui n'hésitent pas à braver l'armée et les forces de répression. Les ingérences de l'impérialisme français, au nom de la « lutte contre le terrorisme », sont dénoncées par le mouvement démocratique, anti-impérialiste et par le Parti Communiste du Bénin qui travaille à la construction d'un front patriotique et révolutionnaire.

En **Côte d'Ivoire**, le régime de Ouattara, mis en place en 2011 par l'armée française, s'agrippe au pouvoir. Il se montre le fidèle défenseur du système de la Françafrique. Le Parti Communiste Révolutionnaire de Côte d'Ivoire se bat pour organiser la résistance à la politique néolibérale, pro-impérialiste, pour les libertés, la démocratie et la souveraineté.

**Le peuple soudanais** a réussi à renverser un régime islamo-conservateur qui s'appuyait sur l'armée et qui bénéficiait du soutien de l'Arabie saoudite. Une série de hausses de prix des produits de première nécessité a mis en mouvement des centaines de milliers de manifestants, femmes et hommes, qui ont répondu à l'appel d'un ensemble de forces sociales, syndicales, associatives... décidées à faire reculer le régime, mais aussi prêtes à résister à la répression. Commencé en décembre 2018, ce mouvement n'a cessé de s'enraciner, malgré les vagues de répression de l'armée qui avait démis Omar el-Bechir, pour pouvoir garder le pouvoir. L'exigence du peuple mobilisé et des représentants des organisations qui dirigeaient le mouvement était la fin du gouvernement militaire. Après une répression, le 3 juin 2019, qui fera une centaine de morts, l'armée est obligée d'accepter un compromis. Ce compromis (5 juillet) est limité et l'armée est toujours là, obligée de partager des postes au conseil de souveraineté. Mais la leçon tirée de ce mouvement populaire, c'est que le peuple est capable de surmonter les divisions et d'établir un rapport de force, face à des dirigeants d'une armée puissante, qui participe à la guerre saoudienne au Yémen, et qui a mené, avec des milices, une guerre féroce au Darfour (2008-2015).

Au **Maroc**, un puissant mouvement populaire (le Harik) s'est

développé dans le Rif, qui a rapidement gagné les grandes villes du pays. La Voix Démocratique du Maroc a contribué à développer le soutien à ce mouvement, aussi bien au Maroc qu'au niveau international. Cette région marginalisée, ostracisée, s'est soulevée contre le régime marocain, qui a été effrayé par l'ampleur de la contestation et qui craignait de voir ressurgir le mouvement de contestation du 22 février 2011. Il a été forcé à des concessions minimales, mais a très vite déployé l'armée pour mater les manifestations. Il a eu le soutien de Macron, qui lui a rendu visite au moment où la répression s'abattait sur le mouvement.

**Le peuple algérien** s'est soulevé en masse, en février 2019, pour s'opposer à la cinquième candidature de Bouteflika au poste de président. Très vite, la contestation a pris un caractère national, qui a coupé court aux tentatives du régime de jouer la carte de la division. Toutes les villes, grandes et petites, ont pris part à ce mouvement. Son caractère massif, déterminé et uni sur ses revendications, a empêché le régime d'envoyer la police et l'armée contre les manifestants. Le mot d'ordre qui s'est imposé, « système dégage », traduit la profondeur de cette contestation politique qui veut mettre un terme à l'accaparement, par des clans, du pouvoir et des richesses du pays. Les secteurs populaires apportent notamment la dimension sociale à ce mouvement, dans un pays où la jeunesse, très majoritaire, est privée de perspectives ; les femmes et les jeunes portent celle de l'égalité entre hommes et femmes ; toutes et tous se retrouvent dans le slogan d'une « deuxième indépendance » qui est porteuse d'une dimension anti-impérialiste. Un premier acquis de ce mouvement, c'est la rapide politisation de larges secteurs de la population.

Les puissances impérialistes, les régimes réactionnaires arabes, sont très inquiets de l'effet que ce mouvement peut exercer sur les peuples de la région, et au-delà. Il suscite déjà une mobilisation de la communauté algérienne qui vit en France.

Du fait des liens historiques entre nos deux peuples, il est important de soutenir ce mouvement et d'apporter notre solidarité aux forces qui luttent pour la démocratie, l'indépendance et le progrès social.

En **Tunisie**, la profonde crise économique plonge les larges masses dans de grandes difficultés. C'est dans ce contexte que notre parti frère, le Parti des Travailleurs (PT), et les forces révolutionnaires et progressistes continuent le combat pour la défense des acquis du processus révolutionnaire de 2011.

### 6.3 Au Proche et au Moyen-Orient

En **Turquie**, en juillet 2016, Erdogan a bénéficié d'une « divine surprise » avec la tentative manquée d'un coup d'Etat attribué à Gülen, un de ses anciens alliés, devenu un de ses opposants déterminés. Erdogan a lancé une vaste opération, dans tous les rouages de l'Etat, pour en chasser les « partisans de Gülen ». Il en a profité pour placer ses hommes à la tête de l'armée et a élargi la répression au mouvement démocratique et, plus largement, à toutes les forces qui contestent la mise en place d'un Etat autocratique à sa main. En janvier 2018, il participe aux négociations d'Astana, sous l'égide de la Russie, avec l'Iran et des représentants du régime syrien. Le 20, avec le feu vert de la Russie, il lance son armée et les supplétifs de l'ALS <sup>(1)</sup> à l'attaque d'Afrin, bastion tenu par les organisations kurdes de Syrie. Il remporte les présidentielles de juin, mais est confronté à une opposition qui reprend espoir, en lien avec le développement d'un fort mécontentement social parmi les ouvriers et les masses, y compris celles qui ont voté pour Erdogan, sur des bases confessionnelles. En avril 2019, il perd les élections municipales, notamment la ville d'Istanbul. Il avance un plan de « zone de sécurité » en Syrie, qui vise à empêcher les forces kurdes, alliées aux forces US et françaises déployées en Syrie, d'avoir un territoire en continu, le long de la frontière turque. Après avoir eu le feu vert de Trump, qui a annoncé le retrait des forces US de cette zone et le lâchage des Kurdes des YPG <sup>(2)</sup>, Erdogan lance une nouvelle offensive militaire en Syrie, en octobre 2019, qui obligera les Kurdes à se replier vers l'Irak.

Il est clair que, pour Erdogan, la guerre contre les Kurdes sert à museler temporairement l'opposition qui s'est développée contre sa politique anti-ouvrière et contre le renforcement du caractère autocratique du régime. Les forces démocratiques et révolutionnaires, dont le parti frère Emep, se sont courageusement opposées à cette politique, dénonçant l'utilisation par le régime de groupes djihadistes et l'exacerbation du nationalisme turc.

Erdogan joue sur plusieurs tableaux à la fois : celui des USA et de l'Otan, dont la Turquie est un membre très important, et celui de la Russie, en se rapprochant de Poutine et en essayant d'acquiescer des

---

<sup>1</sup> ALS : Armée syrienne libre.

<sup>2</sup> YPG : Unités de protection du peuple.

missiles anti-missiles russes de dernière génération. Il développe en même temps les capacités de production d'armements par les monopoles turcs.

**L'Arabie saoudite** mène depuis 2015 une guerre de destruction au Yémen, qui a fait des dizaines de milliers de victimes civiles. Rassurée par l'élection de Trump, cette monarchie réactionnaire a immédiatement passé commande d'armes US, dans le but de continuer à bénéficier de la protection des USA. La coalition internationale qu'elle a mise sur pied contre le Yémen s'enlise. Des failles sont apparues dans cette coalition. Après l'assassinat de Khashoggi, un journaliste opposant, par les services liés au futur dirigeant saoudien, MBS <sup>(1)</sup>, les pressions se sont faites plus fortes sur le régime wahabite. L'exigence de l'arrêt des ventes d'armes à l'Arabie saoudite a commencé à se propager dans différents pays vendeurs d'armes, notamment en Allemagne et en France. Les dockers du Havre, de Marseille, ont refusé, en mai 2019, de charger des armes et des munitions sur des bateaux saoudiens ; une position que les dockers des ports d'Espagne et d'Italie ont également prise. Macron et le ministre Le Drian ont poursuivi les journalistes qui ont révélé que ces armes étaient utilisées contre les populations du Yémen.

L'Arabie saoudite a fait de l'Iran son principal ennemi. Elle a le soutien des USA, des puissances occidentales et d'Israël. La Russie adopte une attitude « balancée », vendant des armes à l'Arabie saoudite tout en entretenant des relations politiques et économiques avec le régime iranien. L'Arabie saoudite fait partie des puissances qui poussent à la guerre.

**Le régime iranien** est dans le collimateur des puissances occidentales. Il leur tient tête, malgré le blocus et leurs provocations incessantes, notamment celles d'Israël. Si le peuple iranien est déterminé à résister à l'impérialisme, notamment US, il n'en demeure pas moins que les ouvriers, les couches populaires des villes, se battent contre la politique néolibérale imposée par le régime théocratique iranien. De puissants soulèvements se produisent régulièrement, comme ce fut le cas en décembre 2017 et en janvier 2018. Ces mouvements ont commencé par des revendications sociales des ouvriers et des jeunes qui ne trouvent pas de travail. S'y sont ajoutées la dénonciation de la corruption des dirigeants et des exigences

---

<sup>1</sup> MBS : Initiales du nom du prince héritier Mohammed ben Salman.

en matière de libertés démocratiques. Rohani, élu en 2017, y voyait la main des conservateurs (comme Ahmadinejad) et celle des Occidentaux. La répression a été brutale. Le chef des gardiens de la révolution, Ali Jafari, a exigé que cessent les manifestations, traitées de tentative de sédition. Le parti frère, le Parti du Travail d'Iran (Toufan), a appelé à les poursuivre.

#### La guerre en Syrie et en Irak

Les puissances impérialistes les mènent au nom de la guerre contre l'EI, dont ils ont annoncé la défaite quand Baghouz, la dernière ville syrienne où se terraient des combattants, est tombée sous les bombes, en mars 2019. Dans ces villes qui sont ainsi « tombées » sous les bombes de la coalition, les civils ont péri, mais ces pertes ne sont jamais comptabilisées.

Le régime de Bachar contrôle environ 2/3 du pays, qu'il a repris à l'EI grâce à l'armée syrienne et l'appui aérien de la Russie, les troupes du Hezbollah libanais et des milices chiites encadrées par l'Iran. Le Nord-Est est sous le contrôle des FDS, forces armées kurdes et arabes (<sup>1</sup>), avec six camps de réfugiés où s'entassent quelque 100 000 personnes, essentiellement des « déplacés » d'autres régions de Syrie. Ces déplacés sont au total 6,5 millions, auxquels il faut ajouter 5 millions de personnes qui ont quitté la Syrie pour la Turquie (2 millions), le Liban (plus d'un million), la Jordanie (630 000) et l'Irak (240 000). Les autres réfugiés vivent dans une trentaine de pays, dont 184 000 en Allemagne, 130 000 en Egypte, 57 000 en Suède, 5 000 en France. Ce sont des chiffres approximatifs qui ont évolué depuis 2015.

L'EI, en tant qu'État, n'existe plus, mais il serait illusoire de penser qu'il n'a plus de combattants, en particulier dans les camps et les populations déplacées.

Le « retrait » US en 2019, qui a provoqué une forte polémique avec ses « alliés », doit être relativisé, car des troupes sont déployées dans la zone pétrolière de Der-Ez-Zor, qui représente 50 % de la production pétrolière du pays. Les troupes et matériels US qui quittent la Syrie se déploient en Irak, dans l'objectif de « contenir » l'influence iranienne et de garantir la poursuite de l'exploitation du pétrole irakien par les grandes firmes US.

La Russie renforce sa présence en Syrie et, de façon générale, dans toute la région dont elle devient, en quelque sorte, un des «

---

<sup>1</sup> FDS : Forces démocratiques syriennes

protecteurs », essayant de jouer à l'entremetteur entre les puissances régionales (Iran, Turquie, Israël, Arabie saoudite), sans oublier le régime syrien.

**L'Irak** est dirigé par un régime qui se réclame du chiisme ; il est lié à l'Iran, dont il dépend économiquement, mais les USA y maintiennent une forte présence militaire. Ils y exploitent le pétrole et renforcent leur présence militaire, maritime et aérienne, dans le Golfe (Bahreïn est le quartier général de la V<sup>e</sup> flotte).

La contestation sociale qui s'est développée fin 2019 en Irak est un changement majeur, dont il est encore difficile de mesurer les conséquences. En effet, des milliers de manifestants sont sortis dans les rues des grandes villes, notamment celles peuplées majoritairement de chiites. Ces mouvements mettent en avant les exigences sociales criantes (pas d'eau potable, pas de transports publics, pas de travail, pas d'école, pas de système de santé), dénoncent la corruption généralisée et brandissent le drapeau irakien, symbole, pour les manifestants, de leur appartenance à un peuple, avant d'appartenir à une religion.

Un phénomène identique se développe au Liban.

Cela veut dire que, dans un pays ravagé par la guerre, détruit économiquement, la lutte de classe fraie son chemin. Quelle en sera l'issue ? Difficile de le dire, mais qui aurait pensé que cela arriverait ?!

### **La Palestine**

La situation du peuple palestinien est très difficile. Ce sont les mouvements de grève de la faim des prisonniers politiques qui subissent le joug israélien qui ont obligé les différentes composantes de la résistance palestinienne à s'unir pour les soutenir. Ce sont les enfants, les jeunes garçons et filles, qui tiennent tête à l'occupant, quitte à se retrouver eux aussi en prison.

Les marches du retour, de mars à mai 2018 à Gaza, ont montré la détermination des Palestiniens : en face, les soldats israéliens ont tiré, tué, estropié.

La crise politique en Israël se prolonge : les forces politiques qui s'affrontent n'ont pas de « plan de paix » autre que celui de poursuivre la colonisation, empêcher la constitution d'un Etat palestinien. Cette revendication, qui a été portée à partir des accords d'Oslo en 1993, est caduque du fait de la volonté des dirigeants israéliens de torpiller toute possibilité de la concrétiser. Un pas a été franchi avec l'adoption d'une loi sur le caractère juif de l'Etat israé-

lien, qui réserve la citoyenneté aux seuls juifs. Il a été complété par la décision de Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël et de légitimer la poursuite de la colonisation des terres palestiniennes par Israël.

Le travail de solidarité avec le combat du peuple palestinien reste une exigence, le travail de dénonciation constante et concrète de la politique sioniste en fait partie, tout comme la dénonciation de la complicité des gouvernements avec l'Etat sioniste. C'est de notre responsabilité vis-à-vis du gouvernement français, en pointe sur cette question.

## 6.4 L'Amérique latine

Nous avons parlé du « retour » de l'impérialisme US dans ce qu'il considère son arrière-cour.

Nous avons souligné dans le rapport politique du 8<sup>e</sup> congrès, l'échec des gouvernements dits « progressistes », qui ont tourné le dos aux positions anti-néolibérales qu'ils avaient pu défendre à un moment, et qui ont mis en œuvre des politiques conformes aux intérêts de l'oligarchie et de l'impérialisme. Certains ont été renvoyés à la faveur d'élections, d'autres ont été chassés par des coups de force, sur fond d'accusations de corruption, suivis de destitution, comme Lula ou Dilma Rousseff au **Brésil**. Comme le disent nos camarades du Parti Communiste Révolutionnaire (PCR), Bolsonaro est un fasciste mais même s'il a gagné les élections, le Brésil n'est pas fasciste. Les travailleurs et les peuples n'ont jamais cessé de lutter pour défendre leurs droits, face à l'oligarchie et à la réaction.

Au **Venezuela**, c'est par les manifestations de rue et les soutiens internationaux, dont celui de Trump, que le dirigeant de droite, Guaido, a cru pouvoir faire démissionner Maduro ou le chasser en ralliant la haute hiérarchie militaire, à laquelle il promettait « aucune poursuite » contre ceux qui auraient soutenu Chavez ou son successeur. Malgré le blocus criminel imposé par les puissances impérialistes occidentales et malgré toutes leurs tentatives de déstabilisation, les larges masses populaires résistent et refusent de mettre leur sort entre les mains de la réaction vénézuélienne, vendue à l'impérialisme. Les forces révolutionnaires, le parti frère, le PCMLV <sup>(1)</sup>, appuient la résistance des travailleurs et des masses populaires et travaillent à lui donner un caractère révolutionnaire

---

<sup>1</sup> Parti Communiste Marxiste-Léniniste du Venezuela.



qui s'affranchit des positions conciliatrices et vacillantes du régime de Maduro.

Un certain nombre de monopoles, comme le monopole brésilien Odebrecht, apparaissent dans plusieurs cas comme ceux qui ont corrompu les dirigeants et leur entourage. On peut y voir une nouvelle forme de subversion pratiquée à grande échelle et de façon systématique. Les leaders de droite qui accèdent au pouvoir sont animés d'une volonté de vengeance qui va au-delà de ceux qu'ils ont chassés du pouvoir : c'est au peuple, aux secteurs pauvres de la société, aux indigènes, aux militants syndicalistes, aux femmes qui se battent contre les féminicides, contre les violences et pour l'égalité, aux jeunes révolutionnaires qu'ils s'en prennent, dans l'espoir d'étouffer, par la peur et la répression, leurs aspirations progressistes.

Le combat révolutionnaire est à l'ordre du jour sur le continent. Les mobilisations de la jeunesse, des milieux populaires, des femmes, ont surpris par leur ampleur, leur combativité, leur radicalité. C'est le cas au **Chili**, c'est le cas en **Equateur**.

En **Equateur**, l'esprit révolutionnaire est porté par le parti frère, le Parti Communiste Marxiste-Léniniste d'Equateur, par les organisations de lutte - le Front Uni des travailleurs, la CONAIE <sup>(1)</sup>, l'Unité populaire, les syndicats étudiants, l'organisation des femmes pour le changements tout au long des années « Correa ». Celui-ci n'a eu de cesse de calomnier, réprimer, faire arrêter et traîner en justice les militants de ces organisations, allant jusqu'à dissoudre des organisations de lutte comme la UNE (Union nationale des éducateurs), créée dans les années 1940, internationalement reconnue, en août 2016, ou en « illégalisant », en 2014, le MPD (Mouvement populaire démocratique), qui avait des députés et des dizaines d'élus.

Ils ont résisté, continué le combat et accumulé des forces. C'est cela qui leur a permis d'être aux premiers rangs du mouvement d'octobre 2019, qui a soulevé les larges secteurs des ouvriers, des masses travailleuses de la ville comme des campagnes, les jeunes, les femmes, les indigènes. Le gouvernement qui a succédé à Correa a voulu imposer le paquet de mesures du FMI, lancé la police et l'armée, décrété l'état d'urgence. La jonction entre le mouvement syndical et populaire, celui de la jeunesse et le mouvement des indi-

---

<sup>1</sup> CONAIE : Confédération des nationalités d'Equateur, la plus importante organisation.

gènes, a répondu par plus de mobilisation, plus de détermination. Le gouvernement a dû remiser le paquet.

Ce sont les forces organisées qui ont joué le rôle de direction de ce puissant soulèvement populaire. C'est important pour l'avenir.

## 6.5 Quelques traits saillants des luttes des peuples

Nous arrêtons là ce tour d'horizon de la montée des luttes sociales à travers le monde, qui se sont développées ces cinq dernières années, avec un phénomène d'accélération et de radicalisation ces deux dernières années.

Il y a des points communs et beaucoup de différences : des issues encore incertaines, des victoires partielles...

Nous voulons souligner différents aspects :

- Ces mouvements ont généralement un caractère massif, et
- prennent la forme d'explosions sociales.
- Ils prennent souvent un caractère violent, en lien avec la
- réponse immédiatement répressive qu'opposent les gouvernants.
- Ils mobilisent des secteurs qui n'avaient pas pris part à des mouvements auparavant, soit parce que trop « jeunes » - les jeunes sont nombreux dans les manifestations - ou parce que ces secteurs n'avaient pas encore été touchés frontalement par les conséquences des politiques néolibérales, ou parce qu'ils pensaient avoir des perspectives de solutions individuelles.
- Ils sont déclenchés par une « mesure de trop » mais, très vite, ils mettent en accusation le gouvernement, voire le « système ». Ils se politisent.

La classe ouvrière y participe mais, souvent, elle est, en quelque sorte, noyée au milieu d'autres couches populaires. Cela découle à la fois du caractère de ces mouvements, qui ont la forme de mouvement de front populaire, mais aussi du fait que le **parti** de la classe ouvrière est encore faiblement développé. Elle n'a donc pas de porte-voix suffisamment puissant pour faire entendre ses exigences et son point de vue de classe. Il y a évidemment des situations beaucoup plus avancées, où la classe ouvrière agit en tant que classe, avec son parti : c'est notamment le cas au Burkina, en Equateur. C'est la condition pour que ces explosions sociales donnent un nom à ce « système » qu'elles dénoncent et qu'elles contribuent à la rupture révolutionnaire.

## *En conclusion*

Si la crise du système capitaliste impérialiste porte en elle-même les menaces d'une confrontation directe, militaire, entre puissances impérialistes, nous n'en sommes pas encore à ce stade. Ni l'impérialisme dominant, l'impérialisme US, ni ses principaux rivaux, notamment l'impérialisme montant, la Chine, n'y ont intérêt, ni les moyens. Mais ils s'y préparent.

L'impérialisme US n'a plus les moyens d'imposer à ses alliés et en même temps rivaux son diktat comme ce fut le cas au sortir de la Deuxième Guerre mondiale. Les autres puissances impérialistes, seules ou en alliance, ne peuvent prétendre se substituer à lui. Dans cette situation, des puissances régionales (l'Arabie saoudite, la Turquie, l'Iran, l'Inde, le Pakistan, Israël...) cherchent à étendre, elles aussi, leur influence, en jouant des contradictions, en passant des alliances ouvertes ou tacites, conjoncturelles, y compris avec les différentes puissances impérialistes. Cette évolution se traduit par une instabilité et provoque des conflits régionaux qui peuvent dégénérer en guerres plus étendues. Le Moyen-Orient, le bassin méditerranéen, l'Asie, en sont le théâtre.

Pour essayer d'entraîner les peuples, les différents régimes distillent un nationalisme réactionnaire.

Face à cette situation, il est indispensable de renforcer la solidarité entre les peuples, de soutenir par tous les moyens les peuples qui luttent pour leur émancipation nationale et sociale, d'aider les partis et organisations marxistes-léninistes à se développer.

Pour nous, cela signifie notamment renforcer le combat contre l'impérialisme français, soutenir les peuples qui luttent contre sa domination, développer la solidarité avec les peuples qui subissent la domination coloniale et néocoloniale.

## Annexe

### A propos du terme mondialisation

La « mondialisation » peut être définie comme un processus d'extension du système capitaliste à l'ensemble de l'espace géographique mondial. Le monde devient un espace financier, productif et commercial pour les monopoles. C'est la concurrence entre eux pour la recherche du profit maximum qui les poussent vers l'extension du système capitaliste en dehors des frontières et peu à peu vers l'espace mondial.

La « mondialisation » a plusieurs aspects :

- accélération de l'ouverture extérieure commerciale des économies ;
- progression de l'investissement direct à l'étranger qui va de pair avec le processus de production conçu à l'échelle du monde. Le processus de production, notamment des monopoles (mais pas seulement), est dispersé dans plusieurs pays ;
- connexion des marchés financiers nationaux, ce qui donnera naissance à un marché mondial financier ;
- affaiblissement des régulations des Etats nationaux.

Historiquement, « mondialisation » va de pair avec l'évolution du système capitaliste vers sa phase impérialiste.

Une première « mondialisation » eut lieu entre 1860-1914 (libéralisation du commerce mondial, diminution du coût de transport, première vague d'investissement à l'étranger qui donnera naissance aux monopoles de l'époque). La révolution de 1917 lui met un coup d'arrêt.

La poussée moderne est connue comme la « mondialisation néolibérale », déjà en préparation dans les années 70 ; elle est lancée politiquement dans les années 1980 par Ronald Reagan et Margaret Thatcher.

Au cours des deux dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, les échanges commerciaux se sont intensifiés, les monopoles se sont déployés par les investissements directs à l'étranger dans tous les coins du monde et les différentes formes de « partenariat », la mobilité des capitaux a entraîné l'intégration financière.

Cette « mondialisation » a été facilitée par

- la faiblesse des coûts de transport ;

- la baisse des coûts de communication au niveau mondial, qui touche la diffusion sous forme numérique des informations y compris financières ;
- la disparition du bloc soviétique qui a ouvert de nouveaux espaces économiques à conquérir.

Les principaux bénéficiaires en sont les monopoles.

## ***La situation nationale***

*Dans la présentation du rapport politique du précédent congrès, nous avons dit : « La nécessité de la rupture révolutionnaire avec le système, dans tous les domaines et dans sa globalité, est posée de façon plus large aujourd'hui. C'est pourquoi, notre ligne de front populaire révolutionnaire se concrétise aujourd'hui dans un mot d'ordre : Unité ouvrière et populaire contre l'Etat des patrons, l'Etat policier et sa politique de guerre ».*

Mot d'ordre qui va évoluer à plusieurs reprises au cours de ces quatre années <sup>(1)</sup> pour devenir celui que nous mettons en avant aujourd'hui : *Cette société pour les riches, les patrons et les marchands de canons, on la combat. Pour une rupture révolutionnaire, et qui s'est retrouvé au frontispice de notre stand de la fête de l'Humanité ces deux dernières années.*

La période que nous allons caractériser maintenant à grands traits couvre la fin du quinquennat Hollande et le début du quinquennat Macron. C'est une période très intense, aussi bien du point de vue de la politique de la bourgeoisie que des mouvements de lutte et de résistance de la classe ouvrière et des masses populaires. Une période où l'impérialisme français s'engage davantage encore dans les guerres de repartage impérialiste, contre les peuples.

Le fil conducteur qui va nous guider, c'est celui de la lutte de classe, et plus précisément celui qui pointe la nécessité d'une rupture révolutionnaire avec le système capitaliste impérialiste. Tout ce qui montre que cette nécessité s'appuie sur l'aiguïssement de la lutte de classe ; sur l'essoufflement des solutions réformistes et des partis qui les portent ; sur le caractère de plus en plus réactionnaire des politiques et des moyens de les appliquer de la part de ceux qui sont à la direction du pays.

Si nous allons mettre l'accent sur les mouvements ouvriers et populaires qui se sont développés, il faut aussi analyser l'évolution des forces politiques et sociales, des institutions, des mécanismes sociaux et politiques, des instruments idéologiques qui s'efforcent de canaliser, voire dévoyer la lutte de classe. C'est pourquoi, il est important d'analyser ce que représente Macron du point de vue des

---

<sup>1</sup> En avril, nous avons formulé le mot d'ordre dans ces termes : « Travailler à l'unité ouvrière et populaire contre l'Etat au service du patronat, l'Etat policier et sa politique de guerre ».

changements dans la façon et les moyens que la bourgeoisie utilise pour maintenir sa domination de classe ; une domination qui s'exerce à travers **le renforcement de l'Etat bourgeois**.

De fin 2015 à fin 2019, de grands mouvements sociaux se sont développés, avec notamment la mobilisation, de mars à juillet 2016, contre la loi El Khomri <sup>(1)</sup>, sous Hollande ; celle des gilets jaunes (novembre 2018) sous Macron. Chacun a des caractéristiques propres, mais ils ont en commun de s'être prolongés sur plusieurs mois, prenant des formes de lutte radicales d'une ampleur qui a pris de court gouvernement et patronat ; ces mouvements ont eu des incidences plus larges, bien au-delà des secteurs immédiatement concernés.

A cela, il faut ajouter toute une série d'autres terrains de mobilisations : Celle des **cheminots** d'avril à juin 2018, contre la réforme ferroviaire, la privatisation de la SNCF, la concurrence généralisée et la fin du statut des cheminots, avec un cycle de grèves que le gouvernement et la direction de la SNCF ne sont pas arrivés à rendre impopulaires.

La mobilisation des **retraités**, qui ont manifesté dans le climat de l'état d'urgence, après les attentats du Bataclan de novembre 2015, et qui ont continué à le faire depuis.

Celle de tous les personnels de la **santé**, un secteur où la ministre M. Touraine a été en poste tout au long de la mandature Hollande, et où la première grande mobilisation, en novembre 2016, dénonçait le « plan d'économie » de 10 milliards d'euros. Depuis, des maternités aux hôpitaux, des EHPAD <sup>(2)</sup> aux urgences, la mobilisation n'a cessé de se propager et de s'enraciner. La santé est devenue une des grandes questions de la société capitaliste et la dégradation du service public de santé une des raisons importantes du creusement des inégalités. Les causes sont multiples ; parmi elles il y a le vieillissement de la population et la détérioration de son état de santé, en premier lieu chez les ouvriers, les jeunes précaires, les travailleurs et les pauvres <sup>(3)</sup>. Si les travailleurs ont une espérance de

---

<sup>1</sup> Appelée aussi « loi travail ». Son adoption par le parlement nécessitera trois recours au 49.3 par le premier ministre Valls : le 10 mai, le 6 juillet et le 20 juillet 2016.

<sup>2</sup> Les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, EHPAD, sont des maisons de retraite médicalisées.

<sup>3</sup> Enquêtes et études démographiques, Insee : Plus on est aisé, plus

vie en bonne santé moindre que les catégories plus favorisées, c'est lié à l'usure de la force de travail soumise à une plus grande intensité de l'exploitation capitaliste, à l'exposition plus fréquente à des produits dangereux et à différentes formes de pollutions.

Les **lycéens et les étudiants** sont sortis dans les rues aux côtés des travailleurs en 2016, contre la loi travail, puis en 2018, contre la loi Vidal-Blanquer qui instaure Parcoursup, aux côtés de cheminots. La mobilisation a continué avec, en plus, la question de la répression policière qui s'abat systématiquement sur les jeunes, la dénonciation de la hausse des frais d'inscriptions des étudiants étrangers. Fin 2019, c'est l'immolation d'un étudiant devant le Crous de Lyon, qui mobilise les étudiants qui dénoncent la paupérisation croissante dont ils sont victimes.

Les **enseignants** sont aux côtés des élèves et des parents d'élèves dans ces différentes mobilisations. C'est en novembre 2018 <sup>(1)</sup> que débute la mobilisation plus large « contre la réforme Blanquer », qui se renforcera dès le printemps 2019, avec des grèves de surveillance du bac et de correction de copies et de très nombreuses mobilisations et actions pour gagner le soutien des parents.

La classe ouvrière, les travailleurs du privé comme du public, se sont retrouvés dans ces mobilisations, dans les luttes contre les restructurations, les suppressions d'emplois, les fermetures d'usines qui se poursuivent.

---

l'espérance de vie est élevée. Ainsi, parmi les 5 % les plus aisés, l'espérance de vie à la naissance des hommes est de 84,4 ans, contre 71,7 ans parmi les 5 % les plus pauvres, soit 13 ans d'écart. Chez les femmes, cet écart est plus faible : 8 ans séparent les plus aisées des plus pauvres. Aux alentours d'un niveau de vie de 1 000 euros par mois, 100 euros supplémentaires sont associés à 0,9 an d'espérance de vie en plus chez les hommes et 0,7 an chez les femmes, tandis que l'écart n'est plus que de 0,3 an et 0,2 an aux alentours d'un niveau de vie de 2 000 euros par mois.

<sup>1</sup> Une première grève appelée par tous les syndicats est lancée en novembre 2018, notamment contre l'annonce de la suppression de quelque 3 000 postes dans l'enseignement public (secondaire) alors que le nombre d'élèves va augmenter du fait de la poussée démographique. Les enseignants de la maternelle, secteur « protégé » selon le ministère, participent aussi aux mobilisations.



## 1. La fin du quinquennat Hollande

Hollande avait mené une politique de « chocs » : choc de compétitivité, choc de la « simplification administrative », choc de la transparence de la vie politique ». Les chocs, ce sont les travailleurs du privé comme du public qui les ont encaissés et qui y ont répondu par des mouvements de résistance. Les bénéficiaires de ces chocs, ce sont les grands actionnaires, les grands patrons, bref, l'oligarchie. Les bénéfices des entreprises du CAC 40 en témoignent : 75 milliards en 2016 ; 94 milliards en 2017 et 100 milliards en 2018 <sup>(1)</sup>.

Avec Hollande, la social-démocratie est allée très loin dans la soumission aux intérêts de l'oligarchie, et elle est allée également très loin dans la répression du mouvement ouvrier et populaire.

C'est d'ailleurs cet aspect qui marquera la fin de son quinquennat, avec la répression des manifestations syndicales et de la jeunesse, au moment du grand mouvement de grèves et de manifestations contre la loi El Khomri, et la mise en place d'un Etat policier, de plus en plus perçu comme une menace grave contre les libertés démocratiques. Et si cela s'est passé à la faveur de la « lutte contre le terrorisme » et les attentats en France même, c'est contre le mouvement ouvrier, syndical et populaire que cet Etat policier s'est consolidé. Hollande a engagé plusieurs guerres <sup>(2)</sup> et son ministre Le Drian, qui a occupé le poste de ministre de la défense de 2012 à 2017 <sup>(3)</sup>, a certainement le record de ventes d'armes <sup>(4)</sup> à son actif.

---

<sup>1</sup> Selon les données disponibles.

<sup>2</sup> Sangaris, en Centrafrique du 5/12/2013 au 31/10/2016 ; Chammal, en Irak et en Syrie (début 20/09/2014, toujours en cours) ; Serval (janvier 2013 jusqu'à juillet 2014, au Mali) ; Epervier (13/02/1986 au 1/08/2014, au Tchad), les deux remplacés par Barkhane (1er août 2014) toujours en cours au Sahel. Il faut y ajouter les opérations spéciales en Libye et la volonté d'engager une guerre en Syrie, en faisant pression sur Obama. L'opération Sentinelle (Vigipirate renforcée) a mobilisé 10 000 soldats en France, toujours en cours.

<sup>3</sup> Il fait partie des ministres de Hollande à avoir rejoint Macron. Son poste de « ministre de l'Europe et des affaires étrangères » ne l'éloigne pas de la politique de guerre.

<sup>4</sup> Les ventes d'armes à l'étranger sont sous le contrôle de l'exécutif qui donne les « autorisations » aux fabricants privés et publics. Voir l'Observatoire des armements ([www.obsarm.org](http://www.obsarm.org)) qui mène depuis des années un travail de recherche sur ces exportations. Le dernier docu-

En 2015, elles se sont élevées à 6,2 milliards ; 7,1 milliards en 2016 ; 6,7 milliards en 2017 et 6,9 milliards en 2018 <sup>(1)</sup>.

L'aggravation de la crise économique au niveau mondial, les difficultés de l'impérialisme français dans la concurrence très aiguë avec ses rivaux et ses difficultés à maintenir sa domination, notamment en Afrique, ainsi que l'aiguïsement de la lutte de classe ont pesé dans le choix par l'oligarchie en faveur de Macron. C'est lui qui va endosser le costume de chef de l'Etat, à la faveur des élections présidentielles de 2017. Les élections présidentielles jouent un rôle essentiel dans les institutions de la 5<sup>e</sup> République, caractérisées par un présidentialisme qui n'a cessé de se renforcer.

Ce choix ne s'est pas imposé tout de suite. Il a fallu « préparer le terrain » à un changement de style, d'équipe, pour affronter la crise, la contestation sociale, et assurer les profits des grandes entreprises. D'autant plus que l'impérialisme français était confronté à ce moment-là, à de multiples difficultés :

La crise économique qui se traduit notamment par un chômage élevé et permanent <sup>(2)</sup>, minoré par les chiffres officiels ; un déficit commercial qui se creusait et une perte de compétitivité dans plusieurs domaines ; un taux de croissance plus faible que celui des autres grands pays de l'UE.

Le patronat était certes satisfait de la loi El Khomri qui mettait fin à une législation du travail, « la même pour tous, partout », introduisant un nouveau cadre et de nouvelles modalités des rapports entre les syndicats, les travailleurs et les patrons. Son principe de base consistant à faire de la négociation au sein de l'entreprise (et tout particulièrement sur la durée du temps de travail) le socle de toute négociation, au détriment de la branche, du code du travail et de la loi. C'est ce qu'on appelle l'inversion de la hiérarchie des

---

ment élaboré avec d'autres organismes « *montre l'imbrication entre la stratégie militaire de l'État français et la politique énergétique de Total au Yémen depuis les années 1980 et plus récemment sur l'Est Africain (Kenya, Ethiopie, Mozambique...)* ».

<sup>1</sup> Chiffres du SIPRI.

<sup>2</sup> Chiffres officiels Pôle Emploi des chômeurs n'ayant aucune activité : 3,45 millions en 2017 ; 3,41 millions en 2018 et 3,3 millions en 2019. Taux de chômage au sens du BIT (Chiffres Insee) : 8,9 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2017, 8,8 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2018 et 8,1 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2019.

normes et la fin du principe de faveur.

Le patronat se félicitait des « allègements de charges », de plus en plus réduites, mais il fallait les rendre « pérennes ».

Hollande et les autres candidats issus des partis qui ont alterné au pouvoir, étaient trop usés pour pouvoir mener une politique qui s'attaque une fois pour toute aux acquis sociaux en matière de retraite ; aux mécanismes de protection sociale et au système éducatif « trop cher et inefficace » pour les besoins du patronat. De plus, le mouvement contre la loi El Khomri a mis en lumière une combativité du mouvement ouvrier et de la jeunesse qui a surpris et inquiété l'oligarchie ; celle-ci croyait que les crises internes des centrales syndicales, et en particulier l'affaiblissement de la CGT du fait notamment des conséquences de l'affaire Lepaon, l'individualisation, l'atomisation et la précarisation du salariat avaient eu raison de la lutte syndicale. Les difficultés de la guerre contre le terrorisme menée sur deux fronts :

Celui de la guerre en Irak et en Syrie et ses « prolongements » en France, avec notamment les attentats de janvier 2015 <sup>(1)</sup>, puis ceux de novembre 2015 <sup>(2)</sup>. C'est de là que date le slogan de Hollande : « nous sommes en guerre ». A travers ces guerres, l'impérialisme français veut participer à la confrontation entre l'impérialisme US et ses alliés, dont la France, et la coalition dirigée par l'impérialisme russe, allié au gouvernement de Bachar al Assad et à l'Iran. A travers son engagement militaire, l'impérialisme français espère participer au repartage des zones d'influence de cette région, mais son « poids » est limité. De plus, cette guerre coûte cher.

Et celui du Sahel, où il est en première ligne, car il y défend ses intérêts stratégiques. La guerre au Mali <sup>(3)</sup>, qui non seulement s'éternise mais s'étend à toute la zone sahélienne, s'enlise ; certains commentateurs la comparent au « bourbier vietnamien ».

La construction européenne est en « panne » et l'impérialisme français a du mal à entraîner l'impérialisme allemand dans ses grands projets « moteurs », telle l'Europe de la défense. La crise de légitimité de l'UE est très forte, se traduisant notamment par des

---

<sup>1</sup> Attentats au siège de Charlie Hebdo, à l'Hyper Cacher, en janvier 2015.

<sup>2</sup> 13 novembre 2015, attentats au Bataclan, à Paris 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup>, et à Saint-Denis.

<sup>3</sup> La guerre lancée par Hollande au Mali a commencé en 2013.

pourcentages d'abstention élevés aux élections. L'impérialisme français n'est pas à l'abri d'une crise qui peut éclater dans les colonies, comme on l'a vu en mars 2017 en Guyane.

## **1.1 Les caractéristiques du mouvement contre la loi El Khomri**

*Dans le supplément sur les acquis du mouvement pour le retrait de la loi El Khomri (1), nous avons écrit :*

« De mars à juillet 2016, un puissant mouvement a mis des centaines de milliers de travailleurs, de syndicalistes, de jeunes... dans les rues des villes de notre pays.

Cette loi antisociale est la loi “de trop”, celle qui s'attaque aux mécanismes mêmes qui règlent depuis des décennies les rapports entre le patronat et les organisations syndicales. C'est la raison pour laquelle ce sont les militants et les structures syndicales qui ont réagi les premiers. Cela explique aussi les difficultés à concerner les larges masses travailleuses qui ne sont pas au fait de ces questions (code du travail, inversions des normes, principe de préférence...) et de les gagner aux grèves, aux manifestations. Ceci dit, elles ont soutenu le combat engagé, malgré l'intense propagande du patronat, du gouvernement et des grands médias qui ont essayé, par tous les moyens, de rendre le mouvement impopulaire.

Ce mouvement a été marqué à la fois par la forte détermination des manifestants et la grande violence de la répression policière, lors de chaque manifestation, notamment à Paris. Mais c'est aussi contre les piquets de grève, les blocages de routes et de zones industrielles que se sont déchaînés les policiers et les gendarmes. Si cette répression n'a pratiquement pas été médiatisée, c'est que ces blocages visaient souvent à paralyser des centres de production (raffineries), de transport, de logistique.

Un tel mouvement est une “école” de la lutte collective. Des militants et des militantes se sont révélés, se sont aguerris, notamment des jeunes. L'engagement syndical, le syndicalisme de lutte ont gagné en audience et en adhésion. L'unité dans, par et pour la lutte s'est renforcée.

---

<sup>1</sup> Les Dossiers de *La Forge*, octobre 2016.

L'autre grande expérience, c'est celle de la violence de classe, celle de l'ennemi de classe, la classe des possédants, les patrons et l'Etat à leur service.

Face à cette violence, la masse des manifestants ne s'est pas trompée de cible : la violence vient de l'Etat. Face à cela, la question de l'organisation, des services d'ordre (SO), chargés de défendre les manifestants, est posée comme une nécessité.

La lutte continue aujourd'hui sur différents terrains : celui de la solidarité avec les victimes de la répression, celui de la mobilisation pour empêcher le patronat de "faire sa loi dans son entreprise" en recourant aux possibilités ouvertes par la loi El Khomri. C'est ce qui s'est déjà posé face à la loi Macron <sup>(1)</sup> qui permet l'ouverture partout des magasins le dimanche et en soirée : même si elle a été votée, les mobilisations ont continué et des reculs ont été imposés.

Il est très important de tirer les leçons de ce mouvement et c'est l'objet de ce supplément qui reprend des articles publiés dans *La Forge*.

Il faut mener une bataille politique et idéologique intense contre tous ceux qui veulent "tourner la page" et qui distillent l'idée que ce mouvement n'est, en fin de compte, qu'un échec, puisque la loi est passée.

Ce qu'ils veulent occulter, c'est que ce mouvement a commencé à poser des questions de fond, concernant la société, la nature de classe de l'Etat, la nécessité de porter le rapport de force à un niveau supérieur en s'en prenant directement aux intérêts de la classe des capitalistes, en bloquant la production, les transports...

Ces débuts de ruptures sont d'autant plus importants qu'ils se sont faits dans et à travers le combat collectif impliquant des

---

<sup>1</sup> Nous faisons référence ici à la loi que Macron, alors ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique dans le gouvernement Valls 2, a fait voter en août 2015 (les décrets d'application sont parus en septembre).

Elle a permis l'ouverture des magasins le dimanche, dans les zones touristiques, les gares... Une intersyndicale, le Clic-P, regroupant les syndicats du commerce, a mené la bataille contre cette loi et contre son application. Dès décembre 2015, Apple, le BHV... ont été à l'offensive pour imposer le travail du dimanche dans les magasins parisiens.

milliers et des milliers de militants, de travailleurs, de jeunes. C'est sur ces questions que nous voulons insister, car elles sont porteuses de ruptures révolutionnaires avec le système capitaliste. »

***Nous ajoutons cet extrait de l'article de septembre 2016, « Re-trait » qui revient notamment sur la question du bilan à tirer :***

« A ceux qui pourraient dire que le mouvement “est un échec” car nous n'avons pas obtenu satisfaction, il faut expliquer que nous ne pouvons arracher une victoire de cet ordre que dans un autre rapport de force, dans un autre niveau d'affrontement avec le pouvoir. Il faut montrer que ce mouvement a gagné sur un autre plan : celui de l'affirmation d'un syndicalisme qui refuse la collaboration de classe, qui sait que les revendications s'arrachent en construisant un rapport de force, par les grèves, les blocages de la production, et y compris par l'affrontement avec le pouvoir d'Etat. Ce mouvement social a permis à la classe ouvrière de gagner en maturité et en conscience. Il a permis de gagner l'appui de larges secteurs des masses populaires, de la jeunesse. Ce sont des acquis précieux pour les combats à venir si nous nous unifions sur ce bilan et savons le faire partager. »

***Avec le recul et l'expérience des mouvements qui se sont développés depuis, nous voulons approfondir certains aspects soulevés dans ces textes.***

**Ce mouvement a d'abord mobilisé les directions syndicales, puis le « corps militant » qui constitue l'ossature du mouvement syndical.**

Les directions syndicales, notamment FO, ont rapidement compris que cette réforme allait modifier en profondeur les règles du « dialogue social » sur lesquelles elles ont construit leurs rapports avec le patronat et le gouvernement. C'est sans doute une des raisons pour laquelle l'unité syndicale a pu s'imposer comme une nécessité. Mais, du fait du rôle joué par la CGT et de son poids, l'opposition à cette réforme a pris un caractère de lutte, de défense des règles de droit au service du mouvement ouvrier et syndical.

**La CGT sortait de la « crise Lepaon », qui avait été poussé à**

la démission en janvier 2015 <sup>(1)</sup>. La nouvelle direction a montré un changement de cap, en lançant avec les autres syndicats de salariés et les organisations de jeunesse, les appels à manifester. Le 51<sup>e</sup> congrès de la CGT, en avril, a été traversé par ce mouvement de grève et de manifestation. Le patronat et le gouvernement se sont déchaînés contre la direction de la CGT, traitant Martinez de « terroriste ». Une virulente polémique a été lancée en plein congrès de la CGT par le gouvernement et la réaction contre la direction de la CGT, à propos d'une affiche « Stop à la répression » qui mettait en cause la police. Non seulement, elle a tenu tête, elle a été largement soutenue et a poursuivi la mobilisation.

**Cette mobilisation, avec les limites et les difficultés soulignées plus haut, a été une mobilisation des ouvriers et des travailleurs.** Cela s'est traduit par le travail tenace des militants pour essayer de mobiliser les travailleurs des entreprises, dans les zones

---

<sup>1</sup> T. Lepaon a succédé à B. Thibaut au 50<sup>e</sup> congrès de la CGT, en 2013, après l'élection de Hollande à la présidence. Très vite, à la tête des instances de direction de la CGT, il a développé une ligne « d'accompagnement », qui « parlait à l'oreille gauche » de Hollande. On était loin de la position de « soutien » au Front de gauche, que la précédente direction avait montrée, ou du moins, avait laissé se développer. La base militante de la CGT était très mécontente de l'absence de leur syndicat, au plus haut niveau, du terrain de la contestation d'une politique qui attaquait de plus en plus durement les intérêts des travailleurs. T. Lepaon a de plus eu des prétentions matérielles extravagantes (voiture haut de gamme, rénovation d'appartements) qui ont commencé à « sortir » de la sphère dirigeante. Ce sont ces questions, qui ont « fuité » dans les médias, qui ont provoqué une crise interne de grande ampleur, permettant à la réaction d'attaquer le syndicalisme. Tout en dénonçant clairement le comportement du secrétaire général de la CGT, nos camarades ont défendu la CGT comme le syndicat qui permettait au syndicalisme de lutte d'exister et de se développer. La crise s'est dénouée au niveau de la direction de la CGT (le Comité Confédéral National), qui a démis Lepaon et qui a nommé P. Martinez comme secrétaire général, le 3 février 2016. Il a été réélu par le CCN, au congrès de Marseille en 2016, puis au 52<sup>e</sup> congrès à Dijon, en mai 2019. Il a annoncé qu'il ne se représenterait pas à ce poste. Lepaon n'a pas été exclu de la CGT et la ligne qu'il a promue a continué à être défendue, notamment au niveau de certaines fédérations. Cette ligne prône des relations « moins conflictuelles » avec le patronat et le gouvernement.

industrielles, dans les secteurs qui pouvaient « bloquer » l'économie. Ce travail a été intense dans les villes de province, où les structures syndicales (notamment les UL) se sont impliquées et ont gagné de nouvelles forces.

Le poids de la classe ouvrière s'est vu notamment dans la manifestation nationale du 14 juin, à Paris, où les cortèges de dockers venus de Nantes et les innombrables banderoles d'entreprises, de partout, ont montré la force et la détermination de la classe ouvrière. Ce n'est pas un hasard si la répression s'est acharnée, même bien après le mouvement, sur les militants, les travailleurs combattifs.

Le mouvement ouvrier et syndical a été la colonne vertébrale de ce mouvement, dans lequel **une partie de la jeunesse s'est impliquée**, notamment au niveau des lycées professionnels. La question de la répression policière systématique des manifestations a amené de plus en plus de jeunes à participer, souvent en tête des cortèges, aux affrontements avec la police. Mais c'est d'abord contre les manifestants des cortèges de travailleurs que la répression était dirigée.

Ce mouvement a également inspiré différentes initiatives, notamment celle de l'occupation, à Paris, de la place de la République, « **Nuit debout** », qui a débuté à la fin de la manifestation du 31 mars <sup>(1)</sup>. Les tentatives d'étendre le mouvement d'occupation des places sont restées limitées. Ce sont surtout des jeunes urbains qui pouvaient tenir le rythme de l'occupation qui durait une partie de la nuit et les week-ends. Ils ont fait l'objet d'un harcèlement policier quasi constant. Ce forum de discussions permanentes a, sans conteste, contribué à une politisation et une radicalisation des jeunes, garçons et filles, qui y ont participé. Il a également permis une sorte de « continuité dans la mobilisation » entre les grands rendez-vous, les manifestations. Cette expérience s'est arrêtée avec la fin du mouvement de manifestations. Elle a inspiré, quelques mois plus tard, l'initiative lancée par plusieurs personnalités <sup>(2)</sup>, des économistes, des sociologues, des militants politiques... de la « manifestation pot-au-feu » qui devait « faire la fête à Macron », le 5 mai

---

<sup>1</sup> Ce mouvement s'inspirait notamment de celui de l'occupation des places en Espagne (Puerta del Sol) et en Grèce. En Espagne, ce mouvement a donné par la suite les « Indignés », d'où est sorti Podemos.

<sup>2</sup> Notamment François Ruffin, militant engagé, auteur d'un film qui a eu un très gros succès, « Merci patron ». Il s'est présenté aux législatives de 2017 et a été élu sous l'étiquette de La France Insoumise.



2017.

La plupart des forces politiques qui se réclament de la gauche, en dehors du PS, ont soutenu le mouvement contre la loi El Khomri. Les députés « frondeurs » du PS ont surtout cherché à « amender » cette loi, sans d'ailleurs y parvenir. Mais très peu de forces politiques ont tiré un bilan politique public du mouvement. Plusieurs se sont retranchées derrière l'idée qu'il s'agissait d'un mouvement essentiellement syndical et qu'il n'avait pas remporté de succès, étant donné que la loi a fini par être votée. Certaines ont ajouté des attaques contre ceux qui, à l'intérieur même du mouvement, l'auraient « dévoyé » par le « recours à la violence ». Il est vrai qu'un tel mouvement n'entraîne pas dans le cadre des débats et des tractations autour des élections présidentielles. C'est pourquoi, la grande majorité de ces forces a rapidement « tourné la page ».

### **L'importance de tirer le bilan de ce mouvement**

Le bilan que nous avons tiré, et que nous avons présenté notamment à notre stand de la fête de l'Humanité en septembre 2016 a fait l'objet d'un supplément à notre journal ; c'est un bilan à la fois politique et syndical, car ce mouvement, de par son ampleur, du poids de la classe ouvrière, de l'unité qu'il a permis de réaliser, de sa radicalité, des formes qu'il a prises et des « réponses » du camp d'en face, a largement dépassé le seul cadre syndical.

**Ce bilan que nous avons fait pour nous, mais surtout pour le faire partager, analyse et met en avant les éléments qui montrent l'aiguïsement de la lutte de classe. Nous insistons sur la question de la nature de l'Etat au service du patronat, de l'Etat qui réprime la contestation sociale, et sur la nécessité, pour le mouvement ouvrier, de s'organiser pour se défendre face à la violence de l'Etat.**

Le parti s'est investi avec ses forces dans ce mouvement et il s'est efforcé de formuler des mots d'ordre qui puissent être repris largement et qui fassent progresser le niveau de conscience. Ces semaines de mobilisation ont également été une « école » pour nous-mêmes. Ce mouvement a conforté notre conviction qu'il fallait appeler les éléments de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses populaires les plus avancés du point de vue de la conscience politique, à travailler à rompre avec le système capitaliste impérialiste.

**Avec ce mouvement, une nouvelle période s'est ouverte, où**

la question sociale va prendre de plus en plus d'importance ; une période où la social-démocratie a montré aux larges masses qu'elle était passée avec armes et bagages dans le camp de la bourgeoisie, de l'impérialisme <sup>(1)</sup>. Une période où la lutte de classe commence à déborder des cadres traditionnels - le changement à travers les élections - et où des verrous idéologiques commencent à sauter pour laisser la place à de nouvelles idées, comme celle de la légitimité de la résistance à la violence de l'Etat.

## **1.2 Le fossé est total entre Hollande et son gouvernement, d'une part, et le mouvement ouvrier et populaire, de l'autre**

Hollande et son premier ministre ont fini par faire voter cette réforme, mais cela ne sonne pas la fin de la résistance des travailleurs et de leurs organisations. La bataille va notamment se poursuivre dans les entreprises, pour empêcher l'application de cette loi.

**Désormais, Hollande et son gouvernement sont considérés comme des ennemis des travailleurs, de la jeunesse, des masses populaires : ils n'en attendent plus rien que de sales coups.**

Le patronat a fait bloc derrière Hollande et le gouvernement, de même que la droite, qui va étaler ses propres divisions lors des « primaires » qu'elle organise fin 2016. Quant à l'extrême droite, elle n'eut aucun espace dans ce mouvement social.

Le mouvement qui vient de mettre des millions de personnes dans la rue, qui a menacé, certes de façon limitée, de bloquer l'économie, a été un coup de semonce pour l'oligarchie. Elle est visiblement préoccupée de voir que les réformes mettent autant de temps à

---

<sup>1</sup> Dans notre dossier de 1981 sur la gestion des affaires de l'impérialisme français par la social-démocratie, nous avons déjà dit qu'elle passait « avec armes et bagages » dans le camp de l'impérialisme. Ce message politique n'était alors pas audible pour les larges masses. Cette réalité s'est vérifiée au cours des années durant lesquelles elle a géré les intérêts de l'oligarchie française, tant au niveau national qu'au plan international. La loi El Khomri et la façon dont elle a été imposée, par la force, aux masses ouvrières et populaires, dans le contexte d'une crise plus profonde encore du système, ont montré aux larges masses jusqu'où la social-démocratie était prête à aller pour défendre les intérêts de l'oligarchie.

être votées, ce qui, pour elle, permet à la résistance ouvrière et populaire de s'organiser et de se développer. Elle réfléchit déjà depuis un moment <sup>(1)</sup> à trouver les moyens et les hommes pour pouvoir aller plus vite et plus loin encore dans la destruction du « modèle social » datant de la Seconde Guerre mondiale et qui, même déjà très écorné, reste un obstacle à la surexploitation, à la mise en coupe réglée de toute la société pour défendre ses intérêts. En attendant, il faut que Hollande et son gouvernement « continuent le travail ».

Le parti socialiste, majoritaire au parlement, sort divisé et affaibli, sans leader. Il ne s'en remettra pas, même si des responsables essaient de se démarquer le plus possible de Hollande et de Valls, pour essayer de perpétuer l'idée qu'un « socialisme de gauche » reste possible et qu'une nouvelle version de « l'union de la gauche » permettra, peut-être, de faire un bon score aux présidentielles et aux législatives à venir.

Les forces politiques de ce qu'on appelle la gauche de transformation sociale ont certes soutenu le mouvement contre la loi El Khomri, mais elles avaient déjà la tête prise par la préparation des présidentielles de 2017 et sont elles-mêmes divisées, suite à l'échec du Front de gauche, et pour certaines, « orphelines » de l'alliance avec le PS.

Si, comme nous l'avons dit, elles ont soutenu le mouvement, si leurs militants y ont activement participé, les débats auxquels les organisations les invitent, sur l'unité autour d'une « politique alternative », tournent à vide. Car elles ne tirent aucune leçon de la période qui vient de s'écouler, période qui a mis en lumière l'intensité et la radicalité de l'affrontement de classe<sup>2</sup>). Autrement dit, on discute de programme alternatif au social-libéralisme (qui a été large-

---

<sup>1</sup> H. Védrine, l'un des intellectuels qui a conseillé différents décideurs politiques, a révélé qu'un groupe de personnes influentes se sont réunies avec des intellectuels « de gauche et de droite », des hommes politiques, des syndicalistes pendant deux ans, pour faire émerger le meilleur candidat possible, capable de tenir tête aux « conservatismes ». Védrine fait partie des personnalités qui ont soutenu la candidature Macron.

<sup>2</sup> Il en est de même de l'expérience de ce qui s'est passé en Grèce, pourtant citée en exemple du temps où Syriza et Tsipras tenaient tête au diktat de la troïka. Voir notre texte « Les leçons à tirer du combat du peuple grec », document du 8<sup>e</sup> congrès.

ment débattu durant toute la période du Front de gauche), sans tenir compte de la violence avec laquelle l'oligarchie s'est opposée, via l'Etat, au mouvement, ni du degré de combativité de la classe ouvrière et des masses travailleuses qui s'y est exprimé, avec toutes ses limites.

Le mouvement syndical va devoir, en quelque sorte, « digérer » cette longue séquence de lutte. Là aussi, nos camarades vont s'efforcer d'en « tirer le bilan » dans les différentes structures dans lesquelles ils militent. Une des leçons que tire la direction de la CGT, c'est « qu'il faudra passer plus de temps avec les travailleurs et moins dans les instances avec les patrons ». Si l'ampleur de la répression et l'idée d'un « échec » créent un sentiment mitigé chez beaucoup de militants, ils n'en n'oublient pas moins les grands moments de lutte et de fraternité, et beaucoup ont pris « goût » à la lutte et ont retrouvé confiance dans le combat collectif. Le mot d'ordre qui synthétise cet état d'esprit et qui a été scandé par des milliers de manifestants, c'est :

**« Les jeunes dans la galère, les femmes dans le précaire, les vieux dans la misère, de cette société-là, on n'en veut pas, on la combat ».**

La grande mobilisation contre la réforme Juppé sur les retraites avait vu une très forte participation de **femmes travailleuses**. Dans le mouvement El Khomri, elles étaient également très nombreuses, car dans les petites et moyennes entreprises, quand il n'y a plus le code du travail, quand la présence syndicale est faible, les femmes travailleuses sont particulièrement démunies. Les salariés du commerce, de la grande distribution, où les femmes sont majoritaires, s'étaient mobilisés contre la loi Macron (voir plus haut). Elles ont participé, avec leurs banderoles, aux 12 manifestations contre la loi El Khomri. Elles sont également très nombreuses dans la santé, dans l'aide à la personne, dans les catégories les moins payées de la fonction publique des secteurs où les bas salaires sont la règle. Le 8 mars 2017, les organisations féministes, les organisations syndicales, les associations, lanceront, ensemble, **la première mobilisation sur le thème de la grève à 15h40** <sup>(1)</sup>. Elles s'inscrivent dans

---

<sup>1</sup> Cette référence horaire - 15h40 - correspond au point de départ de la période de travail des femmes « non payé », comparativement au salaire des hommes.

un mouvement international (dans une cinquantaine de pays). Ce « ensemble » est une avancée, qui s'inscrit aussi dans le « ensemble » du mouvement contre la loi El Khomri.

**C'est dans ce contexte que les luttes vont se poursuivre dans les entreprises, les quartiers, dans la rue.**

Aux luttes des travailleurs contre la répression antisyndicale, contre les suppressions d'emplois et les menaces de fermetures de grandes entreprises (comme chez General Electric, ex-Alstom, branche ferroviaire), dans les services publics, notamment dans la santé <sup>(1)</sup>, vont s'ajouter les mobilisations contre les violences policières dans les cités et la répression qui cible des « ZAD », les mobilisations des migrants et les organisations démocratiques qui les soutiennent.

Se dessine également une prise de conscience plus grande de la dangerosité de la politique de guerre menée par le gouvernement. Le travail de dénonciation mené par un certain nombre de forces <sup>(2)</sup> et la situation chaotique au Mali, en lien direct avec la « guerre contre le terrorisme » et l'opération militaire au Sahel, relayée par des travailleurs maliens, vont aussi jouer un rôle dans cette prise de conscience qui reste encore limitée, mais bien réelle.

Bref, c'est un climat d'ébullition sur différents fronts qui s'est développé.

Le patronat a bien vu que le syndicalisme de lutte avait repris de la vigueur. Il n'a pas tout de suite voulu appliquer les possibilités ouvertes par la loi El Khomri, pour ne pas « remettre le feu aux poudres », mais il a renforcé la répression antisyndicale, avec l'aide de l'Etat. Ont été notamment visés les syndicalistes d'Air France, poursuivis pour « **l'affaire de la chemise** » <sup>(3)</sup>, ceux de **Goodyear**

---

<sup>1</sup> La ministre Touraine fait passer la loi qui instaure la « tarification à l'activité » qui prévoit une économie de 10 milliards avec la suppression de 22 000 lits. La

<sup>2</sup> Le collectif « Ni guerre, ni état de guerre », le collectif « Non à l'Otan », auxquels participe notre parti, ainsi que le travail d'organisations comme Survie, la « Semaine anticoloniale », d'organisations qui dénoncent la politique de l'impérialisme français dans tel ou tel pays.

<sup>3</sup> Le 5 octobre 2015, le DRH d'Air France, venu annoncer 3 000 suppressions de postes, est pris à partie par les salariés qui manifestaient devant la salle de réunion. Les images de sa fuite, avec sa chemise arrachée, fera le tour du monde. Plusieurs responsables syndicaux

Amiens (<sup>1</sup>), des syndicalistes dockers de Saint-Nazaire, poursuivis plus d'une année après la manifestation de juin 2016 et de très nombreux militants qui ont été poursuivis bien après les faits. La justice de classe a la mémoire longue.

Les violences policières se sont également multipliées dans les quartiers populaires. La mort par asphyxie **d'Adama Traoré**, lors d'une interpellation par les gendarmes, le 19 juillet 2016, intervient dans le contexte de banalisation des violences policières. Ce n'est pas une « bavure » de plus et la famille d'Adama et ses amis n'acceptent pas les versions officielles qui nient grossièrement la responsabilité des gendarmes. Le cas d'Adama devient un symbole et le comité « Justice pour Adama » va y contribuer, en maintenant la pression jusqu'aujourd'hui, et en travaillant au regroupement des différents comités qui se sont créés autour des victimes des violences policières. La liste ne cesse de s'allonger : en février, c'est Théo qui a été violenté par des policiers, à Aulnay-sous-Bois, le laissant handicapé à vie. Dans la plupart des cas, ce sont des unités spécialisées de la police qui sont impliquées, notamment les BAC. Les auteurs de ces violences savent qu'ils bénéficient d'une impunité quasi systématique. Chaque mois de mars, une manifestation aura lieu pour dénoncer les violences et l'impunité policières.

Un autre phénomène inquiétant se développe au sein même de la police, celui de l'émergence de revendications concernant l'assouplissement des règles de la « légitime défense » pour les policiers et le renforcement de l'arsenal législatif contre celles et ceux qui sont poursuivis pour « violences contre les forces de l'ordre ».

La violence s'abat aussi sur les migrants et ceux et celles qui leur viennent en aide. Les lois se succèdent pour durcir les conditions d'obtention du statut de **réfugiés** et la police est utilisée pour « pourrir la vie » des migrants. Le délit de solidarité s'instaure dans les faits. La « jungle » de Calais est détruite en octobre 2016, ce qui ne fait que déplacer la question ailleurs. Les migrants tentent par tous les moyens de se rendre en Angleterre : après la Méditerranée,

---

et des salariés seront poursuivis et condamnés au cours d'une succession de procès. A chaque fois, les syndicats ont appelé à la mobilisation. La « chemise » deviendra un symbole de la colère des travailleurs.

<sup>1</sup> Le 19 octobre, plusieurs milliers de manifestants à Amiens, en soutien aux « 8 » militants CGT poursuivis pour avoir séquestré des cadres.

cimetière pour des milliers de migrants, c'est au tour de la mer du Nord.

**La ZAD de Notre-Dame-des-Landes**, près de Nantes, devient un terrain d'affrontement quasi militaire. Si quelques véhicules blindés ont été utilisés déjà lors des manifestations durant le mouvement contre la loi El Khomri, ce sont des dizaines qui vont être déployés dans le bocage nantais, contre les occupants de la ZAD <sup>(1)</sup>.

C'est aussi **la grève des 120 travailleurs sans papiers qui a débuté le 3 mars 2017, au MIN <sup>(2)</sup> de Rungis**, menée par les structures locales de la CGT (UL de Rungis, UD 94, plusieurs fédérations, la Confédération...) et soutenue par des partis, dont le nôtre, des élus, des associations. Préparée depuis des mois, cette grève s'inscrit dans le climat de lutte générale et vient rappeler que les travailleurs sans papiers sont partie intégrante de la classe ouvrière. Elle se terminera par une victoire.

Alors que Hollande et son gouvernement sur le départ continuent à gérer les affaires de l'impérialisme français, une crise sociale éclate en **Guyane**, fin mars. Dans ce département français, 40 % des jeunes sont au chômage ; les populations pauvres qui vivent dans les bidonvilles des grandes villes, dans les villages au fond de la forêt, subissent des coupures d'électricité, d'eau, n'ont pas de moyens de transport suffisants, ont difficilement accès à l'hôpital, à l'école... alors que chaque tir de fusée à Kourou représente des millions d'euros. Les projets d'extraction minière ne manquent pas (notamment avec le projet d'une mégamine d'or), mais ils se situent sur des territoires occupés par les Amérindiens qui s'opposent à la destruction de leur environnement naturel.

Cette crise met en évidence le fait colonial, synonyme de domination du peuple guyanais, de spoliation de ses terres et de pillage de ses ressources. Hollande va faire des promesses pour essayer de l'éteindre. Ses adversaires politiques, qui sont déjà en campagne

---

<sup>1</sup> Zone à défendre. Une première opération destinée à détruire les habitations des opposants au projet d'aéroport a eu lieu dès 2012 — l'opération César ! — et s'est soldée par un échec. D'autres ZAD se sont développées à partir de cette date, contre des projets « inutiles, coûteux et polluants ».

<sup>2</sup> Le MIN de Rungis est le plus grand marché d'Europe de produits frais. La grève a lieu dans le hall d'entrée de l'immeuble de la Semmaris qui gère ce marché.

pour les présidentielles, ne l'attaqueront pas sur ce terrain. Ils sont en réalité d'accord sur le fait que l'impérialisme français, sans Kourou, sans ses « possessions » d'outre-mer, ne pèserait plus autant sur l'échiquier des grandes puissances impérialistes.

## 2. La mise en orbite de Macron

La campagne pour les présidentielles a commencé très tôt ; pratiquement dès la fin du mouvement contre la loi El Khomri. Elle a connu deux périodes : un début marqué par des règlements de compte dans tous les partis et courants politiques, suivi d'une campagne éclair qui a imposé Macron, avec la focalisation du duel avec M. Le Pen qui lui a permis de gagner les élections.

Après « l'hyper présidence » de Sarkozy, le quinquennat du « président normal » Hollande, qui a débouché sur un « tous sauf Hollande » de la part de ses propres amis et alliés, les élections présidentielles de 2017 ont eu du mal à intéresser la grande masse des électeurs potentiels. Plus que lors des élections précédentes, elles sont apparues d'abord comme une bataille interne aux états-majors des partis politiques qui présentaient des candidats. Pour la première fois dans l'histoire de la V<sup>e</sup> République, le PS et la droite ont organisé des « primaires », à l'image de ce qui se passe aux USA. Ces primaires ont participé au jeu de massacre qui a suivi. La grande masse des électeurs a été spectatrice d'une série de règlements de comptes, de révélations sur la turpitude des uns et des autres, le tout alimenté par les grands médias. Le « jeu de massacre » a eu raison du candidat de la droite, Fillon, donné pourtant favori par défaut depuis des mois. La mise à l'écart de Hollande et la division du PS entre de multiples tendances ramenaient la candidature de Hamon à un rôle de témoignage. Les écologistes, très divisés, s'étaient mis en réserve. L'extrême droite avait engagé, sous l'impulsion de M. Le Pen, le ripolinage de son image, pour gagner des voix à droite, laissant à divers « petits » candidats le soin de distiller les thèmes réactionnaires, xénophobes, racistes et islamophobes.

J.-L. Mélenchon avait fondé **La France Insoumise** en février 2017 et s'était lancé très tôt dans la campagne. Elle s'est faite, surtout au début, « contre » une partie des forces politiques qui avaient mené la campagne de 2012 au sein du Front de gauche. Elle a incontestablement réussi à mobiliser des milliers de personnes qui se sont retrouvées dans la dynamique de ce mouvement qui se définit comme au-dessus des partis politiques, au-dessus du clivage



droite/gauche, au-dessus des classes sociales et se revendique du peuple contre les élites, considérant que la seule voie pour le changement passe par les élections.

Pour nous, le message politique et idéologique à développer dans cette campagne, ce n'était pas d'aller dans le sens de l'électoratisme, mais d'affirmer la nécessité de la rupture révolutionnaire avec le système. Voilà les éléments que nous avons pris en compte pour définir cette orientation, publiés dans notre journal *La Forge* d'avril 2017.

Notre position sur le premier tour des élections présidentielles (avril-mai 2017)

« Pour les différentes élections, notre parti a toujours donné une orientation politique et une consigne de vote. Il s'agit ici, comme à chaque moment de la lutte politique, de donner le point de vue de classe, sans nourrir d'illusion sur les enjeux d'une telle élection ni sur la possibilité d'un changement de système à travers elle.

En 2012, nous avons fait campagne dans le cadre du Front de gauche et avons appelé à voter pour son candidat. (s)

Le contexte de ces élections est très différent de celui de 2012.

D'abord et avant tout parce que la lutte de classe s'est radicalisée, des deux côtés, aussi bien du côté de la bourgeoisie et de ses partis et instruments de pouvoir, que de celui de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses populaires. La contestation de la politique menée par Hollande et ses gouvernements successifs, au service de l'oligarchie, s'est élargie, et la nécessité d'une rupture, qui aille plus loin que la rupture avec une politique, qui soit une rupture avec le système, s'est renforcée.

C'est "le sillon" que nous creusons depuis des mois ; les leçons que nous avons tirées du grand mouvement contre la loi El Khomri ont renforcé cette conviction.

C'est la priorité que nous nous sommes fixée et qui nous a amenés à refuser de participer à des discussions autour d'un candidat et d'un programme, a fortiori à prendre part à la mauvaise farce des différentes "primaires". Nous avons donné la priorité à la mise en œuvre d'une politique de front révolutionnaire, contre l'Etat au service des patrons, l'Etat policier et sa politique de guerre, en revendiquant la nécessité d'une rupture

révolutionnaire avec le système.

Qu'est ce que ces élections vont résoudre pour la bourgeoisie ?

Dans le cadre des institutions de la 5<sup>e</sup> République, les élections présidentielles sont présentées comme le moment politique le plus important, car elles sont censées donner une légitimité populaire au vainqueur. Par l'artifice d'un scrutin où ne sont comptabilisés que les votes "valablement exprimés", ce vainqueur est propulsé au rang de représentant de "tous les Français" et c'est au "nom de la France" qu'il s'exprime, quel que soit le nombre de voix qui se sont effectivement portées sur lui, notamment au premier tour. Ni les abstentions, ni les votes blancs ou nuls ne sont pris en compte.

Le mécanisme même de ces élections (les deux tours avec un deuxième tour ne mettant en lice que deux candidats) et la personnalisation à outrance qu'elles impliquent ("moi, président, je ferai ceci"), à quoi s'ajoutent la barrière de l'argent (le coût d'une telle campagne) et l'encadrement médiatique, font que le "libre choix" des électeurs est fortement orienté.

La campagne électorale aura été rythmée par les révélations des médias sur les comportements et pratiques crapuleuses, où l'argent public est détourné à des fins d'enrichissement personnel et où l'annonce des sommes en jeu est une provocation permanente pour toutes celles et ceux qui ont moins du Smic pour survivre. Les retournements de veste, la trahison des engagements sont la marque de fabrique d'une "recomposition" politique qui ne vise qu'à perpétuer le système. (...)

Hollande "laisse" à son successeur un Etat avec des moyens accrus de contrôle et de répression du mouvement ouvrier et populaire, moyens imposés par la force.

Ce successeur aura été façonné par une campagne où les vieilles idées du néolibéralisme auront été ripolinées à neuf et présentées comme la seule alternative à M. Le Pen. Tout est mis en œuvre pour que ce "choix" soit mis au cœur des deux tours de l'élection présidentielle.

La contestation sociale et politique touche également le système de représentation politique, les institutions et, par ricochet, les partis qui focalisent leur action sur les élections. Une des manifestations de cette contestation est l'ampleur du phénomène d'abstention. Pour d'importants secteurs de la société,

cette abstention est “revendiquée” comme un rejet du système.

**Nous nous reconnaissons dans cette volonté de refuser le cadre de ces élections et donnons à cette abstention un contenu politique, révolutionnaire.** Force est de constater qu'aucun des candidats et aucun programme ne sont porteurs de ce message.

Mais nous savons aussi qu'il y a encore beaucoup de militants qui tiennent à exprimer, à travers le vote Mélenchon, LO, NPA... leur rejet du PS et du néolibéralisme. Beaucoup restent attachés aux positions politiques que le Front de Gauche avait mises en avant dans la campagne de 2012 et aspirent à l'unité des forces qui combattent cette politique.

Nous n'allons pas nous diviser sur cette question, car il faudra toutes les énergies et les forces disponibles pour combattre la politique que celui qui sera élu mettra en œuvre, tant sur le plan national qu'au niveau international.

Pour nous, la traduction concrète du mot d'ordre : “De cette société-là, on n'en veut pas, on la combat”, c'est la lutte pour une rupture révolutionnaire, c'est l'abstention au premier tour des présidentielles. »

Les résultats de ce premier tour (22 avril 2017) :

Macron 24 %	Le Pen 21,3 %	Fillon 20 %	J.-L. Mélenchon 19,6 %	Hamon 6,3 %
----------------	------------------	----------------	---------------------------	----------------

La déception des partisans de J.-L. Mélenchon – et de lui-même – a été très grande, car jusqu'au dernier jour, ils le voyaient arriver en deuxième position. Mais c'est ne pas tenir compte de la nature de ce type d'élections et s'illusionner sur leur caractère « démocratique ».

A cela, il faut ajouter le fait qu'au nom d'une campagne s'adressant aux « larges masses », pour gagner des voix, la tonalité de la campagne a pris un tour nationaliste, d'apologie de la République, de plus en plus marquée. La forêt de drapeaux tricolores, avec la volonté affichée d'écarter le drapeau rouge, lors du dernier grand meeting, place de la République, en a été l'expression.

Le deuxième tour a donc mis, face à face, le représentant de l'oligarchie, Macron, et celle de l'extrême droite, M. Le Pen, dans le rôle de repoussoir. Nous avons refusé de nous plier à l'injonction

d'appeler à voter pour le candidat déclaré de l'oligarchie <sup>(1)</sup>, partisan de l'Europe néolibérale, qui se présentait avec un vaste programme de contre-réformes qu'il s'engageait à « mener jusqu'au bout », sans plier devant les résistances.

Il sera élu avec 25,4 % d'abstentions, blancs et nuls. Si on reprend son score du premier tour, il n'est pas exagéré de dire que c'est, en fin de compte, un président « mal élu ».

Les forces politiques, à gauche, qui ont appelé à voter pour lui pour faire « barrage » à M. Le Pen, ont « trompé » leurs propres électeurs, car non

seulement M. Le Pen ne pouvait pas gagner ces élections, mais ils ont participé à la victoire du candidat de l'oligarchie. L'ampleur de l'abstention et le nombre élevé des votes blancs et nuls, en particulier dans les milieux ouvriers et populaires, sont un désaveu pour ces partis qui ont appelé à voter Macron tout en disant « qu'ils seraient dans la rue, dès le lendemain, pour s'opposer à sa politique ».

Les résultats de M. Le Pen, en termes de voix obtenues, d'audience donnée à ses thèses réactionnaires, sont évidemment préoccupants. L'extrême droite s'installe durablement dans le paysage politique, ce qui lui ouvre la porte aux élections locales, lui donne des élus régionaux, et sans le système électoral actuel et avec davantage de proportionnelle, elle aurait des députés.

L'extrême droite est une carte importante pour l'oligarchie, qui l'utilise et la soutient pour qu'elle continue à distiller les idées réactionnaires, notamment le racisme, un nationalisme exacerbé et à défendre les organes de répression de l'Etat ainsi que les mécanismes de domination impérialiste. Elle canalise également une partie du rejet de l'UE et de l'euro en lui donnant un caractère protestataire et nationaliste.

Mais c'est Macron qui est la carte maîtresse pour l'oligarchie ; Le Pen a servi à rabattre des voix vers lui.

**Les législatives** qui ont suivi vont être l'occasion pour Macron de poursuivre l'offensive pour faire exploser la droite et le PS, en faisant le tri des responsables labellisables « Macron-compatibles ». Le spectacle des ralliés qui se précipitent pour avoir l'investiture LRM va aggraver la crise qui traverse ces deux partis qui ont domi-

---

<sup>1</sup> Nous avons appelé à l'abstention ; le 1<sup>er</sup> Mai, nous avons défilé sous le slogan « Ni Le Pen, ni Macron, Résistance. Contre la réaction et la guerre, pour une rupture révolutionnaire ».

né la vie politique depuis plus de trente ans.

Macron s'est appuyé sur E. Philippe <sup>(1)</sup>, qu'il fera Premier ministre, et Bayrou et son parti, le Modem. Le premier était un signal fort, en direction de la droite, et le second a joué un rôle important pour ramener vers Macron une partie de l'électorat de la droite « modérée », qui se reconnaît dans Juppé.

La droite regroupée dans LR n'arrive pas à trouver d'espace, et ceux qui, tels Wauquiez, se tourment toujours plus vers l'extrême droite, creusent ses divisions. Il sera amené à démissionner en juin 2019 de son poste de secrétaire général.

Le PS, vidé à sa gauche des courants qui essaient de survivre à la débâcle électorale des présidentielles et des législatives, espère maintenir son implantation dans les collectivités territoriales (régions, départements, grandes villes).

Certaines têtes de file d'EELV ont également rallié Macron, comme B. Pompili et De Rugy. Le parcours de ce dernier montre que ce partisan du « nouveau monde macronien » est avant tout un opportuniste et un arriviste <sup>(2)</sup>.

Macron s'est doté d'un mouvement politique pyramidal et d'élus qui lui doivent tout. Son ascension fulgurante, les moyens dont il a disposé, la couverture médiatique dont il a bénéficié, montrent qu'il a des soutiens considérables, au plus haut niveau. Tout a été fait pour qu'il apparaisse comme un « homme nouveau » (alors qu'il a déjà exercé de hautes responsabilités au sein de l'appareil d'Etat), au-dessus des partis politiques, pour ne pas avoir de compte à leur rendre, mais uniquement aux « électeurs » qui l'ont élu. Les débats parlementaires qui mettent en lumière les divisions au sein de la majorité et qui alimentent la contestation dans la rue, les recours au 49.3 à répétition c'est du temps perdu. Il faut s'en affranchir en ayant un groupe parlementaire aux ordres, des décisions prises au niveau du gouvernement, traduites en ordonnances que les députés votent sans même en connaître le contenu. Les orientations des textes des réformes sont dans le « programme du président », auquel il est con-

---

<sup>1</sup> E. Philippe était présenté comme un proche de Juppé.

<sup>2</sup> Ami de Valls, plusieurs fois élu sous des étiquettes écologistes, il rallie Macron, occupe le poste de président de l'Assemblée nationale, puis celui de ministre de l'Ecologie en 2018, suite à la démission fracassante de Hulot, jusqu'à sa démission (2019), suite aux révélations sur son train de vie. Il a repris son siège de député.

tinuellement fait référence, alors que son élection ne s'est pas faite sur cette base. Vu le nombre de réformes qui vont se succéder à un rythme effréné, vu la quantité de textes qui vont sortir des conseils des ministres, il est clair que tout était déjà prêt. Et que pour la grande majorité des textes sur les questions sociales, ce sont ceux que le patronat a rédigés depuis des années et qu'il s'agit de faire passer, avec l'obsession d'aller vite et jusqu'au bout. A plusieurs reprises, des négociateurs syndicaux ont dit découvrir des propositions de lois faites de « copiés-collés » de textes du Medef qui, du coup, pouvait se mettre en retrait.

*Comme le dira le porte-parole du gouvernement au moment du lancement du cycle des ordonnances, « on n'a pas le droit de bloquer la France quand on n'est pas d'accord avec telle ou telle mesure, surtout quand elle est au cœur du projet présidentiel ».*

Cette menace est clairement destinée au mouvement syndical.

Les directions des grandes confédérations vont avoir du mal à cerner la méthode Macron, qui parle de « concertation », mais jamais de négociation.

L'exemple va être donné à travers les ordonnances.

## **2.1 Les ordonnances**

Le contenu tient dans 160 pages (!) qui reprennent le principe même de la loi El Khomri, en le poussant encore plus loin et en l'élargissant à tous les aspects du contrat de travail. Le deuxième volet concerne la mise en place des CSE (Conseil social et économique), en lieu et place des IRP (Instances représentatives du personnel). Le troisième concerne l'élargissement des facilités de licenciements, avec notamment la rupture conventionnelle collective, le plafonnement des indemnités prud'homales. Sont également introduits des CDI de chantiers, plus de facilité de licenciement pour inaptitude, moins d'obligations pour les entreprises en matière de licenciement économique. Le patronat obtient la possibilité d'organiser des référendums pour faire passer des accords conclus avec des syndicats minoritaires.

Toute la culture syndicale basée sur le code du travail, la reconnaissance des organisations syndicales représentatives comme les représentants des salariés et des partenaires dans le cadre du paritarisme (que ce soit dans le domaine des règlements des « conflits » – via les Prud'hommes –, la gestion de la protection sociale, l'assurance chômage ou la formation professionnelle), est profondément

remise en cause. L'argument mis en avant pour le justifier c'est que l'Etat finance la protection sociale (incluse dans le budget de l'Etat) et que les cotisations sociales ne suffisent pas à assurer la viabilité des systèmes. Cotisations sociales que les gouvernements successifs n'ont cessé de diminuer, d'annuler, notamment celles des employeurs.

A cela s'ajoute les conséquences de la mise en place des CSE qui, comme le nom l'indique, s'occupe surtout des questions économiques de l'entreprise, de sa « bonne marche », et s'accompagne d'une baisse très importante du nombre d'élus du personnel, évaluée à un tiers de la totalité des élus sur l'ensemble des entreprises. Cela a de lourdes conséquences, notamment en termes de détachements de militants pour diriger les UL. La suppression des CHSCT est très grave, car elle enlève des moyens de contrôle et d'action pour tout ce qui concerne les conditions de travail, les risques professionnels encourus par les salariés. Ce n'est pas un hasard si cette question a été soulevée au lendemain de l'incendie de l'usine chimique Lubrizol, en septembre 2019.

## **2.2 La mobilisation contre les ordonnances**

La mobilisation n'a pas été facile. D'abord, parce que la méthode des « consultations syndicat par syndicat » avec des « fuites » destinées à semer à la fois le maximum de confusion et de division, a abouti à un émiettement du « front » syndical. Le dirigeant de FO, Mailly, qui avait accepté l'unité contre El Khomri, a visiblement nourri des espoirs avec Macron, au point de jouer le jeu de la concertation <sup>(1)</sup>.

Comme nous l'avons dit, la CGT avait été le moteur de la mobilisation contre la loi El Khomri, et le front syndical avait tenu jus-

---

<sup>1</sup> Mailly s'était même attribué le fait d'avoir « sauvé la hiérarchie des normes », jusqu'au moment où le contenu des ordonnances a été rendu public. Il a refusé que FO participe aux manifestations de septembre, organisées par la CGT, Solidaires... dont un des thèmes était la dénonciation des ordonnances. C'est une des raisons qui a poussé une majorité de dirigeants de FO à le critiquer et à soutenir la candidature de Pavageau, en avril 2018. Ce dernier s'est rapproché de la CGT, mais il a été poussé à la démission, en octobre 2018. Derrière les raisons mises en avant, il y a l'opposition d'une partie de la direction de ce syndicat à s'engager dans une posture d'opposition au gouvernement.

qu'en juin 2016. Mais, avec l'élection de Macron, la situation politique a profondément changé : l'affaiblissement général des partis de gauche, le champ politique dévasté, un exécutif qui enchaîne les contre-réformes et qui passe outre les anciennes formes du dialogue social,... tout cela a des conséquences sur les organisations syndicales, mais aussi sur la masse des militants. Et pour la CGT, il y a aussi l'entreprise de criminalisation qui cible aussi bien la direction que les militants dans les entreprises (<sup>1</sup>). En plus, outre les ordonnances, il y a eu, coup sur coup, l'annonce de la baisse de 5 euros de l'APL, première étape vers une refonte totale, à la baisse, de la politique du logement social ; l'annonce de la hausse de la CSG, de 120 000 suppressions de postes de fonctionnaires, du gel des retraites (amputées par la hausse de la CSG), la suppression des emplois aidés, une refonte de l'ISF qui fera gagner 4 milliards aux plus fortunés (!) et la poursuite du mécanisme du CICE (<sup>2</sup>).

En même temps, les annonces de baisses de cotisations sociales sur les salaires étaient présentées comme une hausse du pouvoir d'achat.

Le projet de budget va quantifier les économies prévues : 20 milliards répartis en 10 milliards sur le budget de l'Etat, 7 milliards sur le budget de la Sécurité sociale et 3 milliards sur le budget des collectivités territoriales. C'est une « thérapie de choc » qui touche toutes les couches populaires, sous plusieurs angles à la fois : les ouvriers et les travailleurs face à un patronat qui a obtenu en quelques mois l'essentiel de ses exigences pour pouvoir licencier, précariser et réduire les moyens de contestation des syndicats. Les familles populaires qui vont avoir de plus en plus de mal à accéder au logement social, à la santé, à l'école. Les retraités, présentés comme des nantis, ponctionnés une nouvelle fois pour soi-disant aider les plus jeunes, alors que ce sont les plus fortunés qui sont les

---

<sup>1</sup> La CGT n'est pas homogène et plusieurs courants cohabitent à différents niveaux de sa direction. Certains sont en profond désaccord avec la ligne jugée « gauchiste » de la direction, arguant du fait qu'elle n'apporte aucun gain pour la CGT et l'isole, notamment vis-à-vis du gouvernement et du patronat.

<sup>2</sup> Le crédit impôt compétitivité emploi, instauré par Hollande, représente 10 milliards en 2014, puis 17,5 (2015), 18,5 (2016), 19 (2017) et 23 milliards en 2018, année où il doit être transformé en baisse des charges. Chiffres du ministère des finances.



grands bénéficiaires de la suppression de l'ISF, de la réduction des impôts des entreprises, elles-mêmes de plus en plus exemptées de cotisations sociales.

### **2.3 Une contestation sociale qui s'étend**

C'est pourquoi la mobilisation contre les ordonnances, qui a été lancée dès le 27 juin, allait s'inscrire dans un climat général de mobilisations qui s'est étendu au fur et à mesure des annonces des contre-réformes <sup>(1)</sup> qui vont se succéder à un rythme infernal.

Une des caractéristiques de ces mobilisations, c'est qu'elles sont lancées par des collectifs associant syndicats, associations, autour d'exigences précises et concrètes.

Un des premiers collectifs a été celui sur la question de l'APL <sup>(2)</sup>. Il a posé la question qui prend de plus en plus d'importance pour un très grand nombre de personnes vivant aussi bien dans les grandes villes que dans les villes moyennes, à savoir la question du logement.

Cette pratique des collectifs va se développer sur de nombreuses questions : le « réflexe » va se prendre de rassembler largement autour d'exigences, et se battre pour les arracher. Cette pratique de « front » va gagner aussi le mouvement syndical, comme on le voit notamment sur la question de la lutte contre les inégalités hommes/femmes, les violences faites aux femmes qui associe les syndicats, souvent d'abord les « commissions mixité » ou les « commissions femmes » et des associations qui luttent pour les droits des femmes ouvrières, des femmes travailleuses, des femmes des milieux populaires. Le succès de la mobilisation autour du 8 mars et

---

<sup>1</sup> La mobilisation contre les ordonnances ne pouvait pas être LA mobilisation qui allait rassembler le plus grand nombre. Penser qu'elle pouvait cristalliser un « tous contre Macron », alors qu'il n'y avait pas d'unité syndicale et encore moins d'alternative politique, c'était s'illusionner.

<sup>2</sup> « Vive l'APL ». Ce collectif a réuni des associations actives sur la question du logement social (le DAL, la CNL, des associations de locataires, des organismes HLM, des architectes engagés...), des syndicats qui organisent les personnels HLM, des organisations de femmes des milieux populaires, notamment Femmes Egalité, des syndicats étudiants... Il a eu une déclinaison nationale et locale. Il y a 15 millions de mal-logés dans notre pays.

de la « grève à 15h40 », initiée en mars 2017, se confirme d'année en année.

Parmi ces mobilisations, il y avait celle des ouvriers de **GM&S**, à la Souterraine : une entreprise sous-traitante de Renault et PSA, ses seuls clients, qui avaient décidé de la fermer. Engagés dans une bataille qui avait déjà duré neuf mois, les ouvriers ont occupé l'usine et ont appelé à la solidarité, le 16 mai. Il fallait y répondre, ce qu'ont fait les milliers de militants syndicalistes, venus de toute la France.

Les attaques du gouvernement vont également s'en prendre aux libertés démocratiques. Celui-ci a décidé de sortir de « l'état d'urgence », prolongé de trois mois en trois mois, en inscrivant dans la loi l'ensemble des mesures policières et judiciaires liberticides qui ont été mises en œuvre depuis plus d'une année, ce qui fait dire aux organisations qui les ont dénoncées, « **non à l'état d'urgence permanent** ».

Les manifestations contre les ordonnances vont se poursuivre. A chaque fois, de nouveaux secteurs de travailleurs vont y participer. Le 10 octobre, toutes les organisations syndicales de la fonction publique appellent ensemble à une manifestation qui dénonce le projet de suppression de 120 000 emplois de fonctionnaires d'Etat et territoriaux, le blocage des salaires, déjà très bas, et la **suppression des « emplois aidés »**. Cette décision a brutalement jeté des milliers de précaires dans la misère et a porté un coup énorme à tout le monde associatif, notamment dans les quartiers et les petites villes (1). Ce n'est pas un hasard si de très nombreuses personnes, victimes de cette politique contre les pauvres, se retrouveront quelques mois plus tard sur les ronds-points, vêtus de gilets jaunes.

La réponse du gouvernement, en novembre, où une nouvelle manifestation contre les ordonnances avait eu lieu, a été l'annonce

---

<sup>1</sup> Cela concerne 140 000 emplois supprimés en 2017, 20 000 en 2018, année de leur suppression totale. Cette décision « à effet immédiat » a rapporté 1 milliard d'économies à l'Etat. Plusieurs écoles n'ont pas pu assurer la rentrée scolaire, par manque de personnel à la cantine, au centre de loisirs, pour l'entretien des locaux. De nombreuses associations d'aide scolaire ont dû mettre la clé sous la porte. Pôle emploi a été également impacté, car il employait 2 000 personnes avec ces contrats. Il en est de même pour les clubs sportifs. C'est tout le secteur de « l'économie sociale et solidaire » qui est impacté. Un vrai désastre social.

d'une nouvelle charrette de réformes, concernant l'assurance chômage, la formation professionnelle et l'apprentissage, avec un double objectif : diminuer les prestations chômage, orienter la formation de façon à satisfaire les exigences des entreprises, et priver les organisations syndicales de leurs prérogatives en matière de gestion des organismes et de sources de financements. Là encore, le gouvernement n'avait qu'à reprendre les projets ficelés par le patronat. Comme le dira Macron à propos de l'enseignement professionnel, il revient « *aux branches professionnelles de définir la maquette pédagogique, avec l'éducation nationale* » sous la houlette du ministère du travail.

Dans l'éducation nationale, c'est l'idéologue Blanquer qui va mener les réformes au pas de charge, mêlant démagogie (« il faut en revenir à l'école d'antan qui apprenait à lire et à compter ») et attaques contre toutes les expériences pédagogiques en faveur des enfants en difficultés, notamment ceux des milieux pauvres. Il annonce un maximum de 12 enfants au CP et au CE1 dans les ZEP+, mais sans moyens supplémentaires. C'est au lycée et au passage à l'université qu'il va s'attaquer plus particulièrement, avec l'objectif de supprimer le bac, « le même partout et pour tous », et de restreindre considérablement l'accès à l'université, sous prétexte de combattre l'échec scolaire. Il veut également que les établissements soient gérés par des directeurs aux compétences élargies, y compris sur les enseignants, qu'il veut mettre au pas et faire « travailler plus ».

### **Le mécontentement ne cesse de s'élargir et gagne en profondeur.**

Macron répète sans cesse qu'il maintiendra le cap, quitte à être impopulaire. Quelques brèches ont été ouvertes dans certains secteurs où patronat et gouvernement vont accepter des dérogations aux ordonnances (1). Mais il ne cède ni aux retraités, de plus en plus nombreux à manifester, ni aux fonctionnaires. Il gère le pays comme un patron à la tête d'un conseil d'administration d'une grande entreprise.

La situation des ouvriers, des couches populaires, s'est sensiblement aggravée. Faire grève devient coûteux, pour des salaires qui

---

<sup>1</sup> Notamment dans les transports, où le patronat voulait revenir sur des acquis en termes de salaires, repos, heures supplémentaires.

n'augmentent pas, malgré les multiples grèves sur cette question et dont certaines ont été payantes. Mais ce n'est pas la situation générale. L'Assemblée nationale vote les ordonnances, le 28 novembre. La bataille va se livrer dans les entreprises, pour empêcher leur application.

Macron s'occupe aussi des grands problèmes du monde, en poursuivant les guerres en Afrique et au Moyen-Orient. Il se paie le luxe de faire une tournée dans les pays de la Françafrique, en novembre, pour appeler la jeunesse à « prendre les affaires en mains », au sens premier du terme, c'est-à-dire se lancer dans le business. Quand il voudra fanfaronner devant les jeunes étudiants du Burkina, saluant leur esprit révolutionnaire, il se fera remettre à sa place.

Plus que jamais dans l'arrogance, il reprendra la thèse du « ruisellement », du haut vers le bas et fait l'apologie des « premiers de cordée ».

**Voici une partie du résumé que nous faisons du bilan de l'année 2017 (*La Forge* 581 de janvier 2018)**

**« Avec Macron, les contre-réformes changent d'échelle**

Macron est le représentant direct de l'oligarchie. Avec lui, c'est directement l'oligarchie qui est “aux manettes”, et il est là pour aller au bout des contre-réformes engagées depuis des années par les gouvernements successifs pour mettre à bas le système de protection sociale (santé, Sécu, assurance chômage...), les mécanismes qui avaient ouvert l'enseignement supérieur à des couches populaires et “démocratisé” l'école, pour donner “les mêmes chances à toutes et à tous” au profit d'un système de formation et de sélection aux mains du patronat. Le budget qui vient d'être voté, ainsi que celui de la Sécu, entérinent une série de mesures fiscales clairement destinées à enrichir les riches et les actionnaires (suppression de l'ISF, diminution de l'impôt sur les sociétés, abaissement du prélèvement forfaitaire sur les revenus du capitale) et à faire payer les salariés (augmentation de la CSG), taxer davantage les retraités et ponctionner les allocataires de l'APL. La réforme de la fiscalité locale, engagée à travers la baisse de la taxe d'habitation, ou la baisse de l'APL, illustrent la “méthode” Macron : annoncer une hausse du pouvoir d'achat des ménages (via la suppression de la taxe d'habitation), mais la faire porter par les collectivités, les ponctionner en di-

sant que les bailleurs vont “compenser” cette perte, par une diminution des loyers.

**Mais la première grande contre-réforme de Macron, c'est d'avoir fait sauter le “verrou” du droit du travail, le même pour tous, applicable partout, au profit d'un droit “négocié” entreprise par entreprise, éventuellement branche par branche, avec un patronat qui veut aller vite et loin et des syndicats divisés et sans cesse accusés de ne représenter que “leurs intérêts” et pas celui des salariés.**

Le syndicalisme de lutte est la cible des attaques patronales et gouvernementales. Ce syndicalisme, qui est notamment vivant dans la CGT, qui a repris de la vigueur avec le grand mouvement contre la loi El Khomri (en 2016) et a embayé avec la mobilisation contre les ordonnances Macron en 2017. Il est criminalisé et traité de “ringard”.

L'avalanche des réformes modèlent une société profondément inégalitaire. Une société capitaliste qui exacerbe l'individualisme et la concurrence de tous contre tous, et qui veut instaurer dans les entreprises une collaboration étroite entre le Capital et le Travail, par l'intégration des syndicats et des élus au sein des “comités sociaux et économiques”. C'est une forme “nouvelle” d'Etat corporatiste : c'est ça le “nouveau monde” qu'il façonne.

Sur toutes les questions - l'Etat d'urgence pérennisé et inscrit dans la constitution, la traque des migrants, les guerres et la militarisation -, Macron poursuit les politiques antérieures, tout en se voulant plus pragmatique. Il dit “parler avec tout le monde, sans tabous”, mais c'est avec les dirigeants les plus réactionnaires qu'il s'affiche : Trump, Poutine, Netanyahu, l'émir de l'Arabie saoudite, Erdogan... Mais quel est le résultat concret de cet activisme, si ce n'est de proclamer partout que “la France est de retour sur la scène internationale”. Pour faire quoi ? Pour continuer à vendre des armes, pour essayer d'embarquer plus de gouvernements dans les guerres en Afrique, pour pousser à l'Europe de la défense, à la modernisation des armes nucléaires et des sous-marins qui les portent dans leurs flancs.

Les peuples des colonies qui se révoltent et exigent des aides ont droit à une visite, mais il leur dit qu'il “n'est pas le père Noël”. Aux peuples des néocolonies d'Afrique, à la jeunesse de ces pays, qui subissent les conséquences des guerres et

de la politique de pillage et de domination des monopoles français, il demande de tourner la page de la colonisation et de se “prendre en mains”. “Sans vous, sans le franc CFA, sans les troupes françaises, sans Bolloré, sans Bouygues et Cie” lui ont répondu les jeunes, les organisations syndicales, des associations démocratiques, des partis révolutionnaires qui luttent pour se débarrasser du carcan néocolonial imposé par l'impérialisme français. »

### **De janvier à mars 2018, de nouveaux fronts de résistance vont s'ouvrir ou prendre une nouvelle ampleur.**

C'est d'abord la grève historique des **personnels des EHPAD** (établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) : des dizaines d'établissement se mettent en lutte le même jour, sur les mêmes revendications. Familles et mêmes personnes âgées vont les soutenir. A partir de là, les personnels des EHPAD vont de plus en plus participer aux mobilisations de leurs collègues de la santé, et les retraités vont être à leurs côtés. Les retraités seront très nombreux dans les mobilisations contre la réforme des retraites.

C'est l'annonce du plan Bompard, Pdg du monopole **Carrefour**, soutien de la première heure de Macron, qui veut augmenter les profits en supprimant 5 000 emplois et en restructurant le groupe, en fermant des magasins ou en les « franchisant ». Il n'y a que des représentants de monopoles qui siègent au conseil d'administration de Carrefour <sup>(1)</sup> : il faudra un certain temps pour que les organisations syndicales se mettent d'accord pour engager une mobilisation de tout le groupe, le même jour. Dans ce secteur où les bas salaires et les travailleurs - et surtout les travailleuses - pauvres sont légion, où la répression antisyndicale est très forte, la grève du 31 mars 2018

---

<sup>1</sup> Comme tous les conseils d'administration des grands groupes, on y retrouve les leaders eux-mêmes à la tête de grandes entreprises, de banques... Il y a, par ordre de part d'actions, la famille Moulin, qui dirige les Galeries Lafayette, un grand patron du commerce brésilien, le groupe Bernard Arnault, première fortune de France, à la tête de LVMH, la banque J.P. Morgan et la Bank of America. Y siègent également la patronne de Media Figaro, le président d'Arianespace, S. Courbit, producteur TV, et patron dans l'hôtellerie de luxe, les jeux en ligne. Y avait notamment siégé, T. Breton, ancien Pdg de France Télécom (entre autres), Pdg d'Atos, et aujourd'hui commissaire européen proposé par Macron, dans la commission présidée par Von den Leyen.

sera un grand succès, avec 25 000 grévistes.

En février de la même année, **une grève de 161 travailleurs sans papiers** va être organisée au niveau de six entreprises de la région parisienne. Ce mouvement est coordonné au niveau des UD, avec l'appui de la confédération et le soutien de fédérations. La CGT-B du Burkina et d'autres syndicats d'Afrique enverront des messages de soutien, relayant ainsi cette grève au niveau international. C'est le premier mouvement de ce type sous l'ère Macron. Fin mars, la victoire est quasi complète. Il faut souligner le fait que ce mouvement s'est déroulé en pleine surenchère sur l'immigration, avec un ministre de l'intérieur, Collomb, qui voulait faire passer une énième loi durcissant les règles en matière d'immigration et de droit d'asile. Cette grève s'est fixé comme objectif la régularisation effective des travailleurs sans papiers en lutte, en tenant compte du rapport de force réel et du contexte <sup>(1)</sup>.

## 2.4 La lutte des cheminots

L'ensemble des organisations de la SNCF se rencontrent le 15 mars 2018, au lendemain de la présentation du projet de loi sur la « réforme ferroviaire ». Le gouvernement veut faire passer cette loi, par ordonnance. Les syndicats appellent à une grève et manifestation le 22 mars, jour de la manifestation prévue de longue date, à l'appel de l'intersyndicale de la fonction publique.

Cette réforme veut en finir définitivement avec le statut de l'entreprise publique et faire disparaître le statut de cheminot. Elle veut accélérer l'ouverture généralisée à la concurrence sur tous les segments - le transport voyageur, les TGV - et généraliser les critères de gestion du privé. Macron avait cru pouvoir amadouer les cheminots en lançant : « lâchez votre statut et l'Etat reprendra toute la dette ». Dans cette entreprise qui emploie 150 000 cheminots, toutes catégories confondues, on tient au statut et on se transmet cet attachement légitime de génération en génération ; c'est une contrepartie à une vie aux horaires hachés, aux bas salaires... La dette, les travailleurs de la SNCF savent que ce n'est pas eux qui l'ont creusée,

---

<sup>1</sup> Cette grève, comme toutes celles que nous avons soutenues, au niveau syndical et politique, a prouvé l'importance et la justesse du recours à la grève, dans l'entreprise qui exploite les travailleurs sans papiers, ou dans les locaux de celles qui recourent aux entreprises d'intérim.

qu'elle enrichit les banques, qu'elle a enrichi les grandes sociétés de travaux publics, toujours les mêmes, qui se partagent les chantiers. Cela fait des années qu'on leur sert ce discours sur la nécessité d'évoluer, de se mettre en conformité avec les « paquets ferroviaires européens ».

Le **22 mars**, à Paris, les deux cortèges, celui des cheminots venus de toutes les régions, et celui des fonctionnaires vont se rejoindre à la Bastille.

Cette mobilisation a pris une forme particulière ; un cycle de grèves de deux jours sur cinq, annoncés à l'avance, pour que les cheminots puissent tenir financièrement, en désorganisant le trafic pour faire pression sur la direction et le gouvernement en première ligne. Les usagers ont tout de suite copié la grille des jours de grève et se sont organisés en conséquence. Mais cette grève a aussi obligé les militants à un intense travail pour recueillir les déclarations individuelles d'intention de grève, 48 heures avant le début de la grève, un mécanisme imposé par Sarkozy. Dans la même période, la mobilisation étudiante contre **Parcoursup**, partie notamment des facultés de Toulouse <sup>(1)</sup>, a bloqué un certain nombre de facs. Le 23 mars, des fascistes attaquent violemment les étudiants de la faculté de Montpellier : le doyen et un enseignant sont directement impliqués dans l'organisation de ce commando. Les étudiants vont rejoindre les mobilisations syndicales des cheminots, notamment à partir du **3 avril**.

La grève reste très populaire : la défense du service public des transports est d'autant plus partagée que les fermetures de lignes, de guichets, impactent fortement les usagers, notamment ceux des régions où il faut faire de longs trajets pour aller travailler, mais aussi pour aller à l'hôpital, à l'école, à l'université...

Le **19 avril**, une nouvelle manifestation interprofessionnelle rassemble cheminots, étudiants, mais aussi les travailleurs d'**Air France**, en grève pour les salaires. Ces derniers vont infliger un camouflet au Pdg, Janaillac, qui organisera le 4 mai un référendum sur une limitation de la hausse des salaires à 7 % sur trois ans <sup>(2)</sup>,

---

<sup>1</sup> A Toulouse, c'est le projet de fusion des deux facultés et de deux écoles d'ingénieurs qui a mobilisé les étudiants. Ce mouvement s'est rapidement étendu autour de la question de la loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants (loi ORE), qui a introduit Parcoursup.

<sup>2</sup> Il répondait à la revendication des syndicats qui exigeaient un rattrapage immédiat de 5,1 % sur l'année 2018.



mettant sa démission dans la balance. La réponse a été majoritairement « non » et il a dû se démettre. Les salariés de Carrefour sont également présents, ainsi que de nombreux hospitaliers. Des liens se tissent entre ces différentes catégories, d'autant plus qu'il y a beaucoup de couples formés de cheminots et de personnels de santé, ou d'enseignants (1).

Les cheminots vont aller distribuer des tracts aux usagers, organiser des rassemblements publics devant les gares. Un mouvement de solidarité va se développer, notamment de la part des artistes qui, en quelques semaines, va réunir un million d'euros.

Le 22 mars, la veille de la manifestation, 11 organisations et partis politiques font une déclaration commune de soutien au mouvement des cheminots. C'est la première fois, depuis les élections présidentielles et législatives, qu'une telle initiative est prise. Notre parti y participe (2). La FI est, en quelque sorte, obligée de s'y joindre. Mais ce collectif aura beaucoup de mal à fonctionner en tant que tel.

Lors des différentes manifestations, des heurts ont eu lieu entre la police et des groupes de manifestants. La manifestation du 1<sup>er</sup> mai, à Paris, va être scindée par les charges policières qui ont empêché la CGT de suivre le parcours prévu. **Une nouvelle étape dans la criminalisation de l'action syndicale est franchie.** On ne le sait pas encore, mais un certain Benalla, proche conseiller de Macron, va sévir avec d'autres individus sans statut précis, mais agissant comme des policiers au milieu de policiers, contre plusieurs manifestants. Il faudra attendre juillet pour que cette affaire soit révélée par *Le Monde*.

Le 14 mai, une consultation organisée au sein de la SNCF par

---

<sup>1</sup> Lors d'un des déplacements de Macron, dans un hôpital où une partie du personnel était en grève mais présent, car réquisitionné, ce dernier a voulu une fois de plus faire la leçon en expliquant qu'à la SNCF, comme ailleurs, il « faut rembourser la dette ». Ce à quoi une infirmière lui a répondu en substance « mais ce sont les banques qui ont beaucoup profité de la dette, ce sont elles qui devraient payer ». Réponse de Macron : « vous dites des bêtises » !

<sup>2</sup> Ce groupe des 11 va durer tout au long de la grève des cheminots. La fédération CGT des cheminots saluera cette initiative et s'adressera plus tard aux « onze » pour leur proposer de participer au comité de vigilance ferroviaire, auquel notre parti continue de participer.

les syndicats, ouverte à tous, y compris ceux qui ne participent pas à la grève, donne 95 % de « oui » aux revendications.

L'adoption par l'Assemblée et le Sénat, les 13 et 14 juin, de la loi sur la réforme ferroviaire est le prétexte, pour la CFDT, à quitter le mouvement, mettant en avant quelques « améliorations ». Mais ce vote laisse de nombreuses questions en suspens, car les décrets qui doivent la transcrire ne sont pas prêts. La seule chose qui est « acquise », c'est la fin de l'embauche avec le statut au 1<sup>er</sup> janvier 2020. Le gouvernement prétend en avoir terminé, mais de nombreuses questions restent en suspens : la convention collective pour les personnels de la SNCF, les conditions de détachement du personnel SNCF dans les entités privées qui reprendront des lignes, en matière de salaires, de possibilités de « retour » à la SNCF... De plus, le gouvernement et la direction de la SNCF s'étaient engagés à réaliser des investissements (200 millions) et à reprendre la dette (35 milliards). De toute façon, sans cela, aucune société privée ne se portera candidate à l'achat d'une ligne.

La grève ne sera suspendue qu'en juillet, après une dernière mobilisation interprofessionnelle, le 25 juin. Des mobilisations vont encore avoir lieu en lien avec les négociations sur la convention collective et les accords d'entreprise. L'état d'esprit des grévistes est résumé dans leur slogan : « **on n'est ni résignés, ni battus** ». Ils accorderont majoritairement leur voix aux élections professionnelles de novembre aux syndicats qui ont animé la grève : CGT, 34 %, Unsa, 23,9 % et Sud Rail, 17,28 %.

En octobre, la fédération CGT des cheminots proposera la création d'un collectif de « vigilance ferroviaire », ouvert aux associations d'usagers, aux élus des collectivités territoriales (qui gèrent notamment les TER) et aux partis politiques. Les mobilisations des usagers contre les fermetures de lignes, de gares, de guichets... se multiplient. La défense du service public du transport ferroviaire fait aujourd'hui partie des exigences portées très largement.

Trois éléments jouent un rôle très important : d'une part, la nécessité vitale, pour des millions d'usagers, d'avoir accès au transport public, à un prix abordable, avec un maximum de sécurité et de régularité. Ces notions sont incompatibles avec l'impératif de rentabilité des sociétés privées.

D'autre part, la question de l'accès égal pour tous à ce transport, ce qui signifie que le critère de rentabilité, pour la SNCF, dans laquelle l'Etat reste actionnaire majoritaire, doit être banni au profit du

seul critère de l'utilité sociale.

Enfin, il y a une dimension écologique : le train pollue moins que le camion et les voitures.

## 2.5 Manifestation « pot au feu » et Marée populaire

La mobilisation des cheminots et des étudiants, le climat général d'ébullition sociale et la répression systématique de la contestation sociale de la part d'un pouvoir arrogant, ouvertement au service des riches et des patrons, font qu'une partie des colères qui s'accumulent se cristallisent sur Macron. La « manifestation pot-au-feu », impulsée notamment par F. Ruffin et soutenue par la FI, se veut « ouverte à tous et toutes », festive, non violente. Les partis politiques sont priés de se faire discrets, ce qui n'empêchera pas les dirigeants de la FI de vouloir en prendre la tête, créant des tensions et des frustrations au sein de la manifestation.

La démarche impulsée par Attac et Copernic est différente : elle propose à l'ensemble des forces politiques, associatives et syndicales, d'organiser ensemble une grande manifestation populaire. Ce sera la **Marée populaire du 26 mai 2018**, qui se déclinera dans de nombreuses villes, dont Paris. Quatre aspects expliquent le succès de cette initiative :

- L'unité s'est rapidement faite sur la plate-forme : dénonciation de la politique nationale et internationale de Macron, soutien aux luttes, mise en avant d'un ensemble d'exigences politiques et sociales, qui sont largement partagées.
- La démarche suivie a permis à chaque organisation de s'investir, sans qu'une organisation n'impose ses vues et son leadership. C'est notamment une réponse aux volontés hégémoniques de la FI.
- Le souci de gagner la CGT, au plus haut niveau (au niveau confédéral), en tant que principale organisation syndicale, reconnue comme telle, à la démarche de la « marée » <sup>(1)</sup>
- Le fait que de nombreuses associations se sont engagées dans la démarche, notamment au niveau local.

« Tout le monde a joué le jeu » et la démonstration a été faite que l'aspiration à se retrouver ensemble était très forte, mais que

---

<sup>1</sup> Cela a pris du temps, car le secrétariat a voulu obtenir l'aval des structures.

cela suppose de respecter le caractère large et unitaire de la démarche. Certaines organisations ont voulu transformer le collectif d'animation en structure pérenne. Ce volontarisme s'est heurté à la réalité : les conditions n'étaient pas remplies pour que toutes les composantes suivent cette voie.

## 2.6 L'affaire Benalla

Cette « affaire », qui éclate en juillet 2018, pose plusieurs questions. Qu'est-ce qu'elle révèle des pratiques à l'œuvre dans l'entourage de Macron ? Pourquoi est-ce que c'est *Le Monde* qui l'a révélée et alimentée ? Quelles en ont été les conséquences ?

Tout d'abord, il s'agit d'individus qui ont joué un rôle dans la répression de la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai 2018, qui visait à empêcher la CGT et les autres organisations de manifester. Ce n'est pas seulement des agissements de nervis, car ils ont agi en étant « couverts ».

Benalla a visiblement bénéficié d'une grande latitude pour mettre en place un service de « protection » de la présidence, échappant aux mécanismes existants, qui reposent sur les services spécialisés de la police et de la gendarmerie. Cette affaire a déclenché une « guerre » entre ces différents services, qui s'est étalée lors des auditions de la commission d'enquête du Sénat. La préfecture de police de Paris a été « lâchée » par le ministre de l'intérieur, Collob, qui a donné l'impression de n'être au courant de rien... <sup>(1)</sup>. La haute hiérarchie de la gendarmerie, qui fait partie de l'armée, s'est présentée comme le garant de l'ordre républicain.

Macron a été mis en cause directement. Le fait que *Le Monde* ait joué de bout en bout un rôle déterminant dans l'éclatement, puis la couverture et les commentaires de cette affaire, alors qu'il a également joué un rôle clé dans la promotion de Macron, montre qu'il ne s'agit pas seulement d'une question « journalistique ».

En réalité, la façon de mener les réformes, en écartant et en affaiblissant les « corps intermédiaires », en rabaisant systématique-

---

<sup>1</sup> Elle a souvent été pointée comme un « Etat dans l'Etat » et accusée d'avoir des liens privilégiés avec des caciques de la droite qui bénéficient ainsi d'informations « en direct », ce qui est inacceptable pour Macron. A la suite de l'attentat qui a eu lieu dans les locaux mêmes de la préfecture, en octobre 2019, cette question est revenue dans les commentaires : « il faut mettre un terme à "l'autonomie de la PP" ».

ment le rôle du parlement, transformé, via le groupe hégémonique de LRM, en simple chambre d'enregistrement, a certes permis de les faire « passer », mais à quel prix, en termes de radicalisation de la contestation sociale. De plus, les coups portés aux collectivités locales, à travers les coupes dans les budgets imposées par le gouvernement, ont provoqué une opposition forte des élus, qui ne manquent pas une occasion de l'exprimer, comme lors du congrès annuel des maires de France, ou des assemblées de responsables des régions.

La méthode Macron affaiblit aussi les syndicats qui, comme la CFDT, sont prêts à inspirer et à « accompagner » les réformes dans un sens de collaboration de classe ouverte. Comme le dira un militant qui participait à la grand-messe du 3 octobre réunissant 10 000 adhérents, pour fêter la première place de la CFDT dans le privé : « *à quoi ça sert d'être le premier syndicat dans le privé si on ne nous écoute pas ?* ».

Cela faisait déjà un certain temps que des chroniqueurs influents du *Monde* alertaient sur les dangers de l'isolement dans lequel l'exécutif se plaçait, toujours en première ligne. Ce qui aboutissait non seulement à radicaliser la contestation sociale, mais aussi à la faire monter de plus en plus au niveau d'une contestation plus politique, avec l'accusation portée contre Macron d'être « le président des riches et des patrons ».

L'affaire Benalla a été l'occasion d'adresser un avertissement à Macron, pour lui demander de modifier sa façon de gouverner.

La droite parlementaire, notamment au Sénat, s'est saisie de cette occasion pour monter au créneau et donner en direct, devant les caméras qui tournaient en continu, des leçons de « démocratie républicaine » à l'exécutif, tout en évitant soigneusement toute critique de la « répression » du mouvement social, tant que celle-ci reste dans le cadre « républicain ». On a assisté à une communion dans l'esprit républicain de la part de toutes les forces représentées à l'Assemblée, à l'exception du groupe LRM, visiblement divisé et ébranlé.

Macron a pris en compte la « leçon », non sans mal. Quand il lancera, devant les députés du groupe qu'il a réunis à la Maison de la Chimie à Paris, le 28 juillet, « *qu'ils viennent me chercher* », c'est l'arrogance qui parle <sup>(1)</sup>. Mais il décidera de remiser, du moins mo-

---

<sup>1</sup> Cette bravade a certainement été entendue par beaucoup de celles

mentanément, la réforme constitutionnelle en préparation, dont un des objectifs est la diminution du nombre de sénateurs, contre laquelle la droite sénatoriale, Larcher en tête, est vent debout <sup>(1)</sup>.

Quant à son premier ministre, il ira calmer les inquiétudes du patronat qui, s'il n'est pas contre un changement de style, commence à s'inquiéter d'un éventuel changement de cap. Philippe renouvellera auprès du nouveau dirigeant du Medef, de Bézieux, l'engagement de convertir les 20 milliards du CICE en « baisse pérenne des charges sociales ».

Quoi qu'il en soit, cette affaire collera à la peau de Macron et alimentera, notamment à l'extrême droite conspirationniste, toutes sortes d'hypothèses.

Fin août, nouveau coup de théâtre : le ministre de l'écologie, N. **Hulot**, annonce à la radio sa démission. Il ne croit plus à « la politique des petits pas » en matière de lutte contre le changement climatique ou contre les pesticides, allant jusqu'à mettre en cause le système capitaliste. Cette démission met en lumière l'inaction de Macron dans le domaine de l'écologie. Il faut dire qu'au lendemain de la démission de Hulot, un rapport d'experts est rendu à Philippe sur la politique nucléaire à l'horizon 2035, qui préconise la construction rapide de six EPR ! Une exigence qui reviendra régulièrement sur la table, sans jamais être écartée par le gouvernement.

Après l'affaire Benalla, la démission de Hulot est perçue, dans les masses populaires, comme un désaveu supplémentaire de Macron.

Les résultats de la sélection introduite par Parcoursup montrent que les critiques et les craintes formulées par les organisations étudiantes et enseignantes étaient largement fondées : de nombreux jeunes bacheliers restent sur le carreau, sans fac. Comme le disent de nombreux militants enseignants : « *le désastre annoncé a eu lieu* ».

Le passage devant le Sénat de la loi Elan <sup>(2)</sup>, sur le logement,

---

et ceux qui vont, plus tard, enfile le gilet jaune et manifester sur les Champs-Élysées aux cris de « Macron démission » et qui vont essayer « de le chercher » jusque dans les bureaux des ministres.

<sup>1</sup> Larcher saura négocier par la suite des aménagements à cette loi qui reste encore dans les tiroirs.

<sup>2</sup> Cette loi introduit un « bail mobilité », de 1 à 10 mois, censé répondre aux attentes des jeunes, mais qui aboutit à précariser le bail.

aggrave encore la situation des mal-logés, avec notamment une criminalisation accrue des familles obligées de squatter des appartements ; 2,8 millions d'appartements sont inoccupés. Le DAL organise un rassemblement début septembre.

Des grèves ont lieu dans les secteurs « ubérisés », comme les livreurs « indépendants » de Deliveroo. Dans le « low-cost » aérien, une grève internationale mobilise les salariés de Ryanair en septembre.

Dans plusieurs entreprises, des grèves se développent pour des augmentations de salaires. Alors que les salariés n'y arrivent plus, les chiffres des dividendes perçus par les actionnaires donnent le vertige. Selon un cabinet international d'experts <sup>(1)</sup>, « *la France est de loin le plus grand payeur de dividendes en Europe* » : 50,9 milliards de dollars de dividendes au cours du deuxième trimestre de 2018, soit une progression de 23,6 % (cité par *La Tribune* du 21/08/2018).

## 2.7 Climat de guerre et militarisation

**Les mobilisations du 21 septembre 2018, « journée internationale pour la paix », se déroulent dans un climat de guerre de plus en plus périlleux.**

Quelque 13 000 soldats <sup>(2)</sup> participent aux opérations extérieures (OPEX), dont 4 500 au Sahel, avec un déploiement de plus en plus important dans le nord du Burkina Faso ; 1 000 sont engagés

---

Elle oblige aussi les organismes HLM à évaluer, tous les trois ans, la situation des locataires, le taux d'occupation des appartements. En clair, les parents et grands-parents logeant temporairement des enfants sont menacés de devoir quitter leur logement. L'obligation de rendre accessibles les immeubles neufs aux handicapés est allégée : de 100 % de logements, on passe à 20 %. Elle prévoit également de supprimer l'avis potentiellement opposable des architectes des Bâtiments de France, ce ne sera plus qu'un avis.

<sup>1</sup> Selon le cabinet Janus Henderson.

<sup>2</sup> Chiffres 2020, sur le site du Sénat, qui fait la différence entre les opérations extérieures « multinationales » (près de 10 000), celles qui sont menées dans un cadre « bilatéral » (comme au Tchad), les « forces de présence » (les bases permanentes notamment en Afrique) et les forces de « souveraineté » (dans les colonies). Site :

<https://www.senat.fr/rap/r08-178/r08-1782.html>

dans l'opération Chammal (Irak et Syrie), 300 soldats sont déployés en Lituanie ; des chars Leclerc et des Mirage le sont en Estonie (dans les deux cas, dans le cadre de l'engagement de la France dans l'Otan).

**La question de la militarisation**, du poids des dépenses militaires, de l'importance des ventes d'armes, des alliances militaires, commencent à être posés de façon plus large dans le débat social et politique. Comme nous l'avons souligné, Hollande a été un des présidents les plus « belliciste » de ces quarante dernières années. Macron lui a emboîté le pas, en affichant la continuité de tous les engagements militaires et ses prétentions en tant que « chef des armées » <sup>(1)</sup>. Le budget du ministère de la guerre fait partie de ceux qui continuent à augmenter. La loi de programmation militaire 2019-2025, la première de la présidence Macron, porte le budget à 295 milliards d'euros, avec une augmentation de 34,2 à 50 milliards par an, d'ici 2025. La force de frappe nucléaire et la modernisation des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins sont des priorités : 42 milliards pour les sous-marins. Le mot d'ordre « De l'argent pour l'école et la santé, pas pour l'armement, pas pour faire la guerre » est largement compris et commence à être repris dans les mobilisations.

L'engagement militaire au Sahel prend toujours plus d'importance et l'impérialisme français essaie d'y gagner le soutien de ses alliés de l'UE, notamment de l'Allemagne. Comme nous l'avons souligné, le Mali se transforme en borbier et la situation ne cesse de s'aggraver dans le nord du Burkina Faso. La présence militaire française ne signifie en rien, bien au contraire, une stabilisation et une sécurisation de la région.

Le G5 Sahel <sup>(2)</sup> est un fiasco et les alliés européens, ainsi que l'Onu, sont très réticents à le financer.

---

<sup>1</sup> Le 17 juillet 2017, le chef d'état-major des armées, P. de Villiers, a été publiquement « recadré » par Macron parce qu'il avait critiqué le manque de moyens dont disposaient les armées. Cela a entraîné la démission du général et a provoqué une tension avec la haute hiérarchie militaire qui n'a pas apprécié la méthode.

<sup>2</sup> Le G5 Sahel comprend des forces armées de Mauritanie, du Mali, du Burkina Faso, du Niger et du Tchad. La France n'en est pas membre, mais c'est elle qui en est la principale promotrice.



**Macron pousse à la militarisation de l'UE, en collaboration avec les dirigeants allemands.** Des alliances stratégiques se nouent entre les monopoles d'armement : dans l'aéronautique, autour de Dassault, Airbus, pour la construction d'un avion de combat « du futur », dans les blindés, autour de KNDS <sup>(1)</sup>, de drones...

Les ventes d'armes à l'Arabie saoudite ont été mises sous les feux de l'actualité au moment de l'assassinat de l'opposant Khashoggi à l'ambassade d'Arabie saoudite à Istanbul, en Turquie, le 26 octobre 2018. Les accusations vont très vite remonter jusqu'au prince héritier du royaume, Mohammed ben Salmane (connu sous les initiales de « MBS »), qui a engagé son pays dans la guerre du Yémen. Les autorités françaises ont commencé par nier l'utilisation d'armes françaises contre les populations du Yémen, poursuivant des journalistes qui ont documenté cette question. Elles refusent de suspendre ces livraisons à un de ses plus gros clients <sup>(2)</sup>. Elles font pression sur le gouvernement allemand pour qu'il ne s'oppose pas aux ventes d'armes coproduites par des entreprises franco-allemandes. Un certain nombre d'organisations, dont notre parti, ont mis en avant l'exigence de l'arrêt des ventes d'armes à l'Arabie saoudite. Ce serait un pas important dans la mobilisation contre la politique de guerre et de militarisation qui prend toujours plus d'importance politique et économique. De plus, c'est le secteur où règnent le secret et la corruption à grande échelle.

La mobilisation contre le **Service national universel (SNU)** <sup>(3)</sup> s'inscrit dans le travail idéologique à mener contre

---

<sup>1</sup> KNDS est une alliance entre le monopole français Nexter et le consortium allemand Krauss Maffei Wegmann et Rheinstall qui doit en prendre la direction.

<sup>2</sup> Les plus gros acheteurs sont l'Égypte, l'Inde, l'Arabie saoudite et les Emirats Arabes Unis.

<sup>3</sup> L'idée d'un service militaire universel faisait partie du programme de Macron, qui voulait réintroduire un service militaire obligatoire. La haute hiérarchie militaire n'en voulait pas : trop lourd, trop cher et inadapté aux importants besoins de recrutement. Beaucoup de jeunes engagés quittent l'armée rapidement et l'afflux de volontaires, suite aux attentats, n'a pas changé la donne. Le projet ressortira sous la forme d'un service national universel, qui devrait devenir obligatoire pour tous

l'instrumentalisation de notions comme celle de la « défense de la nation », des interventions militaires justifiées par la guerre contre le terrorisme...

## 2.8 Les violences sexistes et sexuelles envers les femmes

Elles sont présentes dans tous les pays du monde. La lutte contre ces violences existe depuis de nombreuses années.

Si la date du 25 novembre, journée internationale pour l'élimination des violences faites aux femmes, est marquée par de multiples manifestations partout dans le monde depuis 1999 <sup>(1)</sup>, c'est en octobre 2017, après la publication des enquêtes accusant H. Weinstein d'agressions sexuelles, que cette date deviendra un important rendez-vous. L'appel à libérer la parole sous le *hashtag* existant depuis 2007 de #MeToo sera un moyen pour informer l'opinion publique, la mobiliser contre les violences sexistes et sexuelles dont sont victimes les femmes.

En France, **c'est le 24 novembre 2018** qu'on assistera à une première grande manifestation rassemblant plus de 80 000 manifestantes et manifestants dans tout le pays à l'appel de « Nous toutes ». En 2019, les manifestations s'amplifient : 150 000 femmes et hommes vont battre le pavé dans 70 villes pour dénoncer les violences et exiger les moyens nécessaires pour les combattre. Etat,

---

les jeunes, garçons et filles, à partir de 16 ans. Il aura une durée plus limitée (au moins deux fois 15 jours), ne sera pas seulement encadré par des militaires, mais reprendra des symboles (levée du drapeau, uniforme, stages dans des gendarmeries pour ceux qui le veulent). Il a deux vocations : permettre à l'armée, à la police de recruter des jeunes « motivés » et, plus généralement, inculquer les « valeurs de la république et de la nation » et inciter les jeunes à s'engager à les défendre et les mettre en œuvre. Un collectif « Non au SNU » a été mis en place, auquel participent notre parti, l'UJR et de nombreuses organisations et associations.

<sup>1</sup> La Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes est soutenue par l'ONU depuis 1999. Cette date renvoie à l'histoire des sœurs Mirabal en République Dominicaine : Patria, Minerva et Maria Teresa, trois sœurs ayant combattu la dictature du président Trujillo, emprisonnées, battues, violées et assassinées le 25 novembre 1960.

police et justice sont dénoncés pour leur inaction.

Ces mobilisations sont le résultat du travail des associations féministes qui dénoncent les violences depuis des années. C'est aussi celles des syndicats, notamment la CGT, Solidaires et la FSU qui, dès 2017, informent, concernent et mobilisent les salariées contre les violences sexistes et sexuelles au travail mais aussi les violences au foyer et dans la rue.

## **2.9 Un nouveau gouvernement Philippe pour maintenir le cap néolibéral**

**G. Collomb**, chahuté durant l'affaire Benalla, décide le 3 octobre 2018 de quitter son poste pour retourner à Lyon, avec l'intention de gagner les élections municipales de 2020 ! Ce départ d'un poids lourd du gouvernement prend de court Macron et Philippe et les oblige à en revoir la composition. L'objectif affiché est celui de l'efficacité. Cela mettra du temps : l'annonce de sa composition se fera le 16 octobre.

Castaner remplace Collomb : c'est un « fidèle parmi les fidèles », prêt à couvrir les policiers en toute circonstance, comme on le verra lors de la répression des manifestations des gilets jaunes. Nunez, ancien de la DGSI, est nommé à ses côtés : c'est un homme du sérail policier qui sera notamment chargé du dossier « préfecture de police de Paris ».

Les ministres en butte à la contestation sociale, Blanquer à l'éducation nationale et Buzyn à la santé, sont confirmés. G. Attal va être chargé de la mise en place du Service national universel (SNU), sous l'autorité de Blanquer.

Dans la liste des nouvelles promues, plusieurs femmes sont d'anciennes lobbyistes : E. Wargon, qui a travaillé chez Danone <sup>(1)</sup> et défend l'usage industriel de l'huile de palme, est nommée secrétaire d'Etat auprès de De Rugy, à l'écologie ! La notion de « conflits

---

<sup>1</sup> Danone, un des monopoles de l'agro-alimentaire, est depuis longtemps un monopole très influent. Son Pdg de l'époque a ouvertement soutenu Mitterrand en 1981. Le Pdg de Danone sera parmi les plus actifs soutiens de Macron au moment du mouvement des gilets jaunes, quand les grands patrons ont « sorti le carnet de chèques ». On le retrouve parmi les patrons qui s'engageront dans le « forum de Paris pour la paix » (12/11) et celui sur l'écologie et l'économie « inclusive », au moment du G7 de Biarritz.

d'intérêts » est redondante avec le caractère « pro-business » assumé du gouvernement.

Les députés et les responsables de la France Insoumise ont activement occupé le terrain de l'opposition parlementaire, notamment au moment de l'affaire Benalla, et ont multiplié les attaques contre Macron. Les perquisitions des locaux de la FI, effectuées au lendemain de l'annonce de la composition du gouvernement Philippe 2 (16/10/2018), s'inscrivent dans des procédures judiciaires sur le thème du détournement d'argent public. Elles visent en réalité à intimider les forces qui contestent la politique du gouvernement.

Macron veut montrer qu'il n'est pas ébranlé par la succession de difficultés et qu'il est déterminé à expliquer le sens de sa politique en allant à la rencontre des « gens », des élus des petites villes et des régions particulièrement touchées par le chômage, les fermetures d'entreprises. D'où l'idée de « **l'itinérance mémorielle** », du 4 au 11 novembre, dans les régions du Nord et de l'Est, théâtres des grandes boucheries de la guerre inter-impérialiste de 1914-1918. La mise en scène tourne autour du « contact direct », du « parler vrai » : il veut montrer qu'il ne craint pas la confrontation et les médias sont là pour diffuser ces images partout. C'est durant ces contacts que se multiplieront les cris de colère des habitants de ces zones rurales et périurbaines, des ouvriers des PME qui ne gagnent que le Smic et qui ne sont jamais augmentés, des travailleuses pauvres. Une colère accumulée depuis longtemps et qui ne supporte plus le mépris de classe dont Macron est incapable de se défaire. Cette colère explosera avec les gilets jaunes.

Le 11 novembre, il réunit à Paris, transformé en ville militarisée, les dirigeants des Etats qui étaient engagés dans cette guerre. Trump, invité au même titre que Poutine et les autres dirigeants, a tenu à marquer sa « différence ». A cette occasion, Macron a également lancé la première édition du « forum de Paris sur la paix », à la Villette, ouverte à des ONG, des institutions internationales, pour « discuter des initiatives à prendre pour la paix »

Un collectif d'organisations <sup>(1)</sup> a appelé à se rassembler le 11 novembre, place de la République à Paris, contre les fauteurs de guerre, sur le thème « Trump, c'est la guerre » !

---

<sup>1</sup> L'initiative a regroupé des organisations françaises, dont le collectif « Ni guerre, ni état de guerre » et des associations de citoyens étasuniens vivant à Paris.

### 3. Le mouvement des gilets jaunes

Débuté le 17 novembre 2018, un mouvement social d'ampleur a mobilisé des dizaines de milliers de personnes, qui ont enfilé un gilet jaune, occupé pendant des semaines des carrefours routiers en province, manifesté chaque samedi dans les villes moyennes, dans de grandes villes de province et à Paris. Ce mouvement, qui a évolué au cours des mois, continue aujourd'hui encore, malgré l'intense répression qui s'abat sur chaque tentative de manifester les samedis.

Des gilets jaunes sont aujourd'hui dans des manifestations et des actions syndicales, dans des mobilisations « pour le climat » et, surtout, contre la répression judiciaire et policière. Beaucoup moins nombreux à manifester les samedis, quasi absents des ronds-points qui avaient été la « marque » de leur mouvement, ils et elles restent attachés à leur symbole, le gilet - celui qui permet aux invisibles de devenir enfin visibles -, et beaucoup ont compris « qu'ils n'obtenaient rien tous seuls ».

Ce mouvement a suscité beaucoup de sympathie, en France comme dans d'autres pays d'Europe ; il a aussi posé des questions sur sa nature, ses objectifs et ses perspectives. Il a bousculé les forces politiques, les organisations syndicales et a fait peur au gouvernement. Il a mis en cause Macron qui a très vite cristallisé sur lui, sa fonction, son style, une grande partie de la colère des gilets jaunes.

#### 3.1 Le début fulgurant d'un mouvement inédit

Parti du refus d'une nouvelle augmentation de la taxe prélevée par l'Etat sur les carburants, ce mouvement s'est étendu très rapidement, via les réseaux sociaux, dans les zones rurales et périurbaines. Il a bénéficié d'une forte couverture médiatique, notamment de la part des chaînes d'information en continu, et s'est étendu à travers les réseaux sociaux, autour d'un certain nombre de « figures » de ce mouvement, notamment des femmes seules, avec enfant(s), obligées de faire des kilomètres en voiture pour aller travailler, avec des rémunérations très faibles, ou des chauffeurs routiers, souvent salariés ou petits patrons.

**Ce mouvement marque l'entrée dans la lutte sociale de nouveaux secteurs des masses populaires des zones rurales et périurbaines.** Il s'agit d'ouvriers qui travaillent principalement dans les petites et très petites entreprises, peu syndiqués, de femmes à la

retraite avec de toutes petites pensions, de travailleurs pauvres, d'artisans, de professions libérales, de petits patrons... Tous subissent les conséquences des politiques néolibérales, menées depuis des années par les gouvernements de droite et sociaux-démocrates, politiques que Macron a aggravées et amplifiées. Par-delà son hétérogénéité, ses confusions et le travail de la réaction en son sein, il s'agit d'un mouvement populaire. La classe ouvrière se devait de le prendre en compte, en partant des exigences populaires justes dont il était porteur.

### **3.2 Travailler pour que la classe ouvrière organisée prenne en mains les exigences justes portées par ce mouvement**

Pour cela, il a fallu combattre et vaincre des réticences à l'intérieur même du mouvement syndical, « bousculé » par la radicalité des formes de lutte des gilets jaunes. Nous ne parlons pas ici des réformistes à la tête des syndicats, dont la préoccupation principale était de ne pas perdre leur statut d'interlocuteurs du gouvernement et du patronat. Nous parlons des nombreux syndicalistes qui se battent depuis des années et qui se sont sentis totalement relégués par un mouvement qui ne voulait pas d'eux et qui subissent les diatribes des grands médias sur « la fin des syndicats ».

Etant donné sa composition sociale hétérogène, l'absence de tradition de lutte et d'organisation de la grande majorité des hommes et des femmes qui ont revêtu ce gilet <sup>f1</sup>), symbole de détresse, ce mouvement a ciblé essentiellement Macron, en tant que chef de l'Etat. Il n'a jamais incriminé le patronat, encore moins le système capitaliste. Comme le soulignaient les patrons eux-mêmes, « aucune manifestation n'a eu lieu devant le siège du patronat ». Dans les premiers mois de mobilisation, dominait le rejet des partis et des syndicats, qualifiés de « vendus », une tendance que l'extrême droite, très présente sur les réseaux sociaux et dont des militants ont porté le gilet jaune, a largement encouragée. Ce rejet a été, pendant un certain temps, un obstacle important pour le mouvement syndical. Outre le fait qu'il pouvait prendre sur certains ronds-points un

---

<sup>1</sup> Le port d'un gilet jaune fluorescent a été rendu obligatoire pour tous les automobilistes, en cas de panne sur la route. C'est un symbole de « détresse » dont se sont emparés les participants au mouvement, un symbole qui « unit », par-delà l'appartenance sociale.

caractère violent, il s'inscrivait aussi dans un climat général, développé par le « macronisme », le patronat, les médias... de discrédit du mouvement syndical ; discrédit qui s'est accompagné de contre-réformes qui ont facilité l'exploitation des ouvriers et des travailleurs et diminué considérablement les moyens de lutte des syndicats (1).

Devant la radicalité des formes d'action des gilets jaunes, transformant chaque samedi une ville en zone d'affrontements violents et une répression policière toujours plus forte, Macron a été obligé de reculer sur la question de la hausse des taxes sur le carburant qui était à la base de la protestation, en la repoussant à plus tard. Il a également dû sursoir à des hausses d'impôts qui touchaient la grande masse des retraités. Ces annonces sont des reculs indéniables, même si les sommes annoncées (11 milliards) représentent très souvent des baisses de prélèvements et que tout cela se fait sans toucher aux profits des monopoles (2). Macron a cru que cela suffirait à arrêter le mouvement. Il n'en a rien été.

Une fois ces concessions faites, Macron et le gouvernement ont annoncé qu'il n'y avait plus lieu de manifester et la répression contre les manifestations du samedi s'est considérablement amplifiée. Les blessés graves se chiffrent par centaines, les arrestations, par milliers. Une nouvelle loi a été votée, qui introduit d'importantes limitations en matière de manifestation, la police continue à utiliser des armes de guerre, comme le lanceur de grenades connu sous le nom de LBD, alors que son interdiction est demandée par un grand nombre d'organisations ; les poursuites judiciaires contre les policiers n'aboutissent jamais...

**Cette criminalisation de la contestation sociale s'est étendue bien au-delà du seul mouvement des gilets jaunes**, comme on l'a vu à Paris, le 1<sup>er</sup> Mai 2019, où la police a chargé aussi bien des groupes de gilets jaunes que la manifestation syndicale elle-même, une manifestation qui avait justement permis aux uns et aux autres de manifester le même jour, sur le même parcours.

---

<sup>1</sup> Nous faisons référence ici à la loi El Khomri et aux ordonnances Macron.

<sup>2</sup> L'exigence symbolique de la réintroduction de l'impôt sur la fortune (ISF), que Macron avait supprimé dès son élection, n'a pas été satisfaite. C'est un puissant marqueur de la politique de Macron, « au service des riches, des patrons et des marchands de canons ».

En une année, le mouvement des gilets jaunes a évolué et les couches sociales, les strates de la société qu'il a fait sortir dans la rue, ont fait l'expérience d'une lutte collective, de la fraternité entre laissés-pour-compte de la société, de la violence de l'Etat, à travers ses organes de répression. Une partie porte un regard moins hostile sur le mouvement ouvrier et syndical. Ce dernier a été « bousculé » par la radicalité de ce mouvement : comme le disent de nombreux syndicalistes, « ils ont fait tomber certains tabous dans nos têtes, comme celui du respect de la légalité, ils ont montré que la violence des manifestants a une légitimité, face à l'Etat de plus en plus policier » (1).

C'est peu dire que ce mouvement, qui a « fêté » son premier anniversaire en novembre 2019, est venu percuter la politique de Macron et de son gouvernement. Il a également eu des conséquences sur le mouvement ouvrier et populaire, sur le mouvement syndical et politique.

S'il a lui-même évolué, il marque de toute façon l'entrée dans la lutte de classe de couches populaires qui en étaient jusqu'à présent éloignées.

Pendant ces mois de mobilisations, cadencées par les « actes » des manifestations du samedi, la situation politique a évolué sur plusieurs terrains, à la fois du fait de ce mouvement et d'autres éléments, nationaux et internationaux.

C'est ce que nous allons aborder maintenant.

### **3.3 La question coloniale ressurgit dans le contexte de la contestation sociale dans la métropole**

Si le « non à l'indépendance » l'a emporté lors du référendum du 5 novembre, organisé dans le cadre des accords de Matignon de juin 1988 conclus avec l'Etat colonial, **le peuple kanak**, quant à lui,

---

<sup>1</sup> Extrait de l'article que nous avons fait pour la revue *Unité et Lutte*, de la Conférence Internationale des Partis et Organisations Marxistes-Léninistes. La conférence a également fait un communiqué de soutien au mouvement ouvrier et populaire, en France, traduit en espagnol et en anglais, qui est sur notre site :

<http://www.pcof.net/declaration-du-comite-de-coordination-de-la-conference-internationale-des-partis-et-organisations-marxistes-leninistes-solidarite-avec-la-lutte-des-travailleurs-et-des-masses-populaires-en-france-d/>



se prononce massivement pour l'indépendance. Contrairement à tous les pronostics des médias, le peuple kanak ne s'est pas abstenu et ce sont en particulier les jeunes qui se sont mobilisés en masse, avec de petits drapeaux kanaks dans les mains, pour dire « oui » à l'indépendance. Macron n'avait pas prévu ce résultat, pensant que le « non » allait écraser le « oui ». La question de l'indépendance de la Kanaky reste toujours posée.

La question coloniale s'est également posée à **La Réunion**, lors des mouvements violents et massifs en novembre, en écho au mouvement des gilets jaunes. L'armée a été immédiatement mobilisée et le couvre-feu instauré. Les peuples de Martinique, de la Guyane, de la Guadeloupe, ont également suivi le mouvement des gilets jaunes avec sympathie et s'ils se reconnaissaient dans l'immense colère qu'il exprimait, ils pouvaient difficilement se retrouver dans les drapeaux tricolores brandis par les manifestants. Ce mouvement et la réaction brutale du gouvernement n'ont pu que conforter les milieux indépendantistes et progressistes dans leur conviction que l'avenir de leur peuple n'était pas dans la dépendance vis-à-vis de la métropole impérialiste. En **Martinique**, un mouvement profond s'est mis en marche contre l'empoisonnement de toute la population durant des années par le pesticide **chlordécone**, utilisé massivement dans la monoculture de la banane. La responsabilité des Békés, descendants des colons, à la tête de la grande majorité des grandes plantations ; de l'Etat colonial qui a autorisé l'emploi de ce poison, alors que sa toxicité était déjà reconnue ailleurs ; des monopoles qui ont produit ce poison et ont continué à le vendre ; de ceux qui ont commercialisé les bananes, est clairement engagée. Les peuples des Antilles ont droit à la vérité, à une prise en charge, à des réparations et des indemnités.

### **3.4. Les quartiers populaires de plus en plus à l'abandon**

Le 6 décembre 2018, à Mantes-la-Jolie, les policiers vont obliger des lycéens à s'agenouiller, les mains sur la tête. Cette humiliation, filmée par un policier impliqué, va faire le tour des réseaux sociaux et va devenir un symbole de la répression policière en direction des jeunes lycéens des cités populaires.

C'est sous cet angle que des jeunes des quartiers populaires se sentiront solidaires des gilets jaunes victimes de la répression lors des manifestations du samedi. Une partie des organisations qui sont

actives dans les quartiers populaires vont participer aux manifestations contre les violences et l'impunité policières qui vont se développer (voir plus loin).

### **3.5 Les grands patrons inquiets de la contagion**

Les annonces télévisées de Macron, le 10 décembre, devant 12,3 millions de spectateurs, censées répondre aux exigences du mouvement, ne calment pas la contestation. De grands patrons sont montés au créneau pour venir en aide à Macron : ils vont sortir le carnet de chèques pour des augmentations. En réalité, leur principale crainte n'est pas liée au mouvement des gilets jaunes en lui-même. Elle se situe davantage au niveau de l'effet de « contagion » que ce mouvement peut avoir chez les travailleurs, chez les syndicalistes, notamment sur la question des salaires, une des revendications communes <sup>(1)</sup>. C'est pourquoi, ils vont devancer les mouvements qui pouvaient potentiellement se développer sur les salaires, en proposant des primes, différenciées et compliquées à calculer. Ceci dit, des augmentations ont été accordées, mais de loin pas dans toutes les entreprises.

### **3.6. La répression s'intensifie et « se banalise »**

Pour Macron, le « grand débat » avait pour objectif de dissocier le mouvement de la masse des populations qui l'avait suivi, sans y participer, avec une certaine sympathie. C'est l'objectif du « grand débat » qui débutera le 15 janvier ; Macron fera alors une tournée dans les villes de province, pour faire de la pédagogie, des heures durant.

Officiellement, pour lui et le gouvernement, il n'y a plus de raison de manifester, ce qui veut dire que ceux qui continuent à le faire sont des casseurs potentiels et seront traités comme tels.

Castaner et la ministre de la justice vont mettre en œuvre la répression systématique des manifestants et, dans la foulée, ils vont élaborer un projet de loi qui est une remise en cause du droit de manifester.

---

<sup>1</sup> Les exigences communes que nous avons mises en avant dès décembre 2018 : augmentation du Smic à 1 800 €, des pensions et des minima sociaux ; prise en charge des transports par les employeurs ; TVA à 5,5 % pour les produits de première nécessité ; rétablissement de l'impôt sur la fortune.

Cette loi en préparation, ajoutée aux centaines de blessés, de mutilés chaque semaine, les milliers d'arrestations suivies par des centaines de condamnations, sont dénoncés par un nombre croissant d'organisations. Une exigence monte, c'est l'interdiction des LBD (1), toujours pas entrée en vigueur malgré les condamnations nationales et internationales dont ils sont l'objet. Dès janvier, des collectifs (2) vont faire un travail d'explication et de mobilisation, au plan national, avec des rassemblements et des manifestations jusqu'après le vote de la loi « anti-casseurs ». Le 29 janvier 2019, la manifestation de soutien aux migrants et celle contre la loi vont converger. Cette loi scélérate va être votée à la mi-mars, mais les mobilisations vont continuer, jusqu'en avril.

### **3.7 Le mouvement syndical réoccupe les rues, sans se fermer aux gilets jaunes**

Le mouvement syndical de lutte, notamment celui organisé dans la CGT, a mis un certain temps à trouver la voie d'un rapprochement avec le mouvement des gilets jaunes, sans se renier, en mettant en avant les revendications sur lesquelles ils pouvaient se retrouver. Cela ne s'est pas fait tout seul et il y a eu des tensions parfois violentes, émanant des milieux les plus réactionnaires qui agissaient au sein du mouvement des gilets jaunes.

Le 14 décembre, la CGT avait explicitement « ouvert » sa manifestation à la participation des gilets jaunes qui étaient d'accord. Des initiatives de solidarité concrète se sont multipliées en direction des travailleurs « gilets jaunes » blessés, à l'initiative de collectifs dans lesquelles des structures locales de la CGT se sont impliquées (3).

---

<sup>1</sup> Les lanceurs de projectiles LBD sont considérés dans de nombreux pays comme des armes de guerre. Avec les grenades de désencerclement, ces armes sont cause de nombreuses mutilations.

<sup>2</sup> La LDH va lancer un collectif ouvert aux associations, aux syndicats, mais « fermé » aux organisations politiques. Le groupe parlementaire de la FI va lancer un collectif ouvert aux partis politiques et qui se fixe comme objectif de créer une structure pérenne. Les deux collectifs vont appeler, chacun sur sa base, à la manifestation du 13 avril, « pour l'abrogation de la loi anti-casseurs ».

<sup>3</sup> C'est notamment le cas à Bordeaux, avec le collectif « Assist-Vc » créé pour venir en aide à un jeune ouvrier qui a perdu sa main suite à

Le 8 mars, les syndicats et les organisations de femmes, qui organisent ensemble depuis 2017 la « grève à 15h40 », ouvrent la manifestation aux gilets roses (des assistantes maternelles) qui se battent avec les syndicats et aux femmes « gilets jaunes » qui le souhaitent.

Des gilets jaunes participent aussi à des mobilisations autour de luttes locales d'ouvriers, contre la fermeture d'entreprises : eux-mêmes sont très souvent des anciens ouvriers qui ont travaillé dans des entreprises de sous-traitance, dans des PME.

Le 18 mars 2019, les **urgentistes** de l'hôpital Saint-Antoine, à Paris, se mettent en grève : c'est le point de départ d'un mouvement qui va prendre rapidement de l'ampleur.

Le 19 mars, de puissantes manifestations intersyndicales vont réunir travailleurs du public et du privé, sur la question des augmentations de salaires et des pensions, la défense des services publics au service des usagers des milieux populaires, avec une forte participation d'enseignants et de lycéens, notamment des lycées professionnels. **La réforme Blanquer** devient la cible commune aux enseignants et aux parents d'élèves, aux lycéens et aux étudiants.

Dans *La Forge* de mars 2019, un article explique comment les différentes réformes s'imbriquent les unes dans les autres, « pour faire système » :

« Même si nous assistons depuis l'arrivée de Macron au pouvoir à une accélération des réformes concernant l'éducation, dans le sens d'un démantèlement profond, cela fait suite à une entreprise de grande ampleur menée depuis les années 2000. Les grandes grèves de 2003 dans le secteur de l'éducation étaient déjà une riposte à cette lame de fond. Dès les années 2000, les projets au niveau international étaient clairs pour les pays de l'OCDE. Androulla Vassiliou, commissaire européenne à l'éducation, les résumait en quelques phrases : "*améliorer les compétences et l'accès à l'éducation en se concentrant sur les besoins des marchés*", "*équiper les jeunes pour le marché du travail d'aujourd'hui*" et "*répondre aux conséquences de la crise économique*" (2010).

Toutes les réformes menées depuis ces dernières années vont dans le sens d'une école libéralisée. C'est dans ce cadre

---

un tir de LBD, solidarité étendue à toutes les victimes de la répression policière lors des manifestations. Des initiatives de collectes ont été prises dans d'autres départements, comme le Val-d'Oise.

qu'aujourd'hui, il faut relier toutes les réformes dans l'éducation nationale, de la maternelle à l'enseignement supérieur :

- Individualisation des parcours et responsabilisation de l'élève et de sa famille : c'est ainsi que sont mises en place les classes de CP et de CE1 à 12. On donne ainsi une chance aux élèves des classes populaires. S'ils ne l'ont pas saisie, c'est de leur faute !
- Managérisme par l'évaluation et la mise en concurrence : c'est ainsi que Blanquer instaure une évaluation dès le début du CP, et une autre en milieu de CP ; ces évaluations se heurtent depuis des semaines à une contestation des équipes enseignantes et des syndicats ; certaines équipes décident de ne pas les faire passer.
- Instauration d'un socle minimum de compétences, le minimum à savoir pour l'accès au marché du travail.
- Standardisation des contenus et dépossession des enseignants de leur travail pédagogique, utilisation du numérique ; à quand les classes "virtuelles" ? C'est ainsi que le ministère instaure les "bonnes méthodes", celles qui reposeraient sur les postulats scientifiques, et ce à l'encontre des savoir-faire des enseignants et des recherches en pédagogie.
- Mise sous tutelle des enseignants, remise en cause de leur liberté pédagogique et aussi de leur liberté d'expression (voir l'article 1 de la loi sur l'école de la confiance (bien mal nommée) qui vise à museler toute parole de critique de l'institution.

Les réformes Lycée pro et Lycée occupent une place particulière dans cette adéquation de l'éducation au système économique. (...) Avec la réforme du lycée, qui accompagne la sélection à l'université via Parcoursup, c'est le renforcement de l'élitisme et la mise en concurrence des établissements. (s) De façon générale, le choix des "spécialités" s'avère source d'angoisse et de stress, surtout quand on ne connaît pas les "attendus" à l'entrée de tel ou tel cursus universitaire ! Il faut être bien averti et au fait des rouages de l'éducation nationale et de l'orientation pour faire les bons choix. Dès lors, on comprend vite que les élèves des milieux populaires ou de lycées de la ruralité, où il n'y aura pas les spécialités recherchées, n'auront pas les mêmes possibilités d'accès ! »

Le 25 avril, lors d'une interminable conférence de presse, monologue de plusieurs heures, Macron « tire les leçons du grand débat » : la date de ce bilan a été plusieurs fois reportée, pour éviter que les gilets jaunes n'en fassent un rendez-vous.

Faisant mine de faire une autocritique sur sa façon de vouloir « réformer la France », il confirme le cap néolibéral ; conformément à la loi Pacte, Aéroports de Paris, la Française des jeux seront privatisés ; plus de facilités pour la création de petites entreprises et moins de contraintes administratives ; la loi « chômage » sera bien mise en route, de même que la réforme des retraites. Rien de concret n'est dit sur les modalités, et il est beaucoup question de « consultations » avec les partenaires sociaux.

### **3.8 Le 52<sup>e</sup> congrès de la CGT**

Ce congrès se tiendra du 13 au 17 mai. Les textes mis à la discussion, sur les nouvelles formes du travail, ne suscitent pas un grand intérêt.

Le 27 avril, un certain nombre de structures de la CGT, UD, fédérations, qui critiquent la ligne confédérale, organisent une manifestation à Paris, dont le contenu et le but n'ont cessé d'évoluer. A quelques jours du 1<sup>er</sup> Mai, qui s'annonce tendu du fait du climat de répression et à quelques semaines du congrès, cette initiative aura un écho limité.

Comme va le montrer le congrès, ce qui intéresse les militants, c'est que la CGT soit sur des positions de lutte. Beaucoup veulent qu'elle s'inspire de la combativité des gilets jaunes. Il y a aussi des interrogations sur les difficultés à gagner de nouveaux adhérents. Ces questions, la majorité des militants tiennent à ce qu'elles restent discutées à l'intérieur de la CGT et que les divergences ne soient pas mises sur la place publique, car elles alimenteront immédiatement la campagne de marginalisation et de criminalisation du gouvernement et du patronat. Ce congrès va être traversé par les nombreuses critiques qui s'exprimeront à la tribune. Ce qui en ressort, c'est la volonté des congressistes à se battre contre le gouvernement et le patronat. Ce congrès ne pouvait pas surmonter les divisions internes qui vont continuer à s'exprimer. Mais, au moins, les militants ont montré qu'ils étaient majoritairement attachés à une CGT de lutte.

C'est ce qui va se passer le 1<sup>er</sup> Mai, où les gilets jaunes manifesteront devant le cortège syndical, et où les deux seront immédiatement la cible d'une répression policière qui « va au contact ». Gilets

rouges et gilets jaunes seront gazés : la tête du cortège de la CGT sera particulièrement ciblée <sup>(1)</sup>. Mais contrairement à ce qui s'était passé en 2017, la manifestation du Premier Mai à Paris ira pratiquement jusqu'au bout, malgré la répression <sup>(2)</sup>.

### 3.9 « On ne lâche rien » !

Plusieurs entreprises menacées de fermeture, Ascoval, Ford Blanquefort, GE Belfort, ont fait l'objet d'une « attention particulière » de la part du ministre de l'économie, B. Le Maire. A chaque fois, des promesses d'intervention ont été faites, des « lignes rouges » ont été tracées à l'adresse des responsables de ces entreprises. A chaque fois, ces derniers ont fait comme bon leur semblait. A Belfort, les travailleurs et les syndicats ont fait grève, empêché la tenue de la réunion du CSE, organisé des manifestations auxquelles ont participé des milliers d'habitants de la ville et du bassin, des élus de tous bords. Comme chez Ford, à Blanquefort, la seule solution réellement viable aurait été une réquisition de la part du gouvernement, sans indemnisation. Cette idée, qui avait été mise en avant pour l'aciérie d'ArcelorMittal de Florange, revient dans les discussions, avec une différence, c'est qu'il n'y a guère d'illusion sur le gouvernement et sur Macron, acquis au patronat, et que cette idée renvoie chez de plus en plus d'ouvriers et de travailleurs à la question du rapport de force qu'il faudra créer, un rapport de force qui ne pourra pas faire l'économie du recours à la violence de classe en réponse à la violence policière.

### 4. De mai 2019 à novembre 2019, de nouveaux terrains de lutte

Ces mois sont marqués par la poursuite et l'élargissement des mobilisations dans les hôpitaux et la santé en général et par celles des enseignants, des parents d'élèves, contre la réforme Blanquer. **Aucun de ces combats ne chasse l'autre : ils se cumulent et souvent viennent se renforcer.**

---

<sup>1</sup> Le secrétaire général sera « exfiltré » de la manifestation par le service d'ordre du syndicat, sous une volée de grenades lacrymogènes.

<sup>2</sup> Castaner inventera une agression de gilets jaunes et de manifestants contre le personnel de l'hôpital de La Pitié-Salpêtrière. Un mensonge grossier, très vite démonté, mais qui ne sera pas reconnu par l'intéressé. Le mot d'ordre « Castaner démission » va se propager.

**Dans la santé**, les « points de rupture » se multiplient : des urgences aux hôpitaux des petites villes, des villages et quartiers « sans médecin », la situation devient de plus en plus critique. « Buzyn n'entend rien » disent les personnels à bout, mais qui continuent à se battre, et cherchent le soutien des usagers. Ils sont aussi en colère, car les groupes hospitaliers privés sont en train de faire main basse sur des EHPAD, des hôpitaux publics « à vendre » et d'embaucher les médecins qui quittent le public. Les noms de ces charognards commencent à être cités dans les tracts syndicaux. La bataille s'inscrit plus ouvertement dans le combat contre la politique néolibérale et ceux qui sont les seuls à en profiter, quitte à détruire tout le système de soin public.

**Dans l'éducation**, la situation dans les lycées devient ingérable : la réforme Blanquer désorganise des lycées qui arrivaient encore à fonctionner et le ministère continue à dire que tout va mieux, alors que de la maternelle au primaire, du collège au secondaire, les cas de suicides de directrices, de profs qui « lâchent », sont de plus en plus nombreux. Là aussi, les « boîtes de remise à niveau » ou celles qui préparent aux grandes écoles, se multiplient. La démocratisation de l'université, une des conquêtes de Mai 68, n'est plus revendiqué par le ministère. Quant à la paupérisation des étudiants issus des milieux populaires, elle s'est aggravée d'autant plus rapidement et inexorablement que les « petits boulots » qui permettaient de survivre sont devenus de « vrais » boulots pour les travailleurs précaires, que les logements sont inaccessibles et qu'il n'y a pas d'argent pour les Crous. Si le nombre de boursiers s'est accru (ils étaient 38 % des étudiants en 2017), ce sont des boursiers de plus en plus pauvres. C'est ce que le jeune étudiant de Lyon a exprimé, le 8 novembre 2019, à travers son geste terrible, consistant à s'immoler par le feu. Un geste qui a provoqué un regain de mobilisation nationale chez les étudiants.

*De nouveaux fronts de lutte se sont ouverts, sur la question des causes et des conséquences du réchauffement climatique, sur les pollutions industrielles et les risques qu'elles font courir aux ouvriers et aux populations et, dans la dernière période, contre la réforme du système des retraites.*

**La lutte contre le « tout nucléaire »** continue à mobiliser, alors que la sortie du nucléaire n'est même plus programmée. La construction de six nouveaux EPR est présentée comme indispen-



sable, à la fois pour garantir l'approvisionnement en électricité et pour diminuer la production de gaz à effet de serre. Le puissant lobby électronucléaire veut même obtenir le label de producteur « d'électricité écologique ». Mais les alertes sur les malfaçons, la dérive du coût de la construction de l'EPR de Flamanville et les risques liés à l'usure des centrales se multiplient, et la question des déchets est toujours escamotée. Le combat pour la « sortie du nucléaire » doit répondre à cette offensive idéologique, en posant à la fois la question des risques réels, avérés, mais aussi celle des raisons pour lesquelles les grandes entreprises exigent toujours plus d'énergie électrique, en lien avec la diffusion des nouvelles technologies. Comme pour le changement climatique, il faut cibler les monopoles et le système.

Ensemble, ouvriers, travailleurs, riverains, pour lutter contre les « usines et les productions dangereuses »

L'incendie de l'usine chimique Lubrizol, classée « Seveso haut », montre qu'il n'y a pas de fatalité ni « d'accident non prévisible », mais une course au profit qui passe outre les normes de sécurité pour les travailleurs et les populations qui vivent près des complexes chimiques, qui regroupent des dizaines d'entreprises. Dans ce secteur, comme dans celui du nucléaire, le recours à des entreprises sous-traitantes aggrave encore la situation, mettant en danger permanent les milliers de travailleurs qu'elles emploient. Dans ces secteurs, les syndicats prennent de plus en plus en compte ces problèmes et se battent pour imposer des mesures de sécurité réelles et efficaces, pour le rétablissement des CHSCT et l'élargissement de leurs prérogatives. Le chantage à l'emploi est de moins en moins accepté. Des liens se tissent entre les syndicats et les associations de riverains.

**Les mobilisations contre les « grands projets inutiles, coûteux et polluants »** concernent des secteurs toujours plus vastes : que ce soit celui de la transformation des gares en immenses zones commerciales <sup>(1)</sup> privées, les zones agricoles transformées en parcs à thèmes <sup>(2)</sup>, en zones d'élevage intensif, ou en « parc à vagues pour

---

<sup>1</sup> C'est le projet phare de la rénovation par un consortium privé, aux mains de la famille Mulliez, propriétaire, entre autres d'Auchan.

<sup>2</sup> Le projet du Triangle de Gonesse, lancé par Auchan et un investisseur chinois, a été retoqué, suite à la forte mobilisation des habitants de la zone.

le surf »s L'opposition des populations et des collectifs de militants motivés arrive à les faire reculer, mais les Vinci, Eiffage, Bouygues et autres monopoles du BTP, des transports, des loisirs de masse ont toujours un projet d'avance.

**La situation de la paysannerie** s'aggrave du fait de la conjonction de plusieurs phénomènes. Il y a les conséquences du changement climatique, qui modifient brutalement les productions, les méthodes de production et les quantités produites. Il y a l'intensification de la concurrence résultant des accords dits de « libre-échange » avec d'autres zones de production agricole. Il y a la pression constante des monopoles de la grande distribution qui jouent sur toutes ces concurrences pour imposer les prix les plus bas aux producteurs. Il y a aussi la pression des consommateurs pour des produits de qualité, la prise de conscience chez les paysans eux-mêmes de risques sanitaires liés à l'utilisation des produits chimiques. Tous ces éléments inter-réagissent, provoquant des situations intenable. Accusés en bloc de produire de la malbouffe, d'empoisonner les sols et les habitants, sommés de modifier sur le champ leurs méthodes de production, un grand nombre de paysans sont en plein désarroi, d'autant que leur nombre continue à diminuer et que le chiffre des suicides augmente. Même la filière « bio » est de plus en plus trustée par les grands groupes de la distribution. Si la grande masse des paysans, éleveurs, est encore assez loin de remettre en cause le système capitaliste impérialiste et que tout est fait pour les en empêcher, l'aspiration à sortir du productivisme à tout crin, à produire des aliments sains, à des prix abordables, à sortir des circuits de distribution monopolisés, grandit. Cette aspiration est notamment portée par la Confédération paysanne.

#### **4.1 La question du climat**

Cette question a pris une nouvelle ampleur depuis le développement des mobilisations sur ce thème notamment, mais pas exclusivement, dans la jeunesse.

Dans *La Forge* de septembre 2019 (n° 609), nous avons analysé les enjeux de cette question.

« Une grande bataille politique et idéologique, mais aussi économique, est engagée sur ces questions, pour deux raisons principales.

La première, c'est que le système capitaliste impérialiste,

dominant sur l'ensemble de la planète, est obligé de tenir compte des conséquences du changement climatique. Que ce soit au niveau de l'agriculture, immédiatement impactée, que ce soit au niveau de la production de l'énergie et de la façon dont elle est utilisée, au niveau des transports, de la construction, dans les secteurs des technologies de pointe, etc. Les conséquences du changement climatique ont des impacts importants sur les méthodes de travail, sur la production elle-même, sur les modes de consommation jusqu'aux menaces qui pèsent sur les zones côtières qui concentrent une part de plus en plus importante de la population. Le système capitaliste impérialiste est obligé de s'adapter à ces conditions, de les anticiper, et une des réponses, c'est le "capitalisme vert" qui lui ouvre à la fois de nouvelles perspectives de développement et qui condamne des secteurs économiques entiers, selon les lois mêmes du capitalisme. Un capitalisme qui, loin de réduire la concurrence, ne fait que l'exacerber, pousse à la concentration monopoliste, à la course au profit maximum immédiat, à la destruction des forces productives. Un capitalisme qui, au stade impérialiste, accentue la concurrence pour l'accaparement de certaines richesses, de certains minerais (comme ceux qui sont essentiels pour les accus des voitures électriques, pour ne donner que cet exemple). De là découle une première grande conséquence : la "conversion" écologique d'un Macron n'est pas seulement une "posture", un discours destiné à neutraliser les critiques sur son manque d'engagement. Elle traduit une évolution au sein de l'oligarchie, des monopoles, qui ont engagé des changements dans l'appareil de production, dans l'industrie, l'agriculture, le commerce ..., qui sont en train de faire des choix stratégiques, en termes de recherche, d'investissements qui ont déjà et vont avoir de plus en plus de conséquences sur toute la société, sur les conditions de travail et de vie de la classe ouvrière et des secteurs populaires.

La seconde, c'est que de vastes secteurs et couches sociales, des populations entières sont directement impactées par les conséquences du réchauffement climatique, et que si celles-ci attendent des gouvernants des réponses concrètes, à court terme, une prise de conscience peut se développer dans d'importants secteurs sur la nécessité d'un changement de fond du système économique, social et des relations internationales ac-

tuelles. C'est sur ce facteur subjectif que se concentrent les attaques idéologiques et politiques, pour éviter que la contestation ne cible le système capitaliste impérialiste, en tant que cause principale et facteur d'aggravation du changement climatique.

Le mot d'ordre, "ce n'est pas le climat qu'il faut changer, mais le système" est un point de départ. Il rejoint la prise de conscience qui s'est développée ces dernières années que le système capitaliste actuel est en crise profonde et que les dogmes du néolibéralisme - la concurrence "libre et non faussée", la concurrence généralisée, la promotion systématique de l'initiative privée, la régulation par le marchés - l'ont considérablement aggravée. Mais, il ne nomme pas ce "système" (...)

### **Cibler la responsabilité des monopoles et de l'Etat à leur service**

Si, pour nous, le combat écologique doit s'inscrire dans le combat général pour le renversement du système capitaliste, nous pensons que la première bataille à mener, c'est d'expliquer et de cibler la responsabilité des monopoles, de l'Etat, de la politique nationale et internationale de l'impérialisme français.

Expliquer que la destruction de l'environnement est liée au pillage impérialiste, notamment celui des richesses du sous-sol en Afrique, que ce sont les monopoles qui l'exigent et l'organisent avec l'aide active de l'Etat, de l'armée, des mécanismes de dominations. Que le but est le profit maximum, quelles qu'en soient les conséquences.

Dans cette dénonciation de la responsabilité des monopoles pollueurs à grande échelle, nous ne perdons jamais de vue que ce combat ne peut se mener "contre" les ouvriers qu'ils exploitent, les travailleurs des entreprises de sous-traitance qui n'ont pas les mêmes protections et qui sont souvent les plus exposés. C'est la même façon de poser les problèmes dans les grandes entreprises chimiques, dans les nucléaires où il est essentiel de travailler à l'unité entre les travailleurs et les populations environnantes. »

## **4.2 La bataille contre la réforme du système de retraite**

C'est un des derniers « piliers » du système de protection sociale, basé sur le principe de répartition et intergénérationnel, même si ce n'est déjà plus totalement vrai, vu le poids des mutuelles et des

retraites complémentaires.

Le premier objectif du gouvernement est de réduire au maximum la part de la richesse sociale consacrée au paiement des pensions. C'est à cette exigence du Capital que répond la mise en place d'un système de retraite « par points » dont la valeur ne dépend pas des cotisations versées, mais d'un niveau décidé par le gouvernement qui tient compte de la « situation économique générale ».

Le gouvernement veut en faire un « système universel », ce qui suppose la suppression des régimes spéciaux.

Cette réforme s'inscrit dans la politique générale visant à faire baisser le soi-disant « coût du travail », c'est-à-dire la part de la richesse sociale produite consacrée à la rémunération et à l'entretien de la force de travail ; les entreprises, quant à elles, sont exonérées davantage des cotisations sociales, qui sont à la base du système de retraite par répartition. Seul un « socle minimum » serait financé par le budget de l'Etat et par celui de la sécurité sociale qui est sous sa tutelle. Le reste serait laissé au financement individuel, via les mutuelles complémentaires, les assurances, les placements, etc.

Les inégalités vont se creuser, le niveau des pensions du plus grand nombre va baisser, et les assurances et autres organismes financiers privés récupéreront le segment le plus rentable.

Les travailleurs qui ont un régime spécial ne sont pas prêts à le lâcher. On l'a vu à travers la première mobilisation des travailleurs de la RATP qui, le 13 septembre, ont bloqué la région parisienne, en faisant une journée de grève massivement suivie.

Les cheminots se préparent également à la grève et la grande majorité des travailleurs, femmes et hommes, les jeunes et les moins jeunes, se sentent menacés par cette réforme.

Cette bataille est en cours : elle s'annonce d'une grande ampleur, elle se nourrit des batailles sociales précédentes et cristallise les colères sociales accumulées avec, cette fois, la perspective d'un rapport de force construit sur la grève.

## ***Axes politiques de rupture avec le système capitaliste impérialiste***

L'analyse du développement de la situation nationale et internationale depuis notre dernier congrès met en évidence la profondeur de la crise du système impérialiste mondial et tout particulièrement celle de l'impérialisme français. Nous voulons en souligner quatre aspects principaux :

- **La radicalité de la lutte de classe en France**, qui s'exprime, du point de vue de la classe ouvrière et des masses populaires, par une colère sociale qui gagne de plus en plus de couches, par des exigences concrètes de plus en plus fortes, par une tendance à les globaliser pour dénoncer le « système » et qui s'exprime avant tout par des manifestations de rue, en dehors des cadres institutionnels, notamment celui des élections, des mécanismes de représentation politique de la démocratie parlementaire bourgeoise ; par des formes de lutte qui brisent des interdits et des « tabous », comme celui sur l'utilisation de la violence.
- **Du côté de l'oligarchie, c'est le renforcement à grande échelle de l'Etat policier**, de la répression de masse, de la criminalisation de la contestation sociale, de l'encadrement et la surveillance des « classes dangereuses ». C'est le recours à une politique de division dans tous les domaines, d'individualisation, de promotion des idées réactionnaires qui ont pignon sur rue.
- **La contestation de plus en plus massive et systématique de la présence militaire de l'impérialisme français en Afrique** et de ses mécanismes politiques, économiques, culturels, de domination, par les peuples qui la subissent.
- **Les difficultés que rencontrent les monopoles français dans la compétition internationale**, y compris dans les secteurs où ils avaient gagné des positions, comme le nucléaire, l'agro-alimentaires et même le complexe militaro-industriel. Ces difficultés sont aggravées par la crise qui traverse l'Union européenne, le cadre privilégié de développement des monopoles français depuis le début du processus de construction

européenne.

Ces caractéristiques ne sont pas conjoncturelles et elles ne sont pas coupées les unes des autres. Elles signifient que nous entrons dans une période de tensions et de confrontations, de changements rapides, aussi bien dans le camp de la bourgeoisie que dans celui du prolétariat, des masses populaires et des peuples. Dans le contexte général de crise du système capitaliste impérialiste, les difficultés propres à l'impérialisme français le poussent à accroître la surexploitation de la classe ouvrière et des masses travailleuses, la spoliation des masses populaires et à renforcer le pillage et la domination impérialiste sur les peuples, pour garantir les profits des monopoles.

**Car c'est bien la course au profit maximum qui est le moteur et le but du système capitaliste impérialiste.** Ce sont les profits des monopoles que l'Etat garantit, en France et à l'étranger, dans les colonies et néocolonies. Ce sont les monopoles qui trustent le CAC 40, drainent les investissements publics, profitent des avantages fiscaux et cumulent les bénéfices <sup>(1)</sup>.

En 2011, nous avons caractérisé les monopoles ou les grands groupes de la façon suivante <sup>(2)</sup> :

*« Les monopoles et les entreprises qui en dépendent directement ou indirectement, les entreprises sous-traitantes qui, elles-mêmes, ont tendance à devenir des monopoles, contrôlent plus de 70 % de la production, 100 % de la finance, la totalité du secteur de l'énergie, la quasi-totalité des transports, des communications, du commerce de produits de grande consommation et pratiquement toute la transformation de la production agricole en produits de consommation. Us trustent toutes les commandes d'armements des Etats poussant à la militarisation toujours plus poussée de l'économie.*

*C'est pour garantir leurs profits et non pour la satisfaction des besoins des masses populaires que sont organisés et orien-*

---

<sup>1</sup> Les huit plus riches entreprises françaises : Total (103,3 Mds), BNP (61 Mds), Sanofi (51,3 Mds), AXA (44 Mds), LVMH (39,4 Mds), L'Oréal (31,1 Mds), Société Générale (27,2 Mds), EDF (26,9 Mds). Chiffres des bénéfices cumulés ces dix dernières années. *Source* : Café de la Bourse, juin 2019.

<sup>2</sup> *Pour un Front populaire révolutionnaire maintenant*, janvier 2011.

*tés la production, le commerce, la recherche. Us captent l'essentiel des richesses produites et mobilisent les moyens humains et matériels de la société. Ils sont les principaux responsables des dégâts environnementaux et espèrent pouvoir s'enrichir de la dépollution. La concurrence exacerbée qu'ils se livrent, au plan national comme au niveau international, est responsable des guerres pour le contrôle des matières premières et des marchés. La course au profit maximum provoque les immenses gâchis de la société dite de consommation. C'est pourquoi nous disons qu'il faut combattre le diktat des monopoles. »*

Qu'est-ce qui a changé depuis ? Une concentration monopoliste plus poussée, une succession de réformes qui permettent aux monopoles d'accroître l'exploitation de la force de travail (loi El Khomri, ordonnances Macron...), des privatisations qui permettent à des groupes privés de mettre la main sur des secteurs stratégiques, des allègements des réglementations et de contrôle des activités de ces mêmes monopoles, qui aboutissent à des « accidents » du type Lubrizol, des transferts considérables de richesses, prises sur les budgets sociaux, vers les banques, les entreprises des secteurs stratégiques. Avec la réforme du système des retraites annoncée fin 2019, c'est une nouvelle ponction à court et à long terme sur l'argent des pensions <sup>(1)</sup> qui est organisée.

Tous ces transferts, qualifiés d'économies indispensables pour réduire le déficit de l'Etat, tous ces allègements fiscaux sont réalisés sur le dos des travailleurs, des chômeurs, des retraités, des usagers des services de moins en moins « publics », que ce soit dans le système de santé, d'éducation, des transports, du logement, la protection sociales Le but recherché depuis des dizaines d'années est de mettre à bas « l'Etat social » <sup>(2)</sup>, autrement dit, de réduire au maximum la part de la richesse sociale que le Capital est obligé de consacrer à l'entretien et au renouvellement de la force de travail,

---

<sup>1</sup> En 2017, il y avait 17,2 millions de retraités. La somme totale des pensions versées (y compris le minimum vieillesse) a été de 317,1 Mds d'€, soit 13,8 % du PIB.

<sup>2</sup> Kessler, vice-président du Medef (1998-2002), a exprimé cette vieille revendication patronale, en 2012. Depuis la Seconde Guerre mondiale, le patronat français n'a eu de cesse de cogner contre le système de répartition de la richesse sociale mis en place à cette époque où le rapport de force était favorable au Travail, contre le Capital.



comme l'éducation, la santé, la protection sociale, le logement social, les transports publics, la formation professionnelle, la cultures

Ces contre-réformes ont été menées par des gouvernements socialistes, des gouvernements de droite et aujourd'hui par le gouvernement Macron-Philippe, qui se dit « en même temps » de droite et de gauche. La capitulation de la social-démocratie devant le diktat des monopoles, son ralliement avec armes et bagages à la politique néolibérale, sa gestion des intérêts de l'impérialisme français, qui ira jusqu'aux interventions armées, et la politique de répression du mouvement ouvrier et populaire, notamment au moment du mouvement contre la loi El Khomri, l'ont coupée d'une frange importante de la classe ouvrière et des masses populaires. Ce rejet ne se limite pas à la seule dimension électorale : il touche le cadre institutionnel lui-même qui permet des alternances et des « cohabitations » entre des majorités de droite et de gauche ; qui confère un pouvoir toujours plus grand à l'exécutif, le tout encadré et scellé par des « accords » et des instances internationales (UE, OTAN, FMI).

La social-démocratie a porté la construction européenne en tant que « troisième voie » entre le capitalisme « sauvage » et le socialisme, a fortiori le communisme qu'elle exècre. Elle a promu « l'Europe unie » comme garante de la paix, notamment en Europe. C'est pourquoi, la crise de la construction européenne l'affecte tout particulièrement.

Ces différents aspects se retrouvent dans la contestation sociale qui s'est développée ces dernières années. Elle se traduit d'abord par un « rejet », qui peut mêler le « tous pourris » à la mise en cause directe de Macron, largement perçu comme le président des riches, des possédants, à une dénonciation globale du « système », qui reste floue quant à la nature même de ce système : c'est un des enjeux majeurs de la bataille politique et idéologique que doit mener le parti pour faire grandir la conscience sur la nature capitaliste impérialiste du système.

## **Transformer la colère sociale en conscience de la nécessité de rompre avec le système capitaliste impérialiste**

La profondeur de la crise et la brutalité avec laquelle l'oligarchie veut la faire payer aux travailleurs, aux masses populaires et aux peuples, font que chaque bataille, même partielle, même circonscrite à une exigence concrète et limitée (comme par exemple la

création de postes dans les hôpitaux, les écoles, la non-fermeture d'une ligne de train, ou simplement l'ouverture d'un guichets) nécessite la construction d'un important rapport de force.

Il ne s'agit pas de vouloir « prouver » au Capital, à l'oligarchie et à l'Etat à son service que ces exigences sont justifiées et qu'ils y trouveraient leur compte, comme le font les forces réformistes, à coups de « propositions alternatives » qui restent ancrées dans le système capitaliste impérialiste. Cette voie est sans issue ; depuis près de 40 ans, le dogme réformiste conduit à des reculs sociaux, ce qui amène les réformistes à déclarer que le mouvement ouvrier et populaire n'a « rien gagné ». En réalité, si le mouvement ouvrier, syndical et populaire, a constamment dû se battre pour parer les coups du Capital, mis en œuvre par les gouvernements réformistes dans l'intérêt des monopoles, une frange importante s'est de plus en plus détachée, dans le développement de ces luttes, du réformisme et des partis et organisations qui le portent.

Et c'est à travers et dans ces combats que peut se développer la conscience de la nécessité de remettre en cause l'ensemble du système social, économique et politique.

### **Cibler les monopoles et l'Etat à leur service**

Depuis deux ans, l'axe général de notre travail est résumé dans le mot d'ordre :

« Cette société pour les riches, les patrons et les marchands de canons, on la combat. Pour une rupture révolutionnaire ! ».

Le renforcement de l'Etat policier et la criminalisation de la contestation sociale ; le développement de la politique de guerre, de la militarisation de l'économie et de la société, en général, et des interventions militaires en Afrique, en particulier ; le poids grandissant des monopoles qui vivent sur le dos de la société, la pillent, l'étouffent, pour garantir les profits et gaver les grands actionnaires, mettent en évidence le rôle de l'Etat, qui se ramène de plus en plus à ses fonctions dites « régaliennes » et qui sont en réalité les fonctions de répression - armée, police, justice - pour garantir la domination des monopoles.

C'est contre l'Etat des monopoles et les monopoles eux-mêmes que nous devons concentrer le combat.

Pour cela, la classe ouvrière et les masses travailleuses ont besoin de leurs outils : le Parti, les organisations de masse. Parmi elles, le syndicat est une organisation essentielle.

**Nous défendons le syndicalisme de lutte de classe**, aujourd'hui cible des attaques du patronat et du gouvernement, et appelons à développer le syndicalisme qui donne la priorité aux intérêts des ouvriers et des travailleurs, qui refuse de se lier les mains dans les instances de collaboration qui cherchent à améliorer la compétitivité de l'entreprise. Un syndicalisme qui combat toutes les formes de division entre travailleurs, avec ou sans papiers. Un syndicalisme qui travaille à l'unité entre les différentes catégories de travailleurs, notamment avec ceux qui sont sur le même site et qui sont exploités par des sous-traitants, ou par des agences intérimaires. Un syndicalisme qui cherche à organiser les secteurs soi-disant « indépendants », notamment les jeunes, qui sont en réalité dans un rapport de subordination vis-à-vis d'un donneur d'ordre. Un syndicalisme qui intègre le combat pour l'égalité entre femmes et hommes au travail et dans la société, qui lutte contre les discriminations dont sont victimes les femmes.

Un syndicalisme qui développe la solidarité entre ceux qui luttent et avec ceux qui luttent, en France ou ailleurs, avec une attention particulière aux travailleurs des colonies françaises et ceux des néocolonies d'Afrique. Un syndicalisme qui cherche à tisser des liens de lutte et de solidarité avec les travailleurs d'Europe qui subissent les mêmes politiques néolibérales.

**C'est le rôle du parti de la classe ouvrière de faire grandir la conscience de la nécessité de la rupture révolutionnaire et de gagner la direction politique de ce combat.**

Pourquoi le parti de la classe ouvrière ? Le *Manifeste du Parti Communiste* répond notamment à cette question, qui n'est pas remise en cause par les développements des techniques, mêmes les plus modernes, mêmes celles qui reposent sur l'informatique, l'électronique et la digitalisation, qui donnent l'illusion de l'absence de tout processus de production d'une marchandise, de tout travail humain. Pour preuve, l'ampleur des infrastructures nécessaires au fonctionnement de ces technologies, la quantité énorme d'énergie qu'elles consomment et les bataillons d'ouvriers, de techniciens nécessaires à leur fonctionnement. Dans tous les domaines économiques, la maintenance a pris une ampleur considérable, du fait notamment de la complexité des instruments de production, synonyme aussi de fragilité. Ces questions ont besoin d'être approfondies, pour montrer à la fois le développement quantitatif et qualitatif de la

classe ouvrière et son rôle essentiel dans la création de la valeur, base du profit capitaliste. C'est une des tâches à laquelle notre parti s'attachera, en mobilisant ses armes théoriques, le marxisme-léninisme, ses militants, notamment les militants ouvriers, et tous ses amis et ceux et celles, autour de lui, qui peuvent contribuer à ce travail.

## **Gagner au Parti**

Faire grandir et partager la conscience de la nécessité de la rupture révolutionnaire est notre fil. Gagner plus d'ouvriers et ouvrières, plus de travailleurs et travailleuses, plus de femmes, d'hommes, de jeunes des milieux populaires, de jeunes révolutionnaires, au parti est la condition pour avancer dans cette voie.

## **Les axes politiques que nous mettons en avant**

Nous appelons à la **résistance face à l'Etat policier** qui réprime ceux qui luttent, les frappe et les mutile, qui criminalise la contestation sociale, garantit l'impunité policière, protège les intérêts de patrons. Face à la violence de classe de la bourgeoisie, opposons le droit de la classe ouvrière et du peuple à s'organiser et à se défendre.

Nous nous battons pour l'abrogation des lois répressives qui se sont succédé au nom de la « lutte contre le terrorisme » et pour l'interdiction du LBD, une arme de guerre, et des grenades de désencerclement, responsables de dizaines de blessés. Nous exigeons la dissolution des brigades de policiers voltigeurs.

**Nous luttons contre la montée de la réaction**, la banalisation de l'extrême droite, la promotion des conceptions rétrogrades dans tous les domaines.

Nous soutenons le combat des femmes et des hommes contre les violences faites aux femmes, contre les remises en cause de leurs droits, notamment en matière d'avortement, de maîtrise de leur corps.

Nous combattons toutes les politiques, idées, pratiques, qui veulent diviser la classe ouvrière et les masses populaires, comme le racisme et la xénophobie. **Nous combattons l'islamophobie et toutes les tentatives de division entre communautés. Nous dénonçons la politique de ghettoïsation et les discriminations dont**

## **sont victimes les jeunes des cités populaires.**

Nous appelons à lutter pour **défendre les services publics**, leur utilité sociale au service des usagers des milieux populaires. La santé, l'enseignement, la protection sociale, le logement, les transports, la culture, l'information doivent être soustraits à l'appétit des monopoles. Ce qui a été privatisé doit revenir dans le domaine public, sans indemnisation. Ces secteurs, privés de moyens humains et matériels depuis des années, doivent devenir une priorité nationale.

Nous combattons les grands travaux, coûteux, inutiles et polluants, exigés par les monopoles, contre l'avis et les intérêts des populations. Ces projets, qui se sont multipliés, ont pour but premier de remplir les carnets de commandes des grands groupes du BTP, les banques, les monopoles de la grande distribution. Plusieurs projets à plusieurs milliards ont été bloqués par la mobilisation populaire, qui doit rester vigilante pour parer aux manœuvres de contournement.

Contre les principaux responsables de la pollution et du réchauffement climatique

Nous appelons à renforcer le combat pour imposer des mesures concrètes, financières et industrielles, aux monopoles pollueurs. Pour nous, le combat contre les causes et les conséquences du changement climatique s'inscrit dans le combat général contre le système capitaliste impérialiste.

## **Nous sommes pour la sortie du nucléaire civil et militaire.**

Dans notre pays, le lobby militaro-industriel et celui du nucléaire sont intimement liés : ils se renforcent et se « justifient » mutuellement face à la contestation qui les cible depuis des années. Ce sont deux piliers de l'impérialisme français, qui lui fournissent les armes nucléaires, synonymes de grande puissance, et pour cela, ils sont partie intégrante du système impérialiste de pillage économique et de domination militaire, pour avoir accès aux gisements d'uranium des pays du Sahel. Nous nous opposons de la même façon à ce que ces mêmes pays deviennent des centres de stockage des matériaux irradiés.

Non à la militarisation et à la politique de guerre

Nous appelons à lutter contre le poids grandissant de l'armée dans la société : nous sommes pour une diminution drastique des dépenses d'armement, qu'ils soient conventionnels ou nucléaires. Nous nous battons contre l'entreprise de conditionnement de la jeunesse, via le « service national universel » et contre la présence ac-

crue de l'Armée à l'école, dans le monde de l'apprentissage.

Nous dénonçons et exigeons l'arrêt des ventes d'armes et des contrats d'entretien qui les accompagnent. Le poids du lobby militaro-industriel est une menace constante pour la société, d'autant qu'il ne « traite » qu'avec l'exécutif et plus particulièrement le chef de l'Etat et le « comité de défense ».

Non à l'Europe des monopoles !

Nous refusons de participer ou de cautionner toute politique ou mécanisme qui visent à sortir la construction européenne de la crise qui la tenaille. **Nous sommes partisans de la sortie de l'UE, de l'euro**, qui sont des carcans pour les travailleurs et les peuples. Nous sommes pour le développement de la solidarité entre les peuples d'Europe et du monde entier.

Nous combattons l'impérialisme français et nous sommes solidaires des peuples qu'il domine

Nous sommes solidaires des peuples d'Afrique qui luttent contre la présence militaire, économique, financière, culturelle de l'impérialisme français ; contre le pillage de leurs richesses par les monopoles français ; contre la mainmise de l'UE.

Nous dénonçons l'argument selon lequel la présence française serait préférable à celle de la Chine, de la Russie ou de tout autre Etat. C'est aux peuples de décider de leur avenir, des relations qu'ils veulent établir avec d'autres pays.

Nous exigeons le retrait inconditionnel des bases militaires françaises et l'abrogation des traités soi-disant d'assistance qui ne protègent que les régimes qui collaborent avec l'impérialisme français.

Nous dénonçons et nous opposons aux guerres auxquelles participe l'impérialisme français, dans le cadre d'alliances internationales. Nous appelons à renforcer le combat pour la sortie de la France de l'Otan, pour la dissolution de cette alliance militaire et nous nous opposons à toute forme de « défense européenne » qui sera obligatoirement un instrument de menace et de répression contre les peuples.

Nous sommes solidaires des peuples des colonies françaises et défendons leur droit à l'autodétermination ; celle du peuple kanak qui continue à revendiquer l'indépendance et celle des autres peuples des colonies françaises, qui sont les seuls à pouvoir décider des formes qu'elle prendra, sachant que la métropole coloniale a des devoirs de réparation à leur égard.

Nous combattons le soutien de l'impérialisme français à l'Etat sioniste d'Israël et soutenons le combat du peuple palestinien pour ses droits nationaux.

## **En conclusion**

Voilà les axes politiques que nous nous fixons : le combat pour les mettre en œuvre n'attend pas. Une course de vitesse est engagée entre les forces du progrès, les forces démocratiques, anti-impérialistes et révolutionnaires, d'une part, et celles de la réaction, de l'oligarchie et de son Etat, d'autre part. La classe ouvrière, les masses populaires, la jeunesse, les femmes des milieux populaires. montrent, à travers leurs mobilisations, un grand potentiel. Dans cette période de flux du mouvement, il faut travailler dur pour engranger le maximum de forces et construire la direction révolutionnaire nécessaire à le développer et lui faire remporter des victoires.

L'axe général de notre travail ces quatre prochaines années est celui de faire grandir la conscience de la nécessité et de la possibilité de la rupture révolutionnaire avec le système capitaliste impérialiste et d'y travailler sans attendre. Cette rupture révolutionnaire est la condition pour ouvrir concrètement la voie à l'édification d'une autre société, une société socialiste, vers le communisme.

Cet objectif stratégique est l'aspiration pour laquelle, chez nous et dans le monde, luttent les communistes, pour libérer l'Humanité de l'exploitation capitaliste, du pillage et de la domination impérialistes, pour l'émancipation des travailleurs et des peuples.